

La Vocation héréditaire

d'après la loi du 31 décembre 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Es-Sciences juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 25 Janvier 1921, à 2 heures du soir

PAR

Nicolas BESNEA

Avocat

Président : M. PIÉDELIEVRE, Professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. LÉVY ULLMANN, Professeur,} \\ \text{M. LACOUR, Agrégé.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1921

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

La Vocation héréditaire

d'après la loi du 31 décembre 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Es-Sciences juridiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 25 Janvier 1921, à 2 heures du soir

PAR

Nicolas BESNEA

Avocat



Président : M. PIÉDELIÈVRE, Professeur.

Suffragants : { M. LÉVY ULLMANN, *Professeur.*
 { M. LACOUR, *Agrégé.*

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU et C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

1921

INTRODUCTION

La succession en ligne collatérale, telle que le Code civil de 1804 l'a consacrée, a fait l'objet des critiques les plus sévères tant des socialistes, que des juristes et des économistes. Nombreux sont les projets de lois présentés aux Corps législatifs, durant le XIX^e siècle, pour limiter la vocation héréditaire des parents collatéraux. Le dernier projet, présenté au mois de décembre 1917, sous la forme d'une réforme financière, a abouti enfin, après de vives discussions, à réduire la successibilité au sixième degré.

Mais nous ne pouvons nous abstenir de manifester nos regrets, même avant tout développement, que cette réforme ait été réalisée pour satisfaire aux besoins toujours grandissants du fisc, surtout pendant la guerre. Le but de la limitation de la successibilité collatérale, tel que de bons esprits l'ont envisagé, n'a pas été atteint par la loi du 31 décembre 1917.

Avant d'exposer la réforme, que ladite loi a tâché d'accomplir, nous tenons à faire connaître notre opinion sur la

succession en ligne directe, que nous considérons comme une donnée hors de discussion. L'intérêt individuel, aussi bien que celui de la société, impose cette institution. On comprend très bien que le travail de l'homme, la production et par conséquent la richesse générale seront durement frappés, si l'homme se borne à travailler seulement pour satisfaire ses besoins momentanés. Au contraire, désirant amasser la fortune nécessaire pour assurer la vie de ceux qui lui sont chers, l'homme fait usage de toute la capacité productive, dont il dispose. Il sert, à la fois, ses intérêts personnels et ceux de la société à laquelle il appartient.

Nous ne touchons cette question que superficiellement, parce que le sujet que nous allons exposer dans les pages qui suivent, est limité à la vocation héréditaire en ligne collatérale. Pourtant, au cours de notre travail, nous nous occuperons de la succession en général, autant qu'il sera nécessaire pour que l'exposé de notre sujet soit le plus clair possible.



Division de la matière. — Notre ouvrage sera divisé en cinq chapitres.

Dans le premier, nous exposerons la succession telle qu'elle se présentait chez les Romains et en France avant la promulgation du Code civil actuel. Précisément, ici, nous serons forcés de dépasser les limites de notre sujet, en exposant la vocation héréditaire même en ligne directe.

Le second chapitre, nous le consacrerons aux dispositions du Code civil de 1804, ainsi qu'aux divers projets de réforme intervenus avant la loi de 1917.

Le troisième chapitre est réservé à la réforme accomplie par la loi du 31 décembre 1917. Après que nous aurons étudié la manière dont cette loi a été votée par le Parlement, nous exposerons dans une section de ce chapitre les critiques dont la réforme nous paraît susceptible.

Le quatrième chapitre sera consacré aux modifications qu'à notre avis on doit apporter en matière de limitation de la vocation héréditaire des parents collatéraux.

Enfin, le cinquième chapitre comprendra quelques notions succinctes sur ce que les législations étrangères ont fait en ce qui concerne notre matière.

CHAPITRE PREMIER

La Vocation héréditaire chez les Romains et en France avant le Code civil de 1804

SECTION PREMIÈRE. — *La successibilité chez les Romains*

Comme presque toutes les institutions juridiques adoptées par les législateurs modernes, les successions trouvent leur point initial dans le droit romain. Et, c'est surtout en matière de succession *ab intestat* que le célèbre empereur-législateur, Justinien, s'est fait admirer et imiter par la majorité des Etats européens. Par ses deux Nouvelles 118 et 127, il a fixé les ordres des héritiers, tels qu'on les trouve dans notre Code civil.

En ce qui concerne la succession *ab-intestat* chez les Romains, on peut distinguer trois phases : la première et la troisième seulement fixées par des monuments législatifs. Quant à la phase intermédiaire, elle est l'œuvre complète du prêteur, ce magistrat romain qui a

laissé à nos ancêtres la renommée de juristes accomplis.

1. Dans le très ancien droit, il y avait trois ordres de successibles : les *heredes sui*, les agnats et les gentiles. La loi des XII Tables, qui a servi de point d'appui aux développements, quelquefois si hardis du « prætor », s'exprime ainsi (table V, les lois 4 et 5) : « Si intestato moritur, cui suus heres nec escit, adgnatus proximus familiam habeto. Si adgnatus nec escit, gentiles familiam habento. »

Donc la succession *ab-intestat* ne s'ouvre que si le *de cujus* n'a laissé ni testament, ni *heredes sui*. Les *heredes sui* — tel que l'expression l'indique — exercent un droit préexistant et ils n'acquièrent pas un droit nouveau. En l'absence d'un de ces héritiers, la loi des XII Tables attribue le patrimoine du *de cujus* au plus proche agnat ; s'il n'y en a pas, ce sont les gentiles qui sont appelés. Aussi bien les agnats que les gentiles ne sont pas des héritiers, mais des successeurs aux biens ; plus tard, cette distinction disparut.

Les agnats sont des parents « ingenui », qui appartiennent à la fois à la même maison et à la même *gens*. Les gentiles sont les personnes, qui, sans pouvoir faire la preuve qu'ils descendent d'un auteur commun, portent le même *nomen gentilicium* et ont le même culte. On peut déduire de ces définitions que la vocation héréditaire est infinie. Il n'y a aucune limite à la successibilité.

2. La loi des XII Tables, lorsqu'elle accorde la succes-

sion, a, en vue seulement les liens de parenté civile, elle ne tient pas compte de liens du sang, d'où des conséquences injustes pour certains proches parents. Le prêteur, alors, intervient, en commençant par combler les lacunes du droit civil, pour finir par appeler à la succession des personnes exclues par le pur droit civil. La succession, réglée par le prêteur, est connue sous le nom de *Bonorum Possessiones*. Il y a quatre classes de *Bonorum Possessiones* : a) *B. P. unde liberi* comprend, outre les descendants reconnus par le droit civil, ceux qui avaient été exclus de la famille par une *capitis deminutio minima* ; b) la *bonorum possessio unde legitimi* comprend les héritiers siens, les agnats, les gentiles et la mère par rapport à ses enfants, à la suite des S. C. Tertullien et Orfitien ; c) la *bonorum possessio unde cognati* est accordée aux cognats jusqu'au sixième degré, et même au septième pour les cousins issus des germains ; d) enfin la *bonorum possessio unde vir et uxor*.

3. La troisième phase du droit romain successoral est dominée par la grande réforme, accomplie par l'empereur Justinien dans ses *Novelles* 118 et 127. Nous laissons de côté les modifications moins importantes, apportées par les divers *senatus-consulta*, comme par exemple pour accroître les droits des cognats, et nous nous occupons seulement de la réforme justinienne.

Justinien écarte définitivement l'ancien régime successoral et le remplace par quatre ordres d'héritiers : les

descendants, les ascendants, les collatéraux privilégiés et, enfin, les collatéraux ordinaires. En ce qui concerne le dernier ordre, il oublie de préciser s'il veut limiter la vocation héréditaire au septième degré, comme l'avait fait le prêteur pour les *bonorum possessores unde cognati*, ou s'il appelle à la succession même les parents les plus éloignés. A la vérité, la *Novelle* 118 nous dit simplement que : « Si vero neque fratres neque filios fratrum, sicut diximus, defunctus reliquerit, omnes deinceps a latere cognatos ad hereditatem vocamus, secundum uniuscujusque gradus prærogativam, ut viciniore gradu ipsi reliquis præponantur. Si autem plurimi ejusdem gradus inveniantur, secundum personarum numerum inter eos hereditas dividitur, quod in capita nostræ leges appellant. » (*Nov.* 118, ch. III.)

D'où il y a controverse entre les romanistes. Les uns soutiennent que Justinien, voulant généraliser la réforme prétorienne, a adopté en même temps la limite fixée par ce magistrat au septième degré. Les autres disent qu'il a voulu supprimer seulement les conséquences injustes entraînées par la parenté agnatique, et rien de plus.

SECTION II. — *La vocation héréditaire dans l'ancien droit français*

La succession collatérale, dans l'ancien droit français, se présente sous des aspects différents, suivant qu'on

envisage le pays de droit écrit (c'est-à-dire la région qui se trouve au sud du bassin de la Loire), ou le pays coutumier (région beaucoup plus étendue, située au nord de cette ligne). Dans le pays de droit écrit domine un régime successoral unique, tandis que le pays de droit coutumier se caractérise par l'extrême variété des coutumes, en matière successorale aussi bien que pour toutes les autres institutions juridiques.

L'unité du régime successoral, dans le midi de la France, est due à la persistance plus énergique et jamais interrompue du droit romain. Avant l'invasion des barbares, on y trouve le droit successoral, tel qu'il a été consacré par le Code théodosien. Et, même après leur établissement en Gaule, le droit romain est maintenu et codifié pour les sujets gallo-romains, par le chef des Wisigoths, dans ce qu'on a appelé le « Bréviaire d'Alaric » de 506. L'application des dispositions théodosiennes continue en Gaule, jusqu'au XII^e siècle, lorsque se produit une vive renaissance du droit de Justinien, d'abord en Italie et puis en France. L'ancienne Gaule, si imprégnée de l'esprit romain, ne tarda pas d'adopter le régime tracé par Justinien dans la *Novelle* 118, complétée par la *Novelle* 127.

Quant à la question de savoir si la vocation héréditaire était limitée ou non, on peut répondre que la tendance était d'exclure le fisc par les parents les plus éloignés, selon l'adage « *fiscus post omnes parentes*

etiam in centesimo gradu ». Il faut mentionner, pourtant, une exception que l'on trouve en Normandie. Cette province, bien que située au nord de la France, se rapprochait sur beaucoup des points du droit écrit. En ce qui concerne la limitation de la successibilité, les Placités de 1666, dans ses arrêts 41 et 42, appellent les héritiers jusqu'au septième degré seulement. Mais n'oublions pas de rappeler qu'on y avait admis la computation canonique. Donc, d'après la computation romaine, la vocation héréditaire s'étendait jusqu'au quatorzième degré.

Si nous passons, maintenant, dans les pays de droit coutumier, nous allons tomber comme dans un labyrinthe, où il faudra trouver le fil d'Ariane, pour ne pas nous égarer. Et ce fil, nous le possédons, grâce au remarquable ouvrage de notre ancien professeur, M. Ch. Lefebvre : *L'Ancien Droit des Successions*. Il faut laisser de côté, pour un moment, toutes les autres coutumes et étudier seulement celle de Paris, qui régissait d'ailleurs de nombreuses provinces au nord.

Avant l'invasion des Barbares, ici comme au midi, c'est le régime établi par le Code théodosien qui est toujours reconnu. Mais les Germains, envahissant la Gaule, apportent avec eux de nouvelles règles. On faisait une distinction entre la *terra aviatica*, propriété foncière héritée ou donnée par les parents, et la *terra comparata*, fonds acquis par le *de cujus*. Les filles étaient admises à succéder seulement à la *terra comparata*.

Un autre changement plus important intervient pour les ordres des successibles. Les anciens ordres sont remplacés par les parentèles. La parentèle est un groupe formé par plusieurs personnes qui descendent d'un même auteur commun. La première parentèle se compose de descendants du défunt à l'infini. La deuxième comprend le père et la mère du défunt, ainsi que leurs descendants. La troisième parentèle est formée par les grands-parents et leurs descendants ; et ainsi de suite. La parentèle, à laquelle était limitée la vocation successorale, était fixée à la cinquième d'après la loi ripuaire et à la septième d'après la loi lombarde.

Pendant la période féodale, on voit surgir dans chaque seigneurie d'une certaine importance (et quelquefois même dans des petites) une coutume différente. Mais presque toutes, dominées par le désir de maintenir les biens dans la famille, préfèrent au fisc les parents, « fût-ce au centième degré », sous cette unique condition que la parenté puisse être prouvée. Cette innovation doit être retenue, car ni le droit romain, ni même les anciennes coutumes germaniques n'appelaient les parents à l'infini.

On pourrait se limiter à ces notions très simples, que nous venons d'exposer, si les réformes accomplies par le droit révolutionnaire ne nous imposaient de montrer la manière dont les biens étaient dévolus. Les coutumes faisaient une distinction entre les successibles, suivant l'origine et la nature des biens, distinction que

la Révolution s'efforcera d'éloigner. Les biens patrimoniaux, quant à la dévolution héréditaire, se divisaient en : 1° meubles et acquêts ; 2° biens propres et 3° biens nobles.

1° Nous n'insisterons pas sur les meubles et acquêts, où il y a les trois ordres classiques : les descendants, les ascendants et les collatéraux.

2° La complication se produit lorsqu'il s'agit de biens propres, de ces biens que le *de cujus* a reçus de ses parents. Deux règles, d'une importance capitale, y dominent.

a) La première, si souvent rencontrée, *Paterna paternis materna maternis*, se présente sous trois aspects différents, car les héritiers paternels ou maternels, qui ont droit aux propres, ne sont pas envisagés de la même manière par les diverses coutumes. A Paris, il y avait ce qu'on a dénommé le système de côté et ligne. Il fallait rechercher qui a été l'acquéreur primitif du propre, pour appeler à la succession seulement ses parents légitimes parmi les lignagers. Un autre système, celui de souchères, donnait la vocation aux seuls descendants de celui qui avait acquis primitivement le propre. Enfin le système de simple côté prenait en considération seulement l'origine paternelle ou maternelle du propre, pour le déférer au plus proche parent paternel ou maternel, sans s'intéresser au lien qui existait entre celui-ci et l'acquéreur primitif.

b) La seconde règle, que nous rappelons en passant, est que « les propres ne remontent », ce qui veut dire qu'après les descendants venaient les collatéraux les plus éloignés par préférence aux ascendants.

Rappelons, enfin, que la dévolution des fiefs était régie par les deux privilèges : d'aînesse et de masculinité.

Parmi les autres nombreuses coutumes, il faut noter qu'en Berry et en Bourgogne dominait le droit romain.

SECTION III. — *La vocation héréditaire dans le droit intermédiaire*

La Révolution de 1789, si dominée par l'esprit égalitaire et de liberté, commence son travail de réorganisation de la société française, dans sa première Assemblée constitutionnelle, qu'on a appelée la « Constituante ». Cette Assemblée avait pour mission de tracer les principes généraux d'organisation politique, pierres angulaires qui serviront de fondement à un développement détaillé postérieur, œuvre d'un Parlement ordinaire, connu sous le nom de « la Législative ». La première Assemblée constituante est remarquable par les beaux discours qui y furent prononcés et par les idées de très haute moralité sociale, qui y furent manifestées. Ces idées ont eu un très grand écho jusque dans les pays les plus éloignés.

La Constituante, en matière de succession, tâche de faire disparaître, tout de suite, ce qui frappait le plus

les idées chères aux révolutionnaires, à savoir le privilège d'aïnesse et de masculinité. L'abolition de ces privilèges est accomplie par le décret du 15 mars 1790. L'intention des représentants du peuple avait été, au début, d'apporter une réforme générale du régime successoral, mais, à la suite de longues discussions, on est arrivé à reconnaître que la succession ne constitue pas une règle constitutionnelle. Par conséquent, l'Assemblée législative doit s'occuper de cette matière. Malheureusement, la Législative, qui était chargée d'un travail si encombrant, a eu une existence trop courte.

La réalisation de notre réforme est due à une nouvelle Assemblée, la Convention, qui, par sa fameuse loi, à effet rétroactif, du 17 Nivôse An II, remplace l'ancien régime. On ne distingue plus les biens suivant leur origine ; on appelle à la succession *ab-intestat* : les descendants, les ascendants et les collatéraux d'après un nouveau système, le système des parentèles (que nous avons expliqué, en quelques mots, un peu plus haut). De plus, les collatéraux sont préférés aux ascendants dont ils descendent. Cette loi ne fixe aucune limite à la vocation héréditaire. La tendance était d'appeler plutôt les parents les plus éloignés que de laisser les biens à l'Etat.

Il est vrai que nous rencontrons, dans les travaux de la Convention, deux propositions très favorables pour l'Etat comme héritier, mais qui n'ont fait l'objet d'aucune loi. Nous voulons parler de la proposition de Saint-

Just, qui réduisait la successibilité des collatéraux au profit de la nation, en écartant tant le conjoint survivant que les parents en ligne collatérale, autres que les frères et les sœurs du défunt.

• Un autre projet, moins radical, fut présenté au Comité de législation, le 8 juillet 1793, par Durand-Maillart, qui faisait concourir l'Etat avec les héritiers. En présence des collatéraux, compris entre le troisième et le septième degré, la nation devait prendre un douzième de la succession ; en présence du conjoint survivant la moitié. S'il y avait des parents plus éloignés qu'au septième degré, toute la succession revenait à l'Etat.

Après la chute de Robespierre, commença la période réactionnaire, assez riche en lois successorales, mais sans présenter d'intérêt pour la question qui fait le sujet de notre exposé.

Nous rappelons, en deux mots, qu'un deuxième et troisième projet de code civil sont présentés par Cambacérès, mais ni l'un ni l'autre n'ont un sort plus heureux que le premier qui avait fait l'objet des discussions devant la Convention.

Nous terminons la période révolutionnaire, en mentionnant le projet de code dû à Jacqueminot, qui fut la source très appréciée des rédacteurs du Code civil de 1804.

CHAPITRE II

Le Code civil de 1804 et les projets de lois présentés avant 1917

SECTION PREMIÈRE. — *La vocation héréditaire réduite par le Code civil au douzième degré*

La réglementation du droit civil français, annoncée depuis la Constituante, put, enfin, être réalisée, grâce à la grande habileté de l'empereur Napoléon. Le vote définitif du Code civil eut lieu le 30 Ventôse An XII (21 mars 1804) par une loi qui abrogea, en même temps, les lois romaines, les ordonnances royales, les coutumes générales et locales, ainsi que les statuts et les règlements qui existaient dans les matières faisant l'objet du Code civil.

Ce Code aurait eu le même sort malheureux que les projets Cambacérès et Jacqueminot, si Napoléon n'avait pas montré autant d'adresse que d'autorité, en modifiant la composition du Tribunat hostile à sa codification, et

en permettant la communication officieuse du projet par le Conseil d'Etat au Corps des tribuns.

En matière de successions, le législateur de 1804 revient à l'ancien système de Justinien, renonçant aux parentèles établies par la loi du 17 Nivôse An II, peut-être parce que ce dernier système n'était pas entré dans les mœurs françaises, peut-être aussi parce qu'il jouissait du discrédit général, qui avait frappé la loi suscitée, à cause de son effet rétroactif.

Les ordres des successeurs sont tels que nous les connaissons, grâce à la *Novelle* 118, déjà étudiée. L'article 731 du Code civil semble nous indiquer seulement trois ordres, car d'après lui « les successions sont déférées aux enfants et descendants du défunt, à ses ascendants et à ses parents collatéraux ». Mais, en réalité, il y a cinq ordres suivants : les descendants, les père et mère du défunt, les frères et sœurs et leurs descendants, les ascendants autres que les père et mère, et les collatéraux autres que les frères et sœurs.

Le nouveau code ne prend plus en considération, pour la dévolution de la succession, ni la nature, ni l'origine des biens. Il y a, à présent, une succession unique. Si les descendants manquent, le patrimoine du *de cujus* se divise en deux parties, une pour la ligne paternelle et l'autre pour la ligne maternelle. L'ancienne règle connue en ce qui concerne les biens propres « *paterna paternis, materna maternis* » a été écartée et remplacée mainte-

nant par la formule « *dimidia paternis, dimidia maternis* ».

Laissant de côté les nombreuses réformes, apportées en matière successorale, parce qu'elles constituent des règles qui dépassent le cadre de notre sujet, et nous limitant à ces notions simples et à la fois suffisantes pour la clarté de notre exposition, nous passons à l'examen du premier alinéa de l'article 755. Cet article consacre la règle que « les parents au-delà du douzième degré ne succèdent pas ».

Cette disposition contient une réforme importante et même assez avancée pour l'an 1804, d'après certaines opinions du moins. On se rappelle que, pendant la période de l'ancien droit — d'abord, il est vrai, en pays de droit coutumier et puis même au midi de la France — on appliquait la règle « *fiscus post omnes* ». La même vocation héréditaire à l'infini fut maintenue et même favorisée par le droit intermédiaire. Ce sont, par conséquent, les rédacteurs du Code, qui apportent, pour la première fois, une limitation à la successibilité des parents en ligne collatérale.

La cause de cette heureuse restriction, telle qu'elle ressort des discours prononcés soit devant le Corps législatif, soit devant le Tribunat, par Treilhard et Siméon, se présente sous un double aspect : l'impossibilité de faire la preuve de la parenté, d'une part, et le manque

d'affection familiale et peut-être même de sympathie entre des parents trop éloignés, d'autre part.

Le motif d'ordre pratique n'a fait que se confirmer, même pour les successibles jusqu'au deuxième degré. On comprend facilement que la recherche d'un lien de famille pour des parents au-delà du douzième degré est presque impossible aujourd'hui, et d'autant plus au début du XIX^e siècle, lorsque les actes de l'état-civil étaient en voie de formation.

Mais, en acceptant comme possible la preuve d'une parenté si éloignée, on était fâcheusement choqué de voir que le patrimoine laissé par le *de cujus*, mort *intestat*, passe à des personnes, qui peut-être ne connaissent pas leur bienfaiteur, qui, en tout cas, lui étaient attachées par des liens trop peu solides.

En s'appuyant sur ces deux arguments, notre réforme, assez modérée d'ailleurs, est reçue, sans opposition, par les quatre rouages législatifs de l'époque consulaire.

N'oublions pas, cependant, de rappeler que, parmi les quatre jurisconsultes et magistrats, chargés de rédiger le Code civil, l'un d'entre eux, Malleville, a vivement protesté contre cette limitation de la vocation héréditaire au douzième degré seulement. Donc, même pour le commencement du dernier siècle, l'état des liens de famille aurait imposé une restriction plus radicale, si le législateur du Code ne s'était pas montré, dans presque toutes les dispositions établies par lui, adversaire des

réformes brusques. En tout cas, le premier pas a été fait. Ils ne tarderont longtemps ni les juristes, ni les économistes, ni même ceux animés seulement par les idées socialistes, de critiquer cette vocation héréditaire trop large et de demander que la succession collatérale soit limitée au sixième ou quatrième degré, ou même d'être complètement supprimée. Il est inutile, sans doute, de mentionner que la thèse contraire — celle de la conservation du *statu quo* — a été, elle aussi, défendue.

Dans les sections suivantes, nous exposerons les critiques et les divers projets de loi présentés au Parlement. Ces projets poursuivaient, d'ailleurs, des buts différents, suivant qu'ils émanaient de l'extrême-gauche ou des partis un peu plus modérés.

SECTION II. — *La critique et la défense de l'article 755 du Code civil*

Pourquoi admet-on une succession *ab-intestat* à côté de la succession testamentaire ? Pourquoi, faute de testament, les biens du défunt sont-ils attribués à ses descendants, à leur défaut aux ascendants et collatéraux privilégiés et, enfin, aux collatéraux jusqu'au douzième degré ? La réponse très simple qui, à force d'avoir été trop souvent répétée, est devenue banale, on la connaît. Le législateur a voulu respecter la volonté présumée du *de cujus*.

La loi donne à chaque personne le droit de disposer, pour après sa mort, de sa fortune comme elle le veut (avec certaines restrictions sans doute). Mais à côté de ce droit et pour le dispenser de la peine de rédiger son testament, on lui a mis à sa disposition un modèle de transfert de biens à cause de mort, que le défunt est présumé avoir adopté, s'il n'a pas testé. On est parti de cette idée que le défunt a connu les règles établies par la loi en matière de succession et qu'il les a adoptées, parce qu'elles correspondaient à sa manière de voir, de sentir. S'il s'était donné la peine de tester, il n'aurait fait autre chose que de répéter ce que la loi avait déjà consacré.

Il n'est pas tout-à-fait exact, à notre avis, de donner ce fondement à la succession *ab-intestat*. La transmission *mortis causa* du patrimoine du défunt a été consacrée par le législateur non pour satisfaire à sa volonté, car le même législateur, dans l'article 913 du Code civil, défend à toute personne de disposer d'une certaine quotité de ses biens, en faveur de certains héritiers, même s'il voulait (peut-être à juste motif) exhériter ces héritiers. Où trouve-t-on respectée la volonté du *de cujus*, lorsqu'en disposant de toute sa fortune au profit d'une œuvre quelconque, on voit réduire les legs par lui faits ? N'y a-t-il pas ici une contradiction flagrante ?



On a tâché de donner une autre explication aux dispositions législatives en matière de succession, en faisant appel au droit naturel et à l'instinct de conservation. L'enfant nouveau-né hérite de ses parents leur bon ou mauvais caractère. Il hérite de leur intelligence et, en même temps, malheureusement, d'un bagage très lourd de leurs tares malades. Il doit hériter aussi de leurs biens.

Arrivé dans le monde, l'enfant a besoin de vivre et d'être éduqué. Le poussin, lorsqu'il naît, ne trouve-t-il pas dans l'œuf, une réserve d'albumine ramassée par ses parents ? Le petit mammifère, mis au monde, est-il privé de ce qu'il a besoin pour vivre et pour grandir ? Ne trouve-t-il aussi le lait de sa mère et la protection que sa faiblesse exige ?

Eh bien ! le même instinct de conservation et de prévision fait que l'homme ramasse, en travaillant, plus que ses propres besoins lui imposent. Le même instinct impose que ses biens passent à leurs descendants pour leur permettre de supporter les premières aspérités de la vie, lorsqu'on est si faible pour pouvoir vaincre par soi-même les nombreux obstacles élevés sur son chemin.

Nous ne pouvons que nous incliner devant ce raisonnement irréfutable, mais immédiatement une objection se présente. Il est vrai que le poussin trouve de l'alu-

mine dans son œuf. Il est vrai que le mammifère trouve du lait ainsi que la protection chez sa mère. Mais, l'albumine est limitée en quantité et le lait n'est pas une source inépuisable.

La même chose — disent ceux qui veulent attaquer la propriété et, son corollaire indispensable, le droit de succession — devrait arriver pour les hommes. Accordez aux enfants des aliments, faites leur éducation ; mais c'est tout. Les enfants, arrivés à l'âge où ils peuvent gagner leur vie, n'ont plus besoin de biens épargnés par leurs parents. A plus forte raison, les parents éloignés n'ont, entre eux, aucun droit à la succession.



Alors, pourquoi consacre-t-il, notre législateur, à côté du droit de tester la successibilité *ab-intestat* entre parents ? Nous pouvons trouver cette cause dans la nécessité sociale et dans le progrès humain, en même temps que dans la satisfaction de l'amour, égoïste et souvent exagéré, de l'homme pour sa progéniture et pour ses proches parents.

Expliquons-nous. Supposons qu'un enfant vient de naître. Ses parents, poussés par le sentiment filial (si explicable et rencontré non seulement chez les hommes, mais dans tout ce qui vit dans ce monde), vont commencer une vie de sacrifices pour leur enfant. Ils vont renoncer à beaucoup de plaisirs ; ils vont faire de leur

mieux pour ramasser une fortune, qui facilitera son bien-être.

Ces parents ont maintenant un but. Ils veulent rendre leur enfant plus heureux qu'eux. Ils désirent lui faire une situation plus élevée que la leur. Pour atteindre ce but, l'homme donnera de lui tout ce qu'il pourra, il fera usage de toute son énergie. Il travaillera, convaincu que les biens par lui épargnés, serviront au bonheur de ses descendants et de ses proches parents, à défaut des descendants.

Écartons ce but. Disons à l'homme, égoïste par excellence, que tout ce qu'il gagnera ne reviendra pas à ceux qu'il aime, mais que la société entière en profitera. Demandons-nous quel résultat on obtiendra ? L'homme se limitera à gagner ce qu'il lui faut pour passer une vie agréable, ou, s'il a déjà ramassé une fortune assez ronde, il ne tardera pas de la dissiper dans des dépenses inutiles. Il n'y aura plus d'héritiers, mais la société ne fera plus de progrès. Elle reculera même, parce que peu de personnes seront disposées à travailler sans aucun but ou par simple altruisme.

Toutes les propositions, présentées soit au Parlement soit au public par diverses publications, pour écarter la vocation héréditaire de tout héritier n'aura certainement aucun succès. La preuve la plus palpable nous a été donnée par la révolution russe, qui a entraîné un

gouvernement communiste. Un décret sur la suppression des héritages a été publié le 27 avril 1918 (V. Paul Labry : *Une Législation communiste*). Le premier article nous dit « qu'après la mort du *de cujus*, ses biens deviennent la propriété de la République russe fédérative et socialiste des soviets ». L'effet de la réalisation de cette réforme, si désirée par les socialistes, a été de réduire sensiblement et même de supprimer la production au-delà des nécessités momentanées de l'homme. Les enquêtes faites en Russie méridionale nous ont montré que les paysans ne se donnent plus la peine de travailler qu'autant que les besoins de leur propre vie le leur imposent. La société a-t-elle gagné à cette réforme ?

On a voulu partager à tout le monde les biens amassés par une personne, en abolissant le droit de succession. Malheureusement, on a oublié que, pour que les biens d'une personne décédée soient attribués à la société entière, il faut d'abord que ces biens existent. Sans doute, au moment où la réforme a été accomplie, toute la société en a profité. Mais après, qu'est-ce qu'il arrivera pour la production ? Voilà la question qu'on ne s'est pas posée. Eh bien ! à partir de ce moment, chacun produira seulement le nécessaire pour vivre agréablement, et rien de plus. Il n'y aura plus, forcément, de biens à partager à tous les membres de la société, lorsqu'une personne décèdera. Alors, où en som-

mes-nous arrivés ? A un résultat beaucoup plus désavantageux pour la société.

Grâce à l'existence du droit successoral, l'homme produit tout ce que son énergie lui permet. La production générale atteint le maximum, parce que chacun sait que les biens, épargnés durant sa vie, passeront à ses proches parents. L'instinct humain de conservation et de prévision est satisfait. La société, elle aussi, gagne par la richesse générale et par la civilisation toujours plus avancée.

Dans *Les Mensonges conventionnels*, ouvrage qui a fait tant de bruit, Max Nordau, pour soutenir la suppression de l'hérédité, donne un exemple pris dans la succession noble en Angleterre. Son exemple nous fait l'impression d'un pur sophisme.

Il part de cette prémisse qu'actuellement il n'y a parmi les pairs anglais que le premier-né qui succède. Les autres enfants n'ont droit à rien. En échange, il est vrai, ces exhéredés légaux reçoivent une instruction suffisante pour leur permettre de gagner leur vie. Or, il n'y a qu'un pas à faire pour arriver au but que l'auteur s'est proposé. Ainsi que les autres enfants exhéredés par la loi, on peut supposer que même le premier-né n'a plus de droit successoral. Rien ne changera. Les biens qu'auraient eu le premier-né passeront à la communauté.

M. Nordau fait l'erreur d'oublier que, dans ce cas, le pair anglais ne conservera plus ses biens. Il les consom-

mera de son vivant ; il ne s'efforcera plus d'augmenter son patrimoine. Son but n'existe plus. Il n'aura plus d'enfant, qui portera son nom, qui perpétuera son titre, qui continuera sa famille.



La nécessité sociale, combinée avec le désir d'assurer une existence meilleure à ses enfants et à certains proches parents : voilà le fondement que nous donnons aux successions *ab-intestat*. Cette manière de voir limite le nombre de ceux qui doivent être appelés à la succession du *de cujus*.

S'il est vrai qu'on est stimulé au travail par l'idée qu'un jour son patrimoine appartiendra à ses descendants, il est tout-à-fait faux de croire que quelqu'un, dans notre société, puisse être stimulé au travail et à l'épargne par la pensée qu'à sa mort les biens passeront à un parent au dixième ou douzième degré, qu'il n'aura, peut-être, pas même connu.

Les parents lointains n'ont droit à aucune succession, qu'on donne pour fondement de la successibilité soit la volonté présumée du défunt, soit l'instinct de conservation, soit la nécessité sociale.

Dans les anciens temps, lorsque nos ancêtres, les Romains, menaient une vie familiale très resserrée, la vocation héréditaire à l'infini des agnats et des gentiles

était, sans doute, fondée. Aujourd'hui, on ne se connaît plus, assez souvent, entre parents du quatrième degré. Les relations de famille, si elles sont devenues plus intimes entre les proches parents, ont cessé à un degré beaucoup plus rapproché.

A l'époque de la rédaction du Code civil, la famille était, peut-être, plus unie, bien que nous nous rappelions une certaine opposition que l'article 755 a rencontré de la part de Maleville. Au commencement du XIX^e siècle, il n'y avait ni chemins de fer, ni grandes villes ouvrières, ces deux causes qui ont tant contribué au relâchement des liens familiaux. Aujourd'hui, la France entière, de Lille jusqu'à Marseille, est parcourue dans un jour, tandis qu'en 1804 il fallait mettre des jours et des jours pour faire le même voyage. Aujourd'hui, les grandes villes, par leurs industries si florissantes et qui nécessitent une main-d'œuvre si importante et si bien rétribuée par rapport aux salaires agricoles, attirent un nombre toujours plus grand d'ouvriers, tandis que le législateur de 1804 ne consacra que deux malheureux articles au contrat de travail, faute d'industrie développée.

Nous croyons que la force de la tradition et la peur de toucher même à l'hérédité entre proches parents ont empêché d'éloigner de la succession les parents lointains, des inconnus pour le défunt, des personnes souvent plus indifférentes pour lui que ses connais-

ces et ses amis, avec lesquels il avait partagé ses ennuis et ses plaisirs.

On a soutenu qu'en limitant la successibilité au quatrième degré, par exemple, on touche à ce qui est le plus respectable, le plus saint dans la société : l'organisation familiale. Les parents de sixième, de huitième, de douzième degré — dit-on — appartiennent à la même famille, ont un même auteur commun, et ont contribué à la formation de la fortune du *de cuius*. C'est injuste de ne pas les appeler à la succession de leur parent, même au douzième degré, et de leur préférer cette personne si prodigue, l'Etat.

Mais nous ajoutons, dans ce cas, qu'il ne faut pas se borner au douzième degré, qu'il est vraiment injuste de limiter la vocation successorale au douzième degré et de ne pas appeler comme héritiers les parents au quinzième ou seizième degré, car eux aussi descendent d'un même auteur commun, eux aussi ont contribué à la formation du patrimoine du défunt. Pourquoi, alors, nous bornerions-nous aux héritiers du quinzième degré et pourquoi n'appellerions-nous pas à l'hérédité toute la société ? Les co-nationaux, en effet, et même tous les hommes ont un auteur commun et ont collaboré, d'une façon invisible, à la formation réciproque de leurs richesses.

Tous ceux qui se donnent la peine de réfléchir un peu se rendent bien compte que notre moindre action, notre

travail le plus insignifiant se trouve facilité, grâce au commun effort de tous les hommes. Si l'on construit aujourd'hui des bâtiments magnifiques, avec un effort relativement faible, c'est qu'une riche expérience est à notre disposition. Nous produisons des œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques, à l'aide du capital intellectuel que nous avons hérité de nos aïeux. Ce que nous donnons nous-mêmes est une partie infime. Quatre-vingt dix-neuf pour cent de ce que nous produisons est dû à cet heureux héritage. Il faut être content, fier même, si un pour cent des idées que nous exposons vient de nous uniquement, si nous ne le puisons pas dans notre subconscience, dans ce patrimoine hérité de ceux qui nous ont précédés.

**

La successibilité, admise jusqu'au douzième degré, c'est-à-dire entre des parents inconnus, a le fâcheux résultat d'entraîner un nombre assez considérable de procès, ainsi que la formation des agences, qui se chargent de la recherche des successeurs, en se réservant une quotité respectable de la succession.

La vocation héréditaire au-delà du quatrième degré doit être écartée, comme ne trouvant plus aucun fondement sérieux. C'est l'Etat qui doit succéder, parce qu'il a, chaque jour, des charges plus nombreuses, autrefois remplies par la famille. Si nous appelons l'Etat à la place

des collatéraux éloignés, nous ne voulons pas que ce soit le fisc qui hérite. L'Etat est une personne morale, mais prodigue par excellence, grâce à ses administrateurs et fonctionnaires, qui ne se croient pas obligés d'être parcimonieux avec les biens du pays. Nous faisons de l'Etat le successeur au cinquième degré, mais nous le voyons sous un autre aspect que celui du fisc. Nous nous réservons le droit de l'exposer plus loin.

**

Nous essayons de faire connaître, toujours dans cette section, les opinions émises par les juristes et les économistes, en faveur ou contre la réduction de la successibilité en ligne collatérale. Nous pouvons dire, avant même de commencer ce paragraphe, que la majorité des auteurs se prononce pour la réformation de l'article 755 du Code civil.

On peut diviser, sans difficulté, en trois classes, les principes par eux exposés, suivant qu'ils défendent la vocation héréditaire telle que l'article 755 l'a fixée, ou qu'ils demandent la réduction de la successibilité au quatrième ou sixième degré, ou qu'ils prétendent l'abolition complète de la succession collatérale.

La plupart des auteurs font partie de la deuxième classe, comme nous venons de le dire. Mais, alors, une question très naturelle se pose. Si les avis ont été depuis longtemps dans le sens d'une réduction de la vocation en

ligne collatérale, comment se fait-il qu'on soit arrivé, seulement en 1917, à réaliser cette réforme ? C'est, d'un côté, le spectre du socialisme et du collectivisme qui a effrayé le Parlement, parce qu'on avait regardé la question seulement au point de vue socialiste et non au point de vue juridique ; et, d'un autre côté, l'affectation qu'on voulait donner aux successions vacantes, a fait refuser le vote des projets, si souvent présentés au Parlement, durant le XIX^e siècle.

Il est nécessaire (avant de commencer la section suivante, réservée aux nombreux projets de lois) de résumer les théories de divers juristes et économistes, qui ont consacré leurs études à cette question. Leurs idées sont à la base de tous ces projets.



Nous rencontrons dans M. Paul Leroy-Beaulieu, un des défenseurs les plus acharnés de l'article 755 du Code civil. Il le trouve sage, parce que, à partir du douzième degré, « la parenté est le plus souvent fort incertaine et malaisée à établir ». Les réformes, proposées pendant tout le XIX^e siècle, auraient entraîné l'habitude chez les hommes de faire plus souvent leur testament, car, d'après notre distingué financier, « chacun préfère une personne quelconque à cet être si vaste qui s'appelle l'Etat ». La réforme, en elle-même, serait dangereuse, car, si momentanément, on demande la réduction au sixième ou qua-

trième degré, plus tard on arrivera de n'admettre plus comme héritiers collatéraux que les frères et les sœurs.

M. E. Glasson croit bien que les liens de famille entre collatéraux au douzième degré ne sont pas trop fréquents, mais il préfère pourtant comme héritier un collatéral éloigné à l'Etat. Il sait que l'Etat est un mauvais administrateur, mais il oublie d'envisager que les biens, recueillis par lui, servent à un autre but qu'à satisfaire aux besoins du budget. En d'autres termes, si on lui avait posé le problème sous ce jour, M. Glasson n'aurait pas tardé à passer dans le cercle de ceux qui sont pour la modification de l'article 755 du Code civil.

Le régime actuel est vigoureusement défendu par M. Ernest Roguin dans son traité de Droit civil comparé. Il a peur du socialisme qui veut détruire la propriété, en attaquant d'abord la succession. La véritable cause de la limitation de la vocation héréditaire serait, d'après lui, le désir « de satisfaire aux idées maîtresses, qui sont celles du socialisme et du collectivisme ». M. Roguin réfute, en même temps, l'argument juridique qu'en a tiré du relâchement des liens familiaux, par le raisonnement suivant. La succession n'est refusée par aucune législation, entre des parents qui habitent deux pays différents, qui peut-être ne s'aiment pas ou même ne se connaissent point. Mais cet exemple est un cas exceptionnel. Il ne peut que confirmer la règle. De plus, si ces

parents ne se connaissent pas, c'est, sans doute, qu'ils appartiennent à un degré de successibilité assez éloigné.

**

M. Ernest Vallier montre, dans sa remarquable thèse sur « le fondement du droit successoral en droit français », que le législateur, en 1804, en adoptant la limite au douzième degré, avait fait une rénovation assez hardie, par rapport à l'ancien droit. Aujourd'hui les relations de famille ne permettent plus de justifier une vocation si étendue. L'auteur hésite entre le quatrième et le sixième degré. Il paraît d'abord incliner pour la limitation au quatrième degré, parce qu'on « n'appellerait ainsi à la succession que des parents connus pour lesquels une ancienne communauté de vie ou des fréquentes relations commandent l'affection ». A la fin, par excès de prudence, il se déclare partisan d'une limitation au sixième degré seulement, parce qu'il « vaut mieux voir quelques vocations injustifiées que de blesser les attentes assez légitimes de certains parents ». Nous ne nous attendions pas à cette conclusion, après l'argumentation développée dans cet ouvrage.

M. Vallier trouve que la vocation entre le quatrième et le sixième degré se présente comme une zone soumise au plébiscite, c'est-à-dire que, même si pour un moment on adoptait le sixième degré comme limite, à la fin on arriverait à la réforme telle que la famille actuelle

l'exige. Pourquoi ne veut-il pas réaliser, du premier coup, la limitation au quatrième degré ? Il dispenserait ainsi le législateur de revenir deux fois sur le même problème.

A l'occasion du centenaire de la promulgation du Code civil, M. A. Colin a tâché de montrer les résultats du régime successoral français et, forcément, il s'est occupé de l'article 755. Il accepte la réformation de cet article comme une conséquence naturelle de l'évolution historique de la société. Cette modification est d'ailleurs facilitée par le Code Napoléon, lui-même. Le droit ancien ainsi que le droit révolutionnaire n'avaient apporté aucune limite à la vocation héréditaire. Les rédacteurs du Code, pour la première fois, fixèrent cette limite.

Les vœux de tant de juristes et économistes ont eu leur écho plus retentissant dans la législation belge. Depuis longtemps déjà, elle a préparé un avant-projet de Code civil. Le célèbre jurisconsulte belge Laurent a trouvé la réforme inscrite dans l'article 775 (l'ancien article 755) imposée par la famille moderne, parce que, à partir du sixième degré l'héritage n'est rien autre chose « qu'un trésor découvert par le hasard ».

Pour illustrer l'impérieuse nécessité de réduire la successibilité collatérale, il cite l'exemple d'une hérédité laissée par une artiste, morte sans héritiers connus. Un agent de « recherches généalogiques » réussit à trouver des héritiers. Pour le service qu'il rend, il demande le

tiers de la succession. Grâce à la disposition de l'ancien article 755, les procès commencent et ils ne se terminent qu'après vingt ans de jugements. La conclusion ? La voilà telle que Laurent, lui-même, la donne. « La riche artiste ne savait pas qu'elle avait des parents et ses parents ne connaissaient pas son nom. C'est cependant au nom des liens du sang et de l'affection que la loi les a appelés à recueillir un héritage, dont le tiers est prélevé à titre de rémunération pour la révélation d'un trésor inconnu aux successibles. »

M. A. Georges, dans sa thèse intitulée *Essai sur la Succession collatérale*, embrasse l'opinion de ceux qui demandent la réduction de la successibilité au sixième degré. Le retard de cette réforme est causé par le but politique et fiscal, que poursuivent ceux qui ont déposé divers projets de lois sur le bureau du Parlement.

MM. Aubry et Rau se gardent d'exprimer une opinion sur la limitation de la vocation héréditaire. M. Etienne Bartin, dans la note où il développe l'idée de ces deux distingués jurisconsultes, fait remarquer que les modifications du régime fiscal successoral sont une menace dangereuse pour les héritiers au-delà du sixième degré.

Un article, publié par M. Charles Turgeon dans une revue de Rennes, contient quelques passages relatifs à la limitation de la successibilité collatérale. S'il faut considérer comme intangible l'hérédité en elle-même, on ne peut pas cependant ne pas reconnaître que la famille de

1920 n'est plus la même qu'en 1804. Il y a une étroite relation entre la famille et l'hérédité. « Si l'héritage soutient la famille, la famille soutient plus encore l'héritage. En conséquence, sitôt que la parenté n'est plus que nominale, il est inévitable que la successibilité cesse d'être légale. L'hérédité doit donc suivre la famille, se modeler, se mesurer sur elle, s'effacer avec elle. »

La modification de la successibilité en ligne collatérale rend très sceptique M. Planiol. Elle serait bien venue, si on écartait les héritiers au-delà du sixième ou même du quatrième degré. Hélas ! le but que se proposait le législateur ne sera pas atteint, la modification sera éphémère, si on laisse tel qu'il est le droit de tester. Chaque personne, connaissant le sort des biens par lui épargnés, se dépêchera de tester au profit de qui bon lui semblera et le fisc n'en profitera pas.

Nous croyons que M. Planiol aurait raison, si la réforme était motivée par un but fiscal. Au contraire, il serait dans son tort, si le législateur affectait les héritages à d'autres buts. Un homme, sans proches parents, laisse sa fortune à des œuvres de bienfaisance et, sans doute, il en sera ainsi tant que le fisc remplacera les héritiers éloignés. Mais si on suppose que le législateur affecte ces biens pour subvenir aux besoins de ceux qui sont privés de fortune, des classes paysannes et ouvrières, comme les bonnes intentions du défunt ont été prévues à l'avance, le droit de tester ne sera pas plus développé

qu'aujourd'hui. Les testaments deviendront peut-être même moins nombreux. Le défunt n'aura plus besoin d'éviter les règles relatives à la création directe d'une fondation par testament. La loi lui donnera d'elle-même pour héritier celui qu'il se serait choisi.

Faisons appel, maintenant, aux principes d'économie politique de MM. Charles Gide, Cauwès, C. Colson. Ces derniers sont unanimes à se prononcer contre l'article 755 du Code civil. Il ne correspond plus, d'après eux, à la composition de la véritable famille actuelle et ne fait autre chose que de donner à la succession le caractère d'effet du hasard et de don arbitraire de la loi. Or, une vocation si large a pour résultat de compromettre le principe même de la transmission à cause de mort.

**

M. Juteau s'occupa, il y a déjà longtemps (car son ouvrage sur *l'Abolition de la succession collatérale* fut publié en 1863) de la question qui nous intéresse. Il fait une distinction entre la ligne directe, qui a un droit naturel à la succession et comme tel immuable, et la ligne collatérale qui, au contraire, tient sa vocation seulement du droit positif. Il est d'avis qu'à défaut des descendants, la fortune du défunt doit appartenir au conjoint survivant et, s'il n'y a pas de conjoint, la société est fondée pour réclamer la succession. Par consé-

quent, il dénie tout droit successoral à n'importe quel collatéral.

Pendant cette grande guerre, M. René Worms a publié un livre sur *La Natalité et le Régime successoral*, qui a tant d'importance pour la France, où le nombre des nouveaux-nés ne progresse pas, mais diminue même. En s'occupant de projets de lois présentés au Parlement pour modifier le régime successoral en France, et surtout en étudiant la proposition de M. Bokanowski, qui voulait écarter toute succession collatérale, même entre frères et sœurs, il ne se montre pas ennemi de cette réforme. M. Worms fait cependant des réserves, en ce qui concerne l'affectation des héritages, qui reviendront à l'Etat. Il n'admet pas que ces biens soient attribués au fisc. Il désirerait qu'on en fasse usage pour récompenser les familles qui ont beaucoup d'enfants. Nous hésitons à croire que ce système des primes ait un effet bien sensible sur l'augmentation de la natalité, ces primes ne pouvant être que d'une valeur insignifiante par rapport aux dépenses demandées par les multiples besoins des enfants.

Le régime bolchevik, qui existe actuellement en Russie a aboli tout droit successoral, même en ligne directe. Il n'accorde plus qu'à certains parents une pension pour une durée limitée et seulement s'ils sont incapables de gagner leur vie, à la suite d'une invalidité, effet d'une maladie, accident, etc. En France, M. Lucien Deslinières,

qui a élaboré depuis longtemps un projet de code socialiste, n'est pas un adversaire si ardent de la cellule familiale, car il admet comme héritiers légitimes les descendants et le conjoint survivant. Ce dernier a le droit à la moitié de la succession, même s'il est en concours avec les descendants. Mais M. Deslinières s'arrête à ces deux catégories d'héritiers. S'il y a ni descendants, ni conjoint survivant, le patrimoine du *de cujus* doit revenir à la nation (art. 535).

SECTION III. — *Les projets présentés au Parlement avant 1917*

Il paraît exagéré de dire que dans la période comprise entre les années 1884 et 1917, il y a eu plus de vingt propositions législatives pour limiter la vocation héréditaire des collatéraux, mais les documents parlementaires font la preuve de notre allégation.

Bien que l'article 755 du Code civil ait fait l'objet de la critique, même au moment de l'élaboration de cette codification, on ne trouve aucun projet de réformation pendant la Restauration et sous le Gouvernement de Juillet. La cause, il est facile de la deviner. Un gouvernement monarchiste et aristocratique est peu disposé à des réformes telles que la nôtre, regardées comme l'émanation d'esprits très avancés. Le Parlement inclinait vers le rétablissement des anciens privilèges d'aînesse et de masculinité et, en tout cas, il admettait de nouveau

les substitutions fidéicommissaires, si détestées par les membres de la Constituante, plutôt que d'apporter aucune limitation à la successibilité collatérale.

Le Gouvernement de Juillet, dont le chef suprême était le roi Louis-Philippe, avait pour appui la bourgeoisie, cette riche bourgeoisie du « roi bourgeois ». Or, un tel état des choses dispense d'insister sur le silence des deux Chambres législatives, qui, d'ailleurs, n'avaient pas la même liberté que les Corps législatifs actuels.

Nous voilà arrivés à la Révolution de 1848, qui change tout-à-coup le régime politique et les anciennes idées conservatrices. Le gouvernement provisoire succède au roi Louis-Philippe. Il prépare une Assemblée constituante. Déjà dans cette première assemblée, le citoyen Crémieux, ministre de Justice, dépose sur le bureau un projet de loi, tendant à exclure de la succession *de cujus* les collatéraux au-delà des cousins germains. Les successions, devenues ainsi vacantes, auraient dû servir à des œuvres de bienfaisance. Mais les luttes politiques et les mouvements de rue, qui se succédaient sans cesse, ont empêché qu'une suite ne fût donnée à notre projet. D'autres réformes plus urgentes préoccupaient les hommes politiques.

Cette époque de transition fut bientôt remplacée par le « Second Empire ». On pourrait donc s'attendre maintenant à ce que nul projet, concernant notre matière, ne fût présenté au Corps législatif, simple parodie des an-

ciennes et tumultueuses assemblées révolutionnaires. Cependant, en 1857, MM. Savoye et Cassal demandèrent que la vocation héréditaire des collatéraux fût limitée au quatrième degré. Une commission fut chargée d'examiner ce projet, mais le résultat fut défavorable. Alors, les initiateurs de cette réforme se contentèrent de réclamer la réduction de la successibilité au sixième degré. Malgré cette concession, leur projet resta sans succès.

Après la chute de l'empereur Napoléon III, l'Assemblée nationale se trouva en face de deux projets de réforme. En 1871, on voulut modifier le système de la déduction des dettes dans les successions pour calculer l'impôt de mutation et la même proposition se rapportait, par voie incidente, à la successibilité en ligne collatérale. Le désir de ceux qui prétendaient arrêter toute succession au huitième degré ne fut pas satisfait. Un an après, MM. Journault et Sadi-Carnot présentèrent de nouveau le même projet. Il n'aboutit pas.

*
**

Nous avons fait une étude superficielle de ces propositions de lois, soit parce qu'elles étaient adressées à des Corps législatifs peu compétents, soit parce qu'elles étaient insuffisamment préparées. Aucun des projets n'a eu d'ailleurs d'écho dans le monde parlementaire.

A partir de 1884, la Chambre des Députés a été saisie presque chaque année et même plusieurs fois par an, de

propositions exigeant la réformation de l'article 755 du Code civil. Enfants des idées si prodigieusement répandues par les traités de droit, les ouvrages d'économie politique et les utopies des socialistes, ces divers projets de lois peuvent se grouper en trois classes, suivant les opinions émises, plus ou moins avancées.

L'extrême-gauche, dans des propositions souvent répétées, a demandé la suppression de tout héritage. Cependant, quelques projets socialistes, craignant qu'une réforme trop brusque ne soit refusée, attaquaient, pour un moment, seulement l'hérédité en ligne collatérale, parce qu'il fallait faire une escale avant d'arriver au but. Les parlementaires plus modérés se sont contentés d'une réduction au quatrième ou troisième degré. Enfin, l'opinion ultra-moderée, considérant que la réforme doit avoir lieu par étapes, croit suffisante une vocation héréditaire limitée au huitième ou sixième degré.

Voilà la classification qu'une bonne méthode nous impose. Prévenons cependant qu'en enfermant ces nombreux projets dans ces trois cellules, nous avons eu en vue seulement l'esprit plus ou moins hardi, qui a dominé à leur création. A tous autres points de vue — affectation à donner aux successions, enlevées aux collatéraux éloignés ou fondement sur lequel les réformes ont été construites — les projets, enchaînés dans une même classe, ne se ressemblent plus, ne constituent plus une unité.

Abordons, enfin, l'étude détaillée de ces projets, pour

nous rendre compte de ce que les bons esprits ont proposé, de ce qui a été réalisé par la loi du 31 décembre 1917 et de ce qu'il reste à faire si nos désirs n'ont pas été satisfaits.

**

La classe des projets radicaux. — Cette première classe, désignée par nous comme radicale, comprend des projets où les auteurs demandent la suppression de toute succession déferée aux collatéraux. Ces projets si avancés sont au nombre de six.

Un des mieux étudiés, qui a réuni l'adhésion d'un nombre assez élevé de députés, est le projet Barodet, présenté sur le bureau de la Chambre des Députés, le 4 juillet 1887 (*Journal Officiel*, Documents parlementaires 1887, page 971). M. Barodet se fait remarquer non seulement par la préparation très soignée de son projet, mais aussi par la ténacité qu'il a mise à représenter trois fois la même proposition de réforme.

D'après son opinion, manifestée dans l'exposé des motifs, on peut distinguer aujourd'hui, en France, au point de vue économique, trois classes sociales : la haute bourgeoisie, c'est-à-dire les industriels et les financiers, la petite bourgeoisie et le prolétariat. Cette dernière catégorie est atteinte d'une maladie grave : le paupérisme. Cependant, la propriété, telle que la Révolution française de 1789 l'a consacrée, est légitime et doit être res-

pectée ; mais il y a d'autres mesures à prendre pour que « le logement et l'atelier appartiennent à celui qui travaille et la terre à celui qui la cultive. »

Ces mesures bienfaisantes peuvent être résumées en cinq propositions : 1° Suppression de la succession en ligne collatérale ; 2° attribution de ces valeurs successorales à l'Etat ; 3° cession de ces immeubles aux paysans et aux ouvriers, en leur demandant une faible annuité ; 4° obligation pour les acquéreurs de cultiver et d'exploiter eux-mêmes les immeubles à eux cédés ; 5° revente permise seulement sous les mêmes conditions.

Et maintenant, quelles seront les conséquences de cette réforme ? Rien de plus que le paradis terrestre. L'âge d'or nous guette ; il faut seulement se donner la peine de saisir l'occasion pour le faire revenir dans ce monde. Les initiateurs de la réforme pensaient probablement que des milliards tomberaient dans la bourse de l'Etat, quoiqu'ils laissassent entier le droit de tester. Nombreux seront ces résultats si heureux pour l'humanité et qui s'enchaîneront de manière que, dans un siècle, on pourra déclamer : « Oh temps ! suspends ton vol... » Il n'y aura plus de dette publique, le paupérisme se réduira aux cas accidentels.

Nous-mêmes, nous croyons que la modification de l'article 755 aura des conséquences heureuses, mais tout de même, nous ne pouvons pas admettre que tous les mal-

heurs qui frappent actuellement la société humaine soient causés par ce bref alinéa de l'article plus haut mentionné. Peut-être qu'en déposant cette proposition de loi, les auteurs ont fait comme les marchands, ils ont exagéré les qualités de leur marchandise, pour attirer des clients.

Cette proposition de loi, destinée à bouleverser le monde, contient treize articles. La succession en ligne collatérale est supprimée, mais le droit de tester existe toujours. Quant à l'affectation de ces biens — que nous trouvons logique et équitable — il faut distinguer entre : 1° les propriétés terriennes ou les maisons à plusieurs logements ; 2° les fabriques, usines, exploitations minières ou fonds de commerce ; 3° et les sommes héritées en espèces.

Les lots de terre de cinq hectares au maximum ainsi que les appartements de grands bâtiments seront vendus par adjudication publique à des sujets français, qui devront acquitter le prix en vingt-cinq annuités égales. Les acheteurs seront pris parmi ceux qui possèdent moins de cinq hectares.

Les fabriques, usines, fonds de commerce, etc., devront être vendus, avec leur matériel, toujours par adjudication publique, sans être divisés, sauf le cas où la division faciliterait l'acquisition aux ouvriers.

Les sommes touchées par ces ventes et les valeurs successorales en espèce seront affectées à la liquidation

du passif successoral, et le reste servira d'abord à éteindre la dette publique, ensuite à diminuer les impôts.

Un article final se rapporte aux donataires et aux légataires. On les oblige, ainsi que les acquéreurs par adjudication publique, de cultiver ou d'exploiter eux-mêmes les biens acceptés ou hérités par eux.

Quatre années plus tard, en 1891 (*Journal Officiel* 1891, Documents parlementaires, page 274), M. Barodet, dont nous avons déjà admiré la ténacité, propose avec l'appui de trente autres députés, la modification de la vocation héréditaire au même degré. Il ne touche pas, non plus, à la manière dont il affectait ces biens recueillis par l'Etat, et pour cause : on ne peut pas trouver une affectation meilleure que celle donnée par lui dans son premier projet.

Il a ajouté cependant deux nouveaux articles. Par le premier, l'Etat a la liberté de céder aux communes, même gratuitement, les immeubles destinés à un service d'utilité publique. Le deuxième présente beaucoup plus d'intérêt, parce qu'il nous permet d'entrevoir une concession, très insignifiante, il est vrai. Les frères et sœurs survivants ont un privilège, ressemblant au droit de préemption, par ce fait qu'ils peuvent acquérir les immeubles laissés par leurs frères et sœurs prédécédés, sous la même condition d'exploitation par eux-mêmes et en acquittant, en vingt-cinq annuités, une somme cal-

culée par les experts ou basée sur le prix de la précédente acquisition.

En 1894, les documents parlementaires (*Journal Officiel*, page 2.013) nous fait connaître une nouvelle proposition de loi, due toujours à M. Barodet, qui ne réunit, cette fois, que dix-sept signatures de ses collègues. Comme dans le second projet, il y a ici un article supplémentaire, mais, tandis qu'en 1891, l'article ajouté faisait une concession à ses adversaires, la présente proposition est plus restrictive. Elle ne permet plus de disposer par donation ou testament que la moitié des biens en pleine propriété ou l'usufruit de la totalité de ces biens. Une exception est faite pour le cas où les bénéficiaires de ces libéralités sont des héritiers en ligne directe.

Notons une modification remarquable que notre parlementaire apporte à son exposé des motifs, par l'aperçu financier qu'il y insère. Il se plonge dans les chiffres, il fait des évaluations, qu'il déclare au-dessous de la vérité et il arrive à des résultats séduisants.

La Chambre des Députés a été saisie, en 1888, d'une réforme des impôts, réforme proposée par M. Planteau (*Journal Officiel* 1888, Documents parlementaires, page 447), qui consacra quelques articles de sa proposition à la limitation de la successibilité en ligne collatérale. Le but poursuivi est tout-à-fait différent de ce que nous avons rencontré jusqu'à présent. C'est ce gouffre sans

fond, le fisc, qui devait avaler toutes les successions, s'il n'y avait pas d'héritiers en ligne directe descendante.

M. Panteau, dans son exposé des motifs, se pose cette question : qui mérite d'acquérir la fortune laissée par le *de cujus*, si les ascendants manquent ? Les parents oubliés et inconnus ou la collectivité, qui d'une façon invisible a collaboré de beaucoup à la formation de cette masse de biens ? Il n'y a aucun doute, la préférence doit être accordée à la collectivité.

Mais il faut mettre de côté deux classes d'héritiers, bien peu protégées par le législateur de 1804, pour ne pas dire méprisées. Il s'agit d'une part de l'époux survivant, qui n'est appelé à la succession de son conjoint prédécédé qu'après tous les collatéraux et d'autre part, des enfants naturels, rendus coupables d'une faute dont ils ne sont pas les auteurs, mais plutôt les victimes.

On maintient comme héritiers *ab-intestat* seulement la classe des descendants. Cependant les ascendants et même les collatéraux auront droit à une part successorale, qui ne dépassera jamais, en totalité la moitié de la succession, dans le cas où le défunt leur servait, durant sa vie, une certaine pension.

L'auteur de notre projet tâche de réparer la faute commise dans le Code civil à l'égard de l'époux survivant. S'il existe des enfants ou petits enfants, le conjoint survivant sera considéré comme un héritier direct de pre-

mier degré ; s'il n'y a pas de postérité, la moitié de la succession en pleine propriété doit lui revenir.

En passant aux nouveaux impôts, M. Planteau frappe les donations et les testaments faits en faveur des ascendants et descendants ainsi que la succession, *ab-intestat* des descendants d'une taxe successorale, dont le taux varie suivant le montant de la donation ou de la succession. N'imposant qu'une taxe de 0,50 franc par 100 francs pour une valeur inférieure à 2.000 francs, il arrive à demander 20 par 100 pour une valeur successorale comprise entre 200.000 et 300.000 francs, et à partir d'un million, les héritiers et les donataires paieront 40 pour 100.

Mais, ce n'est pas tout. Quoique, en principe, le droit de donner et celui de tester ne soient pas modifiés, le projet oblige tout bénéficiaire, n'appartenant pas à la parenté en ligne directe, de payer un droit uniforme de 50 pour 100, ce qui revient à dire qu'on n'a plus le droit de donner ou de léguer que la moitié de sa fortune.

La proposition de réforme, due à M. Planteau, est plus radicale que celle de M. Barodet, parce qu'on exclue de la succession même les ascendants. En même temps, elle pêche par le fait que l'affectation des successions vacantes n'est pas bien définie. D'ailleurs, cette préparation peu approfondie s'explique facilement. L'objet principal du projet était la réforme des impôts. La réduction de la vocation héréditaire n'y constituait qu'une

modification de second ordre. Heureusement la réforme n'aboutit pas.

Si le projet de réforme dont nous venons de nous occuper a un but mal défini, nous adresserons de même une vive critique à la proposition de loi, présentée à la Chambre, quelques années plus tard, en 1892, par M. Chassaing (*Journal Officiel* 1892, Doc. parl., pag. 994), parce qu'elle affecte les successions à un but trop limité. Désirant créer une caisse générale de retraite pour la vieillesse, l'initiateur de la réforme demande que les collatéraux soient écartés de la succession du défunt et que les biens, qui devaient leur appartenir, contribuent à l'alimentation de cette caisse.

Cette proposition de loi a le don de faire apparaître devant nos yeux l'image de cette personne morale prodigue et mauvaise administratrice, qui s'appelle l'Etat. Pour que les biens recueillis par voie successorale tombent dans la caisse de retraites, il faut, ou qu'ils soient administrés par l'Etat, ou qu'ils soient vendus par adjudication publique, procédé coûteux et pas toujours avantageux dans ses résultats. Les deux alternatives nous répugnent.

Pendant la guerre, vu la perte sensible en hommes, M. Bokanowski dépose sur le bureau de la Chambre, le 26 juin 1915 (*Journal Officiel* 1916, Doc. parlement., page 1.353) un projet concernant l'augmentation de la natalité. La diminution des naissances n'étant pas causée

par l'incapacité physique, mais par un sentiment exagéré de prévoyance familiale, il faut frapper à son point de départ. M. Bokanowski ne supprime pas complètement la vocation héréditaire même en ligne collatérale, mais il fait de l'Etat un héritier réservataire, toutes les fois que le défunt ne laissera pas au moins quatre enfants. Si une personne meurt sans avoir laissé quatre enfants, la moitié de la fortune passera à l'Etat. Si elle en laisse un, deux ou trois, l'Etat aura droit à un tiers, à un quart ou aux trois seizièmes de la succession.

Cette réforme, telle que ce député l'a proposée — il faut le reconnaître — serait plus efficace, par la pénalité établie, que les diverses lois qui accordent certains prix aux familles nombreuses. Il faut être naïf pour croire que quelques centaines de francs, promis à ceux qui auront beaucoup d'enfants, sera un stimulant, comme par exemple pour le développement de telle industrie nationale. L'éducation et les soins exigés par les enfants demandent actuellement des dépenses si élevées, à côté des récompenses promises, que ces dernières paraissent tout-à-fait ridicules.

La guerre mondiale, qui vient de finir, a entraîné, outre cette cohue effrayante de malheurs moraux, une pauvreté publique générale. Si beaucoup de gens ont réussi à ramasser des fortunes immenses, les Etats, qui ont pris part à la guerre doivent faire des efforts financiers, inconcevables pour la plus fantaisiste imagination

d'avant la guerre, pour réussir à équilibrer les dépenses et les revenus du budget.

Les emprunts publics se multiplient, les impôts directs deviennent chaque jour plus onéreux, les impôts indirects frappent presque chaque objet de consommation et même chaque geste. Eh bien, cette pénurie a poussé M. Louis Andrieux à présenter à la Chambre des Députés, le 25 mai 1916 (*Journal Officiel* 1916, Doc. parlem., page 723) une proposition de loi qui attribue à l'Etat les successions collatérales. Le droit de tester ainsi que le droit du conjoint survivant sont respectés.

Un autre problème, soulevé par l'incapacité du mineur de tester, était résolu dans ce projet. Les dispositions actuelles du Code civil devaient être maintenues, au cas où le *de cuius* avait moins de seize ans. Une réforme, tout de même, était apportée, même dans ce cas, parce qu'on n'appelait plus à la succession *ab-intestat* les parents au-delà du sixième degré. Quant aux mineurs ayant dépassé l'âge de seize ans, qui d'après l'article 904 du Code civil ne peuvent disposer que de la moitié des biens, dont la loi permet au majeur de disposer, étaient assimilés aux majeurs pour la capacité de tester.

Cette réforme, imposée par l'actuelle crise financière, ne correspond pas à nos vues.



La classe des projets modérés. — Une diversité encore plus accentuée, quant au degré auquel la vocation héréditaire des collatéraux doit s'arrêter, caractérise cette seconde classe de projets. Tantôt on demande comme limite le troisième degré, tantôt le quatrième, tantôt le cinquième, mais le plus souvent le quatrième. C'est surtout ce manque d'uniformité de vues qui constitue le point faible, qui donne l'occasion aux adversaires de tout changement de l'article 755 du Code civil, de diriger leurs critiques contre cette modification depuis longtemps projetée.

Les recherches faites dans les documents parlementaires nous ont permis de trouver sept propositions pour la modification de la successibilité collatérale, faisant partie de notre deuxième catégorie. Nous tâcherons de les étudier d'une manière plus ou moins développée, suivant qu'elles ont été plus ou moins bien préparées et suivant qu'on a donné une affectation spéciale aux successions devenues ainsi vacantes ou appelé le fisc comme unique héritier.

Le 26 juin 1884 (*Journal Officiel* 1884, Doc. parlem., page 1.064), la Chambre des Députés se trouve mise en présence d'un projet de loi, dû à M. Giard, sur l'établissement de la mutualité nationale. Pour prévenir le moment où les gens, arrivés à un âge avancé, ne peuvent

plus gagner leur vie par le travail et pour parer à l'imprévoyance de la plupart des hommes, ce député veut organiser une assurance mutuelle et obligatoire pour tous les citoyens majeurs.

La caisse de cette mutualité sera alimentée non seulement par les successions qui devaient revenir aux collatéraux au-delà du quatrième degré, mais encore par une retenue progressive sur toutes les successions *ab-intestat* et testamentaires autres que celles des descendants, qui les ont recueillies, sans réclamer le bénéfice d'inventaire. Cette taxe, qui devait être progressive seulement quant au montant de la succession et non pas quant au degré de parenté, était fixée à 1 pour 100 pour un capital au-dessous de 2.000 francs et arrivait à 50 0/0 si le capital dépassait cinq millions. Avaient dû aussi contribuer à cette caisse les individus salariés ou non, l'Etat ou la commune. Les indigents jouissaient d'une dispense.

La question, qui présente de l'intérêt pour nous, est la limitation de la successibilité au quatrième degré. Jusqu'à ce degré, le lien de famille est réel et voilà pourquoi il ne faut pas toucher à la succession en ligne directe et à celle des proches collatéraux. Mais au-delà, l'héritage qui tombe entre les mains de parents éloignés et inconnus n'est rien autre chose « qu'un gain imprévu d'un gros lot dans une loterie ».

La liberté de tester doit être respectée et même rendue complète et absolue.

L'affectation des biens hérités par l'Etat et la commune est différente, suivant qu'on regarde les immeubles ou les meubles. Les immeubles deviennent la propriété inaliénable de l'Etat et de la commune. On les exploitera en les donnant à bail ou en les concédant à des entreprises privées pour une période maxima de 99 ans, sans que l'Etat ou la commune puissent jamais les administrer eux-mêmes ; une exception est faite pour les forêts et les bois. Les meubles corporels et certaines actions ou obligations seront vendues.

Les ressources, qui résulteront de cette réforme, sont utilisées d'abord à l'alimentation des caisses de la mutualité nationale et, ensuite, à des dépenses générales.

Ce projet paraît être du domaine des utopies. Il sera très difficile, sinon même impossible de réaliser cette vaste organisation de l'assurance mutuelle. Ensuite, quel sera le revenu servi à ceux qui se trouvent dans les conditions prévues par la loi ? Une somme insuffisante même pour leur permettre de ne pas mourir de faim. M. Giard, lui-même, est convaincu qu'il y aura toujours des pauvres et des riches, mais, du moins, « grâce à l'assurance et aux caisses de retraites, il n'y aura plus de trop pauvres ».

Un an plus tard, le 30 novembre 1885 (*Journal Officiel* 1885, Doc. parl., page 437), une autre proposition

de loi est présentée aux députés par M. Camille Sabatier. Actuellement, par le développement des chemins de fer et par l'essor de la grande industrie, les parents se perdent de vue ou s'ignorent au-delà du cinquième degré. Si le défunt est mort sans laisser de proches parents, le plus souvent il fait son testament où on ne voit pas figurer le nom des collatéraux éloignés, mais presque toujours les œuvres d'instruction ou d'assistance sont appelées à lui succéder. Telle est la volonté manifestée par le *de cuius*, lorsqu'il se donne la peine de tester ; il faut que la loi suppose une semblable volonté, lorsqu'il n'y a pas de testament.

L'ordre des héritiers collatéraux devra comprendre les parents jusqu'au cinquième degré seulement. A leur défaut et s'il n'y a pas de conjoint survivant, la succession reviendra à l'Etat, chargé de créer ou d'entretenir des œuvres d'instruction, de science ou d'assistance dans le département du domicile du défunt.

Une nouvelle proposition de loi, déposée sur le bureau de la Chambre, le 21 mai 1888 (*Journal Officiel* 1888, Doc. parl., page 683) par M. Saint-Ferréol, nous rappelle le projet déjà étudié par nous et trois fois réitéré par M. Barodet. Le degré, auquel les collatéraux devraient être exclus, est fixé par M. Saint-Ferréol au quatrième.

Il voulait résoudre, par cette même loi, un autre problème qui a trouvé sa solution en 1896. Notre parlementaire désirait assimiler complètement les enfants natu-

rels aux enfants légitimes, quant au droit de succéder. Pareillement, il est un précurseur de la réforme réalisée par la loi du 9 mars 1891. Le conjoint survivant était appelé, après les collatéraux au quatrième degré et en présence de n'importe quel héritier, il avait droit à un usufruit sur les biens du prédécédé, dont la quotité était en fonction du nombre et de la qualité des héritiers.

Le droit de tester reste intact, mais une petite réserve doit être signalée. Si quelqu'un fait un testament en faveur de toute autre personne que les héritiers réservataires, l'Etat aura droit à un cinquième de la succession.

Le point sur lequel ce projet présente des ressemblances avec celui de M. Barodet est l'affectation des biens tombés en déshérence. Les immeubles deviennent propriétés nationales, imprescriptibles et inaliénables. La vente sera permise avec le consentement du conseil municipal de leur situation, si une location utile ne peut pas avoir lieu. La règle générale aurait dû être : la location à tout travailleur qui s'engagerait à habiter ou à exploiter lui-même l'immeuble. En dehors d'autres conditions, une redevance annuelle devait être payée. La durée du bail variait suivant qu'il s'agissait d'un bail à ferme ou à loyer. Dans le premier cas, les limites étaient 9 ans minimum et 29 maximum ; pour le bail à loyer, la durée devait être de 3, 6 ou 9 ans.

Les revenus des biens meubles, les redevances au cas

de location et le prix de vente des immeubles, dans les cas exceptionnels, devaient appartenir au budget.

Le projet Barodet, outre la limite de la successibilité, était différent de la proposition de M. Saint-Ferréol, parce qu'il accordait la pleine propriété aux paysans et aux ouvriers et non seulement une simple location. Par ce côté, nous croyons le premier projet supérieur à celui que nous venons d'exposer.

En 1892, M. Maujan et, un an après, son collègue, M. Dupuy-Dutemps, ont saisi la Chambre des Députés d'une réforme complète du régime des impôts (*Journal Officiel* 1892, Doc. parl., page 3.057). Comme ils supprimaient certaines recettes et comme les vides provoqués exigeaient d'être comblés, il a paru naturel d'appeler l'Etat aux successions. D'où, un article consacré à la réduction de la vocation héréditaire des collatéraux au quatrième degré.

Nous n'approfondissons pas, pour le moment, ces propositions de lois, parce que M. Maujan ne se laissera pas décourager par l'accueil peu favorable de ses collègues et renouvèlera, encore deux fois, le même projet.

En effet, en 1903, le 11 juin (*Journal Officiel* 1903, Doc. parl., page 631), une loi ayant pour objet la réforme générale des impôts est déposée par lui à la Chambre. Nous allons jeter un coup d'œil seulement sur le chapitre réservé à la limitation du droit d'héritage et à la modification de l'impôt sur les successions.

L'Etat a besoin de ressources toujours grandissantes. Où est-il plus naturel de les chercher que dans les successions accordées à des parents éloignés ? La famille actuelle est en voie de transformation et de décomposition. Tout au plus, on peut considérer, comme faisant partie de la famille les héritiers jusqu'au quatrième degré ; au-delà, c'est le droit de la grande famille : la société. Si le rôle de la petite famille semble s'amoindrir, logiquement le rôle de la grande famille commence à peine à se dessiner et à réaliser ses premières promesses.

Trois ans sont passés et M. Maujan tâche encore une fois, en 1906 (*Journal Officiel* 1906, Doc. parl., pag. 729) de faire appel aux bons sentiments de la Chambre. En feuilletant les documents parlementaires, nous aurons la preuve de la complète identité entre la nouvelle proposition de loi et celle déjà mentionnée, quant à l'exposé des motifs et à la limitation au quatrième degré de la successibilité. Une différence existe par l'augmentation apportée au taux des impôts successoraux.

Nous mettrons fin à cette catégorie de projets modérés, par l'examen d'une proposition de loi, présentée devant la Chambre, le 9 juin 1916, par M. Etienne Rognon (*Journal Officiel* 1916, Doc. parl., page 885). Ce projet est le dernier dans les annales parlementaires avant le vote de la loi du 31 décembre 1917.

Les mêmes besoins si impérieux, qui ont provoqué le

projet de M. Louis Andrieux, le 25 mai 1916, sont la cause de la proposition faite deux semaines plus tard par M. Rognon, qui — il est vrai — se contente de réduire la vocation héréditaire en ligne collatérale au troisième degré, tandis que son prédécesseur la supprimait complètement pour les collatéraux.

Le droit de tester et de donner reste entier, lorsque les bénéficiaires seront des parents jusqu'au troisième degré. Dans le cas contraire, le disposant ne peut disposer, à son gré, que de la moitié de la fortune. L'autre moitié revient à l'Etat.



La classe des projets ultra-modérés. — Voilà des projets, dont les auteurs, bien que désirant la modification de la successibilité collatérale, ont offert un terrain très fertile aux critiques les plus hostiles à toute réduction de la vocation héréditaire. Le fait même — dit-on — que l'assentiment n'existe pas quant au dernier degré successible, que les divers projets ont pour objet de s'arrêter tantôt au quatrième, tantôt au sixième ou même au huitième degré, est un symptôme de la faiblesse du fondement, qu'on veut donner à la réforme.

Pourquoi arrêtons-nous la vocation héréditaire au sixième ou huitième degré et non pas au neuvième ou dixième ? Est-ce, parce que le conglomerat familial comprend des parents seulement jusqu'au huitième degré ? Mais il est prouvé que la famille moderne, la

famille, telle que la civilisation actuelle l'a ciselée, comprend tout au plus les cousins germains, que même ces derniers le plus souvent s'ignorent entre eux. C'est peut-être, une théorie successorale similaire à ce que Beccaria professait en matière criminelle, à savoir qu'il faut plutôt pardonner à dix coupables que de condamner injustement un innocent. Il vaut mieux, *mutatis mutandis*, considérer comme appartenant à la famille actuelle des parents éloignés, ignorés et même indifférents pour le défunt que d'enlever le droit successoral à un seul parent, dans les cas, peu nombreux, où l'ancien lien familial persiste dans toute son ampleur. Mais ce raisonnement est superflu, du moment que le droit de tester est conservé intégralement.

Nous ne nous arrêtons pas ici. Nous faisons mieux. Nous considérons ces projets non comme un obstacle à la réforme, depuis si longtemps proposée, mais comme un appui, comme un indice que le jour tant désiré s'est approché. Les esprits ultra-modérés et conservateurs ont été obligés de reconnaître que l'article 755 ne peut plus rester tel que le législateur de 1804 l'a modelé et, craignant qu'une réforme complète ne soit accomplie, ils ont fait une concession aux opinions libérales et avancées. Ils ont voulu transiger, en acceptant une réduction au sixième ou huitième degré, plutôt que d'entraîner, par leur obstination, l'abolition de toute concession collatérale.

M. Couturier, dans un projet présenté à la Chambre des Députés, le 31 mars 1884 (*Journal Officiel* 1884, Doc. parl., page 678) et ayant pour objet la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités, veut trouver un des revenus exigés par sa principale réforme, dans les successions que le code défère aux collatéraux au-delà du sixième degré. Il croit que la véritable famille ne comprend plus de parents jusqu'au douzième degré et que l'état politique, social et même religieux de notre société a réduit de beaucoup la famille de nos jours, sinon quant à l'intensité du lien, du moins quant à l'étendue de la parenté. Si par hasard, il y a encore de ces nombreuses familles bretonnes, l'injustice exceptionnelle, créée par la limitation de la successibilité au sixième degré, sera vite réparée par le droit de faire le testament, toujours maintenu dans notre législation.

Quelques années plus tard, en 1888 (*Journal Officiel* 1888, Doc. parl., page 118), la Chambre fut saisie d'un projet sur le régime fiscal. Un de ses chapitres était destiné à faire modifier la vocation héréditaire des collatéraux. Cette proposition de loi se présentait sous des auspices encourageants, car, pour la première fois, le ministère, lui-même, faisait siennes les idées développées jusqu'à présent seulement par les députés. Le projet, émanant du ministre des Finances, M. Peytral, aurait pu avoir un sort plus heureux que ceux énumérés plus haut, si le ministère n'avait dû présenter sa démis-

sion. Le changement du gouvernement eut pour effet d'enrichir les dossiers parlementaires d'une nouvelle proposition de loi.

La limite préconisée était toujours le sixième degré ; les successions ainsi vacantes devaient tomber entre les mains du fisc.

Encore un projet, dont l'existence mérite d'être soulignée, date du 16 mars 1891 (*Journal Officiel* 1891, Doc. parl., page 22). Il n'a rien de remarquable ni par l'exposé des motifs, presque toujours les mêmes, ni par le degré-limite, fixé au sixième. Mais il présente une particularité par ce fait qu'il est le premier que le Sénat a connu. M. Morrellet, désespérant de voir la Chambre donner une solution à ces nombreux projets, pense que le Sénat pourrait intervenir dans de meilleures conditions. Le Sénat « n'est jamais renouvelé intégralement et son ordre du jour est moins encombré que celui de la Chambre. » Les prévisions de M. Morrellet, malheureusement, n'ont pas été fondées.

La même année — année féconde pour ce genre de projets de lois — M. Delaunay dépose sur le bureau de la Chambre (*Journal Officiel* 1891, Doc. parl., page 273) une proposition de loi, dont l'article unique était ainsi rédigé : « L'article 755 du Code civil sera modifié comme il suit : Les parents au-delà du huitième degré ne succèdent pas. » Cette proposition est précédée par un très bref exposé des motifs. Nous nous demandons pourquoi

M. Delaunay s'est senti obligé de présenter un projet si peu étudié, juste le jour (le 19 janvier 1891) où M. Barodet renouvelait pour la deuxième fois sa proposition dont nous nous sommes largement occupés. Son intention a été, peut-être, d'établir un contre-poids à la réforme radicale de M. Barodet. Mais il se serait bien trompé parce qu'un tel projet, si peu préparé, ne pouvait pas amener un résultat favorable.

Le 30 juin 1902, un nouveau projet devait être présenté à la Chambre (*Journal Officiel* 1902, Doc. parl., page 684). M. Meslier demande l'exclusion, de la succession du *de cuius*, des parents collatéraux au-delà du sixième degré. Son projet, quelconque et ressemblant à la plupart de ceux étudiés par nous, a joui d'un rapport favorable de la part de M. Er. Flandin (le 6 novembre 1902), qui demanda sa prise en considération. Cependant, il finit, lui aussi, par disparaître dans le néant parlementaire.

CHAPITRE III

La réduction de la successibilité collatérale au sixième degré

SECTION PREMIÈRE. — *La première atteinte portée indirectement à la vocation héréditaire des collatéraux*

Lorsqu'un malade refuse d'avaler un remède, qui pourrait le guérir, mais qui lui répugne par son mauvais goût, le médecin se voit obligé d'en appeler aux connaissances du pharmacien, pour faire préparer le même médicament, en le mélangeant avec des sirops, qui lui donnent un peu de leur douceur et le rendent supportable. Sous cette nouvelle forme, le patient accepte de prendre le remède sans récriminations.

C'est là ce qui s'est passé pour la réduction de la successibilité en ligne collatérale. Les théories exposées par les divers jurisconsultes ou économistes, les projets de loi présentés au Parlement par les députés et même par

le ministre des Finances témoignent de l'imminente nécessité d'une modification à apporter à la vocation héréditaire des parents éloignés.

Cependant, les deux Chambres résistent de leur mieux à toute atteinte portée à l'article 755, soit parce que les nombreux initiateurs ne s'entendent pas sur le dernier degré successible, soit parce que l'affectation des successions, ainsi devenues vacantes, ne correspond pas à leurs vues, soit surtout parce que ces projets trouvent leur source dans le parti socialiste. Or, la notion du socialisme nous entraîne, par association d'idées, à penser à la propriété. Momentanément, on veut toucher aux droits successoraux des collatéraux, plus tard on fera la même chose pour toute succession et le jour n'est pas loin où le droit de propriété lui-même, dont le droit de succession était le prolongement nécessaire, disparaîtra. Le communisme, couvert de sa mante rouge, épouvante les parlementaires. Ce côté du problème est trop ardent pour que le point de vue juridique ne passe pas inaperçu.

Vu cette opiniâtre résistance, une autre voie restait ouverte à ceux qui se rendaient compte que l'état actuel ne pouvait plus durer. Pour arriver au même résultat : écarter de la succession du *de cujus* les parents éloignés, on proposa des réformes en matière du régime fiscal successoral. La tendance de toute modification des droits successoraux fut de frapper plus fort dans les succes-

sions, qui ont pour les héritiers le caractère d'un gros lot, que la chance seule leur attribue. Cette tendance, consacrée par une loi, pour la première fois, le 25 février 1901, se fait jour nettement dans le projet de M. Messimy du 6 novembre 1905 (*Journal Officiel* 1905, Doc. parl., Annexe n° 2.711). Ce dernier déclare ouvertement que, rendu très sceptique par l'opposition du Parlement à cette impérieuse réforme, il ne lui reste qu'à conserver l'héritage tel qu'il est inscrit dans le Code. Cependant l'état de la famille moderne impose une complète assimilation entre tous les collatéraux et les successeurs étrangers, quant aux droits successoraux.

La relation est trop étroite entre la limitation de la successibilité en ligne collatérale et le régime fiscal, établi en 1901 et renouvelé en 1917, pour que nous puissions nous dispenser de faire un examen succinct des tarifs successoraux.

Les bases des droits de succession furent posées, à peine, pendant la période révolutionnaire, si l'on ne tient pas compte de cette infime taxe — le centième denier — perçu en matière immobilière. La loi fondamentale en la matière, d'une longévité peu ordinaire, date du 22 frimaire An VII et son système fiscal fut appliqué jusqu'au commencement du vingtième siècle.

Il y a aujourd'hui en présence deux systèmes pour la perception des impôts : la proportionnalité et la progression. L'impôt est proportionnel, suivant la définition

de M. J. Caillaux, quand il est calculé d'après un taux aniforme, quels que soient la somme des facultés d'un contribuable ou le montant des valeurs qu'atteint l'impôt ; il est progressif, au contraire, quand le taux croît en même temps que les facultés individuelles ou en même temps que les valeurs auxquelles l'impôt s'applique.

La vieille loi du 22 frimaire An VII avait embrassé le système de la proportionnalité, faisant, quant au taux de l'impôt, une double distinction : 1° d'après le degré de parenté ; et 2° d'après la nature mobilière ou immobilière des biens hérités. Les lois du 28 avril 1816, du 21 avril 1832 et du 18 mai 1850 ont apporté des modifications à cette loi fondamentale, en augmentant le taux, mais sans toucher au principe lui-même de proportionnalité.

Le principe de la proportionnalité, consacré par la loi citée plus haut, commence à chanceler après la révolution de 1848. Il est obligé de faire face à des attaques dirigées contre lui par les partisans du principe opposé de la progression. Ces attaques deviennent, chaque jour, plus impétueuses et le début du vingtième siècle assiste à sa capitulation. Mais il faut avouer que la défense a été héroïque.

Le 15 novembre 1849, M. Crémieux, qui avait déjà essayé de faire réduire la vocation héréditaire au quatrième degré, dépose sur le bureau de l'Assemblée natio

nale le premier projet de progressivité. Sa nouvelle tentative n'eut aucun résultat. A partir de 1876, ces projets se multiplient, chaque année, pour qu'enfin une discussion sérieuse puisse s'engager en 1894 devant la Chambre des Députés. Une crise ministérielle ajourne la discussion jusqu'à la fin de 1895, quand, grâce à l'intervention énergique de MM. Doumer, ministre des Finances, et P. Deschanel, le projet fut adopté.

Le Sénat, corps pondérateur et conservateur, se montra plus hostile au vote de cette proposition de loi. Cependant, en 1898, le 7 février, le principe de progressivité fut admis par voie d'amendement, bien que la commission, chargée de l'examen de ce projet, se fût prononcée contre toute atteinte portée à la proportionnalité en matière successorale.

A la fin, le projet, bien que voté, fut retiré et présenté de nouveau aux Corps législatifs, comme une partie du budget général. La Chambre, le 15 mars 1900, et le Sénat, le 17 janvier 1901, ont adopté enfin cette loi, qui avait fait la navette tant de fois entre les deux Chambres.

Le principe de la progression fut réalisé. La progressivité dut être envisagée tant au point de vue du degré de parenté des héritiers, que du montant des tranches successorales. Cette loi distingue huit catégories de parts nettes, qui reviennent dans la succession à chaque héritier. La première tranche comprend les valeurs successorales inférieures à 2.000 francs ; la seconde, de 2.000

à 10.000 ; la troisième, de 10.000 à 50.000 ; la quatrième, de 50.000 à 100.000 ; la cinquième, de 100.000 à 250.000 ; la sixième, de 250.000 à 500.000 ; la septième, de 500.000 à un million ; et enfin la dernière comprend toute succession supérieure à un million, sans aucune autre gradation, — disposition qui obligera les Corps législatifs de s'occuper encore une fois, l'année suivante, de la même matière.

Quant à la variation du taux, par rapport au degré de parenté, nous notons seulement les impôts, supportés par les collatéraux au-delà du cinquième degré. Avant la loi de 1901, les parents du cinquième et sixième degré payaient un droit de mutation de 10 0/0 ; d'après la loi nouvelle, l'impôt est fixé à 14 0/0 pour la première tranche et s'élève à 17,50 0/0 pour la dernière. De tranche à tranche, l'augmentation est de 0,50 0/0. L'impôt varie entre 15 francs et 18,50 0/0, suivant les tranches, pour les parents au-delà du sixième degré et pour les personnes non-parentes.

Cette augmentation si forte des droits successoraux, auxquels ont été soumis les collatéraux, paraîtrait bien étrange, si on ne voulait pas adhérer à l'idée que les théoriciens et les parlementaires, partisans d'une successibilité réduite au quatrième degré, ont été pour beaucoup dans l'adoption de ce nouveau régime fiscal.

Bizarre aurait dû paraître aussi l'amendement de M. Poulain, présenté à l'occasion du vote de l'article 2

de la loi du 25 février 1901, dans lequel les droits de succession étaient supérieurs à 50 0/0 pour toute part héréditaire, attribuée à un héritier au-delà du quatrième degré ; et à partir du septième degré, le *de cujus* avait deux autres héritiers *ab-intestat* : l'Etat lui succédait pour deux tiers et la commune pour un tiers. Si l'amendement avait été adopté, les impôts successoraux auraient pu être considérés comme « un reste de confiscation, comme un pillage », pour nous servir de l'expression de M. Paul Leroy-Beaulieu.

La loi de 1901 n'établit pas seulement des impôts nouveaux, mais elle est la base d'une véritable révolution financière. Voilà pourquoi les sénateurs ont été amenés à dire que la progression proposée, pour le moment, en matière successorale, ne tardera pas à frapper même les revenus ; que la progression assez raisonnable, fixée en 1901, augmentera au gré des parlementaires, parce que son taux n'a pour fondement que l'arbitraire ; que, enfin, la progression frappant si durement les collatéraux, est une étape qui précède l'abolition de toute succession en ligne collatérale. Voilà pourquoi M. de Lamarzelle, dans la discussion générale de cette loi, termine son discours, en évoquant de nouveau le spectre du socialisme qui épouvante tant les sénateurs. « Cette loi contient un germe de socialisme. Et vous, majorité, vous devriez la repousser en oubliant, ne fût-ce qu'une heure, les contingences politiques du moment, qui ont fait s'asseoir sur

les mêmes bancs des ministres socialistes à côté des ministres opportunistes. Car le socialisme est l'ennemi du régime que vous servez depuis bientôt vingt-cinq ans. »

La loi du 25 février 1901, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, entraîna l'addition d'un codicille de loi. Les successions d'une valeur supérieure à un million furent divisées, quant aux taux imposables, en cinq tranches. La loi du 30 mars 1902, sur le budget général, contient un article 10, œuvre de M. Pauliat, qui proposa au Sénat un amendement adopté par le ministre lui-même.

A peine neuf années s'étaient-elles écoulées depuis l'adoption de la progressivité qu'une des prévisions du Sénat se trouvait confirmée. La majoration du taux fut voté de nouveau, le 8 avril 1910, par la loi sur le budget général. Le projet rencontra un adversaire de marque au Sénat : M. Tournon. Il s'opposa à toute modification, parce qu'on « ne peut pas éternellement charger les successions et parce qu'on est à l'extrême limite et que même on a franchi cette limite ». Hélas ! M. Tournon s'est profondément trompé, lorsqu'il pensait que la dernière limite avait été atteinte.

Le ministre des Finances, M. Cochery, répliqua à notre honorable sénateur par un argument de nécessité et comme tel irréfutable : « Nous avons 200 millions de déficit au bas mot ! » Après de très longues discussions et malgré l'opposition du Sénat, la loi fut votée.

Les orateurs du Sénat ne s'étaient pas trompés. Le dernier mot n'avait pas été prononcé par la loi du 25 février 1901. Le bon sens de leurs affirmations fut confirmé partiellement en 1910 et il ne tardera pas à l'être entièrement par la loi du 31 décembre 1917.

SECTION II. — *La vocation héréditaire des collatéraux est réduite au sixième degré par la loi du*

31 décembre 1917

La modification de l'article 755 du Code civil, qui a fait l'objet de tant de discussions et de si nombreux projets de réforme, a été réalisée, le 31 décembre 1917, par la loi portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918.

Les rapports sont si serrés entre la réforme de la vocation héréditaire des collatéraux et la disposition relative à la taxe successorale et aux droits de mutation par décès, qu'il nous est impossible de nous occuper de l'une sans faire l'examen de l'autre. A la vérité, d'une part, les deux réformes font corps commun dans la même loi, et, d'autre part, les deux poursuivent le même but fiscal : frapper plus ou moins fort les droits successoraux des parents éloignés.

A la fin de l'année 1917, M. Klotz, ministre des Finances, tâche de mettre un peu d'ordre dans les dépenses et les revenus du Trésor. Cette mesure était très néces-

saire parce que, depuis l'ouverture des hostilités européennes, l'Etat n'avait plus un budget bien déterminé. Les deux Chambres comblaient les vides que la guerre creusait dans les finances du pays, par leur vote trimestriel sur les douzièmes financières. En face des dépenses toujours augmentant, l'Etat ne s'adresse pas aux impôts ordinaires, mais il fait appel directement aux sentiments patriotiques du pays entier pour souscrire à ses emprunts, il demande du crédit à la Banque de France, ou il recourt aux capitaux étrangers, aux capitaux de ceux qui deviendront, un jour, les alliés de la France.

Mettant de côté les dépenses militaires, qui continuent d'être alimentées par les ressources plus haut énumérées, M. Klotz veut revenir à l'état normal — nous pourrions dire — en ce qui concerne le budget des services civils. Les dépenses, évaluées pour l'exercice 1918, montent à 7.808 millions, tandis que les revenus s'arrêtent au chiffre beaucoup plus modeste de 6.542 millions, si on ne prend pas de nouvelles mesures fiscales. Le déficit de 1.266 millions de francs exige la création de nouveaux impôts.

Notre proposition de loi, parmi les autres impôts qu'elle crée ou augmente, demande aux héritiers leur concours pécuniaire, pour procurer au Trésor un supplément de ressources, évalué à 361 millions. D'un seul coup, on tâche de majorer les droits de mutation par décès, en augmentant tout d'abord les anciens tarifs

progressifs fixés par la loi du 8 avril 1910 et, ensuite, en imposant plus sensiblement les successions, laissées à des descendants dont le nombre est inférieur à deux.

Au recouvrement du déficit, plus haut mentionné, devaient contribuer de même les successions, que la présente loi enlevait aux collatéraux au-delà du quatrième degré, pour les attribuer à l'Etat.

Ce projet de loi, déposé sur le bureau de la Chambre, le 13 novembre 1917 (*Journal Officiel* 1917, Doc. parl., page 1.511) trouve dans le rapport présenté, le 6 décembre 1917, par M. Landry (dont la compétence en matière financière est si appréciée) un examen sérieux et détaillé. La commission de la législation fiscale, au nom de laquelle parle M. Landry, a modifié complètement les impôts proposés et a ajouté une nouvelle taxe successorale.

Cette commission veut trouver un stimulant pour la natalité, non pas dans les droits de succession sur la part nette revenant à chaque héritier, mais dans une taxe successorale progressive sur l'actif net et global de la succession. La taxe successorale, indépendante de droits de mutation par décès, avait déjà été proposée, en 1909, par le ministre des Finances d'alors, M. Caillaux, dans une loi budgétaire. Il dut la retirer. M. Charles Dumont, ministre des Finances, en 1913, reprend l'étude de la réforme, proposée quatre ans auparavant. D'après

les calculs faits, le nouvel impôt devait enrichir le fisc de 72 millions pour une année entière.

M. Javal, dans son rapport, critique ce projet à deux points de vue différents. D'abord, la taxe successorale aboutirait à surcharger les familles nombreuses et à favoriser les familles restreintes, et, ensuite, elle frapperait beaucoup plus la ligne directe que la ligne collatérale. Le projet ne fut pas adopté.

La Commission de la législation fiscale, tenant compte de ces objections, adopte le principe de la progressivité et fait varier la taxe successorale suivant que le défunt aura laissé un ou deux enfants ou sera sans descendants. Si le défunt laisse deux enfants, le tarif va progressivement, par tranches, de 0,50 à 6 francs pour 100. S'il en laisse un seul, la progressivité va de 1 à 12 francs pour 100. Enfin, si les enfants manquent, les limites de la progression sont fixées à 7 et 18 pour 100.

Ce nouvel impôt, une fois introduit, M. Landry nous fait connaître par son rapport que satisfaction partielle a été donnée au gouvernement même pour la majoration proposée en ce qui concerne les droits de mutation par décès. Le ministre des Finances avait demandé, par exemple, pour les parents collatéraux au-delà du quatrième degré, un impôt progressif variant entre 18 pour cent, pour la première tranche (de 1 à 2.000 francs) et 49 pour cent, pour la dernière (au-delà de 50 millions).

La Commission fixe, au contraire, comme limites : 24 et 35 pour cent.

L'article 10 du projet de M. Klotz, rédigé comme il suit : « Les parents collatéraux au-delà du quatrième degré ne succèdent pas, à l'exception toutefois des descendants des frères et sœurs du défunt », nous fournit, encore une fois, l'agréable occasion de constater la sérieuse attention apportée dans l'examen fait par la Commission fiscale. Elle ne se fait pas d'illusions sur le bénéfice que le Trésor en retirera. La modification s'impose cependant, étant donnée la situation critique des finances.

Quelques chiffres vont confirmer le bien-fondé des allégations du rapporteur. En 1913, les successions, dévolues aux collatéraux au-delà du quatrième degré, ont été évaluées à 96 millions de francs. Déduisant la part qui revient aux successions testamentaires, on arrive à n'avoir plus que 32 millions. Mais cette somme, elle-même, ne se maintiendra pas après la réalisation de la réforme. D'une part, en effet, le conjoint survivant viendra à la succession de son époux prédécédé dans un plus grand nombre de cas qu'aujourd'hui et, d'autre part, le nombre des donations entre vifs et des testaments deviendra beaucoup plus considérable. D'après les calculs de l'Administration, l'Etat ne recueillera, par l'abolition de la vocation héréditaire au-delà du quatrième degré, que quatre millions nets par an.

Ce chiffre de quatre millions doit être bien marqué, puisqu'il constitue un des arguments des adversaires de la modification de l'article 755 du Code civil. D'ailleurs, nous le retrouverons dans la section que nous consacrons aux critiques de la loi du 31 décembre 1917.

La discussion de la proposition de loi, dont nous nous sommes occupés, ne commencera pas tout de suite. Un retard est provoqué par le Gouvernement ou plutôt par la Commission de la législation fiscale, qui n'avait accordé au Trésor que 297 millions de francs au lieu de 361 millions demandés par M. Klotz. La brèche, étant assez sensible, un rapport supplémentaire (*Journal Officiel* 1917, Doc. parl., page 1.977), œuvre toujours de M. Landry, répond aux vœux du ministère.

La taxe successorale, progressive et par tranches, sur le capital net et global de la succession, devra être supportée même par les successions laissées par un défunt qui avait eu trois enfants vivants ou représentés.

Pareillement, le nouveau rapport conclut à une augmentation plus forte des droits de mutation par décès, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit.

*

Les débats, qui vont commencer devant les deux Assemblées, présenteront — comme on s'y attend d'ailleurs — un vif intérêt par les obstacles que le projet rencontrera et par les précisions que le Gouvernement

sera obligé de fournir. Le Sénat, surtout, tâchera de faire retirer le projet, présenté par le ministre des Finances, en demandant la disjonction de tous les articles relatifs à la matière successorale. Il n'est pas difficile d'expliquer cette prétention, si on veut se rappeler l'hostilité manifestée déjà à l'occasion du vote de la loi des finances du 25 février 1901. Assemblée conservatrice et composée de membres âgés, qui pensèrent peut-être que les mesures prises seraient appliquées d'abord à eux-mêmes, le Sénat ne pouvait pas accepter le rôle d'un simple corps, qui enregistre les dispositions votées par la Chambre des Députés.

La taxe successorale, telle que la Commission de la législation fiscale l'avait établie, ne rencontre pas une opposition de principe, parmi les députés. Dans la première séance du 21 décembre 1917, les débats parlementaires nous mettent en présence des deux petits discours, faits par MM. Jean Bon et Cornudet. Les deux députés reconnaissent l'impérieuse nécessité de frapper plus lourdement les successions. Tous deux reconnaissent pareillement le désir de développer la natalité en France. Mais ils veulent mettre les choses au point. Ce n'est pas la nouvelle taxe successorale et progressive, qui amènera les ménages à avoir davantage d'enfants. La natalité constitue, dans l'exposé des motifs, un simple argument qui a beaucoup de poids à première vue. Voilà pourquoi M. Cornudet s'adresse en ces termes à la Commission

fiscale : « Dites franchement ce qui en est ; que vous avez besoin d'argent et que vous le prenez où vous pouvez. »

Cette nouvelle taxe, mise aux voix, est adoptée. Cependant, un amendement, dû à MM. Jean Bon et Aristide Jobert et accepté par le Gouvernement, modifie la taxe successorale frappant les successions d'un *de cujus* sans enfants. Au lieu de varier entre 7 et 18 francs pour cent, les limites ont été fixées respectivement à 2 et 24 pour cent, le coefficient ajouté par chaque tranche étant le chiffre 2.

Sans aucune difficulté et après la simple lecture du président, la Chambre donne son vote d'adhésion à l'article suivant qui augmente le taux des droits de mutation par décès.

La disposition, qui se rapporte à la suppression de la vocation héréditaire des collatéraux au-delà du quatrième degré, ne passe pas avec la même vitesse, et pour cause : cette question fait l'objet des opinions les plus variées parmi les députés.

Une partie de la Chambre — une petite minorité, c'est vrai — tend à faire abolir la succession collatérale pour tous les degrés de parenté. Nous faisons usage exprès de ces termes, parce qu'on a entendu seulement quelques voix demandant une réforme radicale, sans que personne prenne la parole pour proposer un amendement en ce sens à l'approbation de la Chambre. Ces

députés se sont bornés à manifester leur contentement, en espérant que ce commencement de réforme ne tarderait pas à entraîner la modification telle qu'ils la désiraient.

Les autres adversaires du projet de M. Klotz ne se contentent pas d'une simple manifestation. Ils font tous les efforts possibles pour démontrer, non seulement l'inopportunité de la proposition de modification, mais encore l'incohérence des articles relatifs aux droits de mutation par décès et à la successibilité des collatéraux. Les ennemis de cette loi peuvent être groupés en deux classes, suivant qu'ils demandent la suppression de l'article 16 ou seulement l'ajournement de sa prise en considération.

Le premier groupe se fait connaître à la Chambre par la voix de M. Joseph Denais. Le bénéfice de quatre millions, qui devait revenir à l'Etat à la suite de cette loi, selon les calculs de l'Administration, est beaucoup plus réduit, par le seul fait que les droits de mutation ont été majorés par la même loi. Donc, l'avantage est minime, par rapport au bouleversement produit dans les familles. La guerre a eu pour résultat d'étendre de nouveau les liens de famille, parce que les malheurs ont eu pour conséquence de ressusciter toutes les relations de parenté et d'amitié, que l'on oublie souvent dans les moments de bonheur.

La modification de l'article 755 du Code civil obligera,

en outre, l'Etat à remplacer les collatéraux dans la surveillance des testaments, parce que le droit de tester reste intangible. Assez souvent les testaments seront affectés de diverses causes de nullité qui, une fois prouvées devant les instances judiciaires, feront surgir un droit éventuel à l'Etat. Or, c'est là une charge dont le fisc s'acquittera plutôt mal que bien.

M. Paul Morel, un autre député, n'a pas la même pré-tention de faire écarter l'article 16. Une argumentation très serrée est exposée par lui. Au moment où les débats ont lieu devant la Chambre, une portion du territoire français se trouve occupée par l'ennemi. Comme les lois ne deviennent obligatoires qu'un jour franc après l'ar-rivée du *Journal Officiel* au chef-lieu de l'arrondisse-ment et comme cette publication rencontre un obstacle insurmontable dans le fait de l'occupation ennemie, il y aurait eu simultanément deux régimes successoraux dif-férents. En deçà de la ligne du front, les collatéraux du cinquième degré ne succèdent plus, tandis qu'au-delà de la même ligne, ils continuent à être appelés à la succes-sion de leur parent décédé.

Supposons qu'une personne meurt en pays envahi et qu'elle laisse comme héritiers : un cousin germain et un issu de germain, appartenant à deux lignes différen-tes. Suivant l'ancien article 755, une moitié des biens reviendra au cousin germain et l'autre moitié sera dévo-lue à l'issu de germain. Le nouveau texte, au contraire

fera passer la succession entière au cousin germain. Précisons notre exemple et supposons encore que le parent du cinquième degré habite la région envahie. Il ne connaît pas la modification introduite et il entre en possession des biens du défunt. Le cousin germain, au courant du mouvement législatif, prétendra — et avec raison, sans doute — à la succession entière du *de cujus*.

En conséquence, l'amendement suivant s'impose : « A l'expiration du délai de six mois après la cessation des hostilités, le paragraphe premier de l'article 755 du Code civil sera modifié ainsi... »

L'argumentation, d'une vérité si frappante, a pour effet de produire une scission entre le Gouvernement et la Commission du budget, qui demandent la disjonction de l'article, et la Commission de la législation fiscale qui considère « le vote qui va être émis, comme un vote de principe » et demande à la Chambre de la suivre. A partir de ce moment, notre réforme quitte le premier plan, qu'elle occupait, pour devenir une simple et, en même temps, une faible ressource financière pour le fisc en détresse.

M. Klotz, l'initiateur de cette loi, poursuivait un but fiscal. Or, du moment que ce but ne peut plus être atteint, à cause de l'ajournement de la mise en application, il ne défend plus, avec la même ardeur, la proposition dont il a saisi la Chambre. Le ministre, désirant indiquer aux députés la portée du vote sollicité,

termine en ces termes : « Si la Chambre adopte l'amendement de disjonction, le texte ne m'intéresse plus pour la présente loi des finances et nous pouvons en remettre la discussion au moment où nous examinerons le budget. Si elle dit non, c'est très net, j'insisterai avec la Commission de la législation fiscale pour le vote de l'article. »

Sur ces faits, la séance de la Chambre est suspendue jusqu'à après midi, lorsque le rapporteur, M. Landry, reprend la parole pour demander de nouveau le vote de l'article 16 du projet. Cependant une concession est faite à ceux qui s'étaient prononcés pour la suppression de cet article. Le dernier degré de successibilité sera le sixième et non pas le quatrième. Cette concession trop facilement accordée — comme s'il n'y avait aucun autre fondement pour la fixation au quatrième degré que l'arbitraire — constitue le point noir du rapport Landry.

La Chambre commence par voter l'amendement de M. Morel. Elle ne donne pas, pourtant, son assentiment à la modification déjà acceptée par la Commission fiscale.

L'article 16, tel qu'il est voté par la Chambre avant son envoi au Sénat, est rédigé dans la forme suivante : « A l'expiration du délai de six mois après la cessation des hostilités, le paragraphe premier de l'article 755 du Code civil sera ainsi modifié : Les parents collatéraux au-delà du quatrième degré ne succèdent pas, à l'exception, toutefois, des descendants des frères et sœurs du défunt. »

Avant la clôture définitive des débats sur l'article 16, une nouvelle discussion s'engage sur un paragraphe additionnel, œuvre de M. Honnorat. Nous quittons, avec lui, le Code civil, pour pénétrer sur le terrain si délicat du droit international privé. M. Honnorat, très soucieux de l'effet produit par la nouvelle disposition sur la dévolution des biens des Français habitant l'étranger, ne veut pas que son pays soit la dupe de ses propres réformes.

Si un Français meurt à l'étranger sans laisser des parents jusqu'au quatrième degré inclus, le pays de son domicile profitera du nouvel article 775, tandis que, au contraire, les lois étrangères, qui appellent à la succession du défunt des parents, même au douzième degré, continueront de n'appeler l'Etat français à la succession qu'après les parents les plus éloignés.

Cette question est très grave par les conflits qu'elle fera surgir et par la considération que tous les Etats ne sont pas unanimes à décider que la loi personnelle du *de cujus* présidera à la transmission héréditaire de ses biens. Le ministre des Finances et M. Honnorat finissent par tomber d'accord. On va ajourner la discussion de l'amendement. Une étude plus sérieuse et l'avis de personnes compétentes s'imposent. Bien que M. Klotz paraisse pressé, la discussion de ce paragraphe n'est plus remise à l'ordre du jour.



Le 30 décembre 1917, deux jours avant la nouvelle année, le Sénat est mis en présence du projet de loi voté déjà par la Chambre. Nous insistons sur cette date. Le fait de saisir cette seconde Assemblée toujours à la veille de la clôture de l'année parlementaire révolte, cette fois, les honorables sénateurs. Ils se montrent énergiques et ils ne veulent plus accepter ce rôle ingrat de machine automatique.

Un duel très soutenu s'engage entre le ministre des Finances et les sénateurs, MM. de Selves et Tournon. Les discours prononcés sont d'autant plus intéressants que les participants font preuve d'un talent oratoire des plus remarquables.

M. de Selves, qui prend la parole au nom de la Commission des finances, n'est pas un adversaire de la réforme proposée, considérée en elle-même. Il reconnaît bien que l'Etat a besoin d'argent. Il est d'avis que de nouvelles ressources financières sont à créer ; mais il n'acquiesce pas à l'idée de se prononcer à la hâte sur une question « particulièrement grave et complexe ». Surtout ces nouvelles taxes ne pourront produire leur effet que six mois plus tard. Alors, l'Etat ne perdra pas grand'chose si le Gouvernement veut disjoindre les articles se rapportant aux droits de succession. Une commission spéciale devrait être chargée de faire un examen plus

détaillé que celui que le court délai ne permet pas au Sénat d'accomplir lui-même.

Cet ajournement est provoqué non seulement par la nouvelle taxe successorale, inconnue jusqu'à présent aux sénateurs, mais encore par une réforme qui va bouleverser « les conditions dans lesquelles, jusqu'à ce jour a été réglementée la constitution de la famille ». Les parents au-delà du quatrième degré ne succéderont plus. L'Etat les remplacera.

La disjonction projetée dérange complètement les calculs financiers combinés par M. Klotz. S'il est vrai que ces nouvelles taxes ne se trouveront appliquées que six mois plus tard, c'est la faute au législateur qui a accordé ce délai aux héritiers pour la déclaration de la succession, à partir du décès du *de cuius*. Mais si le Sénat ne vote que plus tard les tarifs majorés, le délai de six mois ne commencera à courir, certainement qu'à partir du jour de son adhésion. Le préjudice sera pour le fisc, si appauvri par la débâcle mondiale.

Le duel ne finit pas là. M. de Selves laisse sa place à la tribune au distingué orateur, M. Touron. Lui, aussi, commence par reconnaître la nécessité de nouveaux impôts, mais la discussion à la vapeur qu'on veut imposer au Sénat lui procure l'occasion d'user de son plus redoutable talent et de s'écrier : « Oui, il faudra des impôts très lourds ; celui-là ne suffira pas, il en faudra d'autres ; tout le monde le sait en France, sénateurs

comme députés, paysans comme citoyens. Mais, c'est précisément parce que les impôts doivent être très lourds qu'il faut les asseoir sur des bases solides. »

M. Tournon, contrairement au procédé suivi par son collègue, M. de Selves, ne s'arrête pas là et critique même le fond du projet.

La réplique du ministre des Finances trouve dans ce fait un moyen de prouver que M. Tournon a détruit, de la façon la plus complète, l'argumentation de M. de Selves. Il aurait accepté — paraît-il — la disjonction demandée si les orateurs adversaires avaient été d'un parfait accord et si tous deux s'étaient occupés seulement de l'ajournement momentané de la réforme. Or, M. Tournon fait fausse route, en combattant le projet au fond. Cette tactique fait l'effet d'un piège à M. Klotz.

Quoiqu'on n'épargne même pas au Sénat les arguments patriotiques, d'un poids pourtant considérable pendant la guerre, les sénateurs, sous l'influence du beau discours de leur collègue et touchés dans leur amour-propre, sont d'une intransigeance extraordinaire et votent en majorité la disjonction de tous les articles relatifs aux successions.

Nous voilà maintenant obligés d'accompagner de nouveau le ministre des Finances dans le court voyage qu'il doit faire pour arriver du Sénat au Palais-Bourbon. La Chambre, lorsqu'elle voit son œuvre estropiée, se prononce, sans aucune nouvelle discussion et par une forte

majorité, pour le rétablissement intégral des anciennes dispositions, adoptées il y a déjà dix jours. Les besoins du fisc sont trop pressants, pour accéder aux manifestations de principe du Sénat, un peu déplacées à l'époque où elles se passent.

En face de la volonté unanimement manifestée par les députés pour le maintien du projet tel qu'ils l'avaient voté pour la première fois, le Sénat commence à fléchir. On est arrivé au 31 décembre et il comprend bien qu'il doit renoncer à faire triompher ses principes, même fondés, si le sacrifice en est exigé par la patrie menacée. Les sénateurs sont trop bons patriotes pour ne pas se rendre compte des dépenses entraînées par la guerre.

Le rapporteur de la Commission des finances, M. Milliès-Lacroix, veut entrer dans la voie des transactions et propose à ses collègues d'accepter les sacrifices pécuniaires que la situation rend indispensables. La taxe successorale n'est que trop équitable. Les personnes, qui n'ont pas d'enfants ou n'en ont qu'un nombre très limité, ne contribuent pas aux impôts indirects dans la même mesure que les familles nombreuses.

Quant à la majoration des droits de mutation par décès, bien que frappant assez durement les successions, le Sénat doit l'accepter. Mais un amendement de M. Chéron ne peut pas être écarté — suivant l'opinion du rapporteur — parce que des raisons d'ordre familial et même social le justifient. Il ne faut pas frapper les

successions de petite valeur, à savoir les parts successorales qui ne dépassent pas 10.000 francs, si le montant de la succession entière atteint seulement 25.000 francs.

Le rapporteur conclut à l'adoption même de l'article 16 qui, comme nous le savons, réduit la vocation héréditaire au quatrième degré. Cette réforme, considérée, à tort, comme émanant d'une source législative trop avancée, fait apparaître devant les yeux des sénateurs le drapeau rouge du communisme. Mais la modification de l'article 755 du Code civil ne peut plus être remise à une autre date. Alors, on veut obtenir du moins une petite concession des députés, en proposant comme dernière limite le sixième degré, à la place du quatrième. De cette manière la famille paraît sauvée, mais la dernière et vraie solution n'est pas donnée au problème qui occupe depuis si longtemps l'esprit des hommes de loi.

La taxe globale sur les successions, ainsi que la majoration des tarifs successoraux, mises aux voix, sont adoptées par le Sénat. L'amendement Chéron est rejeté. Le même sort est réservé à un autre amendement, désigné par son auteur, Monsieur Delahaye, comme « le bridon du fisc. Le fisc est intempérant, le fisc est spoliateur quand on ne sait pas le tenir en bride ». Il ne veut pas que les impôts, en aucun cas, absorbent plus que la moitié de la succession. Cet amendement, ne concernant que les successions supérieures à 50 millions et dévolues aux héritiers du troisième

degré et au-delà de ce degré, est rejeté. Le Sénat rend justice, par son vote, aux arguments du ministre.

L'opposition est beaucoup plus ardente relativement à la réduction de la successibilité des parents collatéraux. Une critique, que nous signalons d'une manière particulière au lecteur et sur laquelle nous reviendrons plus tard, est adressée par M. Louis Martin au Gouvernement au sujet de l'habitude prise de présenter, insérées dans les lois budgétaires, des réformes qui n'ont rien de commun avec les finances publiques. Le Sénat, par ce procédé, se voit durement atteint dans sa capacité législative. Comme le budget est déposé sur le bureau de cette Assemblée au dernier moment, ses représentants n'ont que quelques jours ou même quelques heures pour l'examiner. De plus, ils n'ont pas le droit d'innover en matière budgétaire, ni de formuler de nouvelles propositions.

Nonobstant ces critiques, le Sénat désire terminer par un vote définitif et adopte le texte déjà admis par la Chambre. Il ne peut pas, cependant, le laisser passer sans y introduire une modification : le sixième degré sera comme dernière limite à la place du quatrième.

La rédaction de notre article, tel qu'il se trouvait au moment où il fut approuvé par le Sénat et comme il ne tardera pas de se trouver au moment du vote de la Chambre, est ainsi conçu :

« A l'expiration du délai de six mois après la cessation des hostilités, le paragraphe premier de l'article 755

du Code civil sera ainsi modifié : « Les parents collatéraux au-delà du sixième degré ne succèdent pas, à l'exception, toutefois, des descendants des frères et sœurs du défunt. Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré, lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale. »

SECTION III. — *L'examen de la réforme accomplie*
le 31 décembre 1917

Une loi, précédée d'une quantité de projets sur le même sujet et soumise à la dissection la plus minutieuse des jurisconsultes et des économistes des cinquante dernières années, devrait être exempte de toute critique ou, tout au plus, susceptible d'une critique de détail. Hélas ! la réforme de 1917, accomplie pourtant après une si longue préparation, est loin, très loin même, d'être exempte de toute critique. Qu'on regarde sa technique, qu'on examine son principe lui-même ou qu'on envisage ses dispositions de détail, les critiques abondent. Les défauts de cette loi priment ses qualités.

Cette réforme : la réduction du degré de successibilité des collatéraux, avait déjà été proposée, en 1903, par M. Klotz lui-même ; elle avait été, comme nous venons de le dire, très souvent présentée sous la forme d'un projet de loi spéciale, par divers parlementaires. Des

exposés de motifs bien préparés, des études sérieuses de cette réforme n'ont pas manqué de saisir les deux Corps législatifs ; quelques-uns, deux ou trois, ont eu la chance d'être honorés par des rapports, mais quels rapports ? Cinq lignes timides, un simple desideratum ; et aucun de ces projets ne fut pris en considération.

Vu ces résultats infructueux, on tâche de la faire passer, de la faire glisser sous une forme qui ne choque pas trop les représentants du pays. Présentés sous l'aspect d'une réforme fiscale, la modification de l'article 755 du Code civil sera réalisée, grâce à un article unique, inséré dans une loi budgétaire.

Le but — dit-on — excuse les moyens. Cependant, ces moyens législatifs, un peu louches, ne doivent pas être utilisés, lorsqu'il s'agit de révolutionner une institution qui a les racines profondes dans l'histoire du droit et qui a repoussé victorieusement de nombreuses attaques

Le plus souvent, le budget est déposé sur le bureau des Corps législatifs à la fin de l'année parlementaire. Des débats commencent. Une partie des députés s'occupent de ce qui présente de l'intérêt pour eux ou pour ceux qu'ils représentent, ils usent de tout leur talent pour que satisfaction soit donnée à leurs prétentions ; d'autres, très experts en matière financière, se plongent dans des chiffres pour faire la preuve de leurs justes remarques et jonglent adroitement avec les dépenses et les recettes de l'Etat. Peu nombreux sont ceux qui vont apporter,

pendant les débats d'une loi budgétaire, un examen minutieux à un article destiné à rapporter seulement trois millions dans un budget qui atteint 7.808 millions de francs.

Et, cependant, la loi entière passe et le Code se voit modifié, sans qu'une véritable discussion juridique ait eu lieu. Comment peut-on croire que le Sénat, saisi le 30 décembre d'un projet, puisse le discuter et l'examiner en détail jusqu'au lendemain, dernier terme fixé par le Gouvernement pour la clôture des débats. Quelle différence y a-t-il entre le Sénat et un corps enregistreur quelconque, un parlement d'antan, par exemple ?

Si l'on veut modifier certaines dispositions d'un code, qu'il s'agisse du Code civil ou de procédure civile, du Code pénal ou d'instruction criminelle, il faut aborder la question franchement, lorsqu'on désire obtenir une réforme durable et non un résultat éphémère. Qui peut croire que le nouvel article 755 aura une vie aussi longue que l'ancienne disposition qui ne limitait la vocation héréditaire qu'au douzième degré ? Certainement, ceux qui ont voté le sixième degré comme dernière limite, ne se faisaient pas d'illusions. Rappelons-nous les phases suivies par la réforme. La Chambre se prononce d'abord pour le quatrième degré. Le Sénat se refuse à toute modification, ce qui provoque un nouveau vote de la part des députés, qui restent fidèles à leur première manière de voir. Le Sénat, alors, parce que le calendrier marquait

la date du 31 décembre, dernier jour accordé par le Gouvernement pour l'adoption du projet, fait une concession. Dans le rapport de la Commission des finances, il n'y a aucune argumentation qui nous indique la cause de cette modification, de ce changement de la limite fixée par la Chambre au quatrième degré. A leur tour, pourquoi les députés acceptent-ils le changement introduit au Palais du Luxembourg ? La cause n'est pas nettement exposée, mais il n'est pas difficile de l'entrevoir : notre projet revenait pour la troisième fois devant la Chambre et, en même temps, la nouvelle année commençait le lendemain.

Voilà dans quelles circonstances l'article 755, objet de tant de discussions fut enfin modifié. M. Martin avait bien raison, lorsque, tâchant d'expliquer à ses collègues du Sénat, pourquoi son vote serait contre l'admission du projet, il manifestait en ces termes son mécontentement : « Eh bien ! je demande si cette façon de légiférer à tort et à travers, à propos de la loi des finances, à propos de douzièmes provisoires, permet de maintenir dans nos codes la méthode, l'unité, la clarté et la précision ? Pour ma part, je pousserais bien loin l'illusion si je répondais : oui. »



Les successions, ainsi tombées en déshérence, sont destinées par le législateur de 1917 à subvenir aux dé-

penses de l'Etat. Mais, quelle maigre subvention ? L'initiateur de cette réforme, dans son exposé des motifs, déclare qu'aucune prévision n'a été faite quant au montant du bénéfice que le fisc en retirera.

Si nous voulons jeter un coup d'œil sur les tableaux statistiques, qui nous sont procurés par le *Bulletin de statistique et de législation comparée* pour l'année 1918 (vol. 83), nous arrivons vite à la conclusion que le montant des successions dévolues aux parents au-delà du quatrième degré — notez bien, quatrième degré et non pas sixième — ne dépasse le dixième du total qui revient à la ligne collatérale entière.

En 1912 (il s'agit donc d'une année normale, antérieure à la guerre), tous les parents collatéraux, c'est-à-dire : les frères et les sœurs, les oncles et les tantes, les cousins germains et enfin les parents au-delà du quatrième degré ont touché la somme totale de 892 millions de francs. Si l'on considère séparément chaque degré de parenté, le tout se partage de la manière suivante : 349 millions pour les frères et les sœurs, 318 millions pour les oncles ou les tantes et les neveux ou les nièces, 140 millions pour les grands-oncles, les petits-neveux et les cousins germains, et seulement 85 millions pour tous les collatéraux au-delà du quatrième degré.

Malheureusement, les statistiques que nous possédons ne nous permettent pas d'apprécier exactement ce qui revient aux collatéraux du cinquième et sixième degré

et la somme touchée par les parents des six derniers degrés. Nous faisons cette remarque, parce que le Sénat et, ensuite, la Chambre ont éloigné de la succession *ab-intestat* du *de cuius* seulement les parents collatéraux au-delà du sixième degré.

Dans le même tableau statistique on trouve évaluées les successions qui ont été dévolues aux collatéraux, pendant l'année 1913. La somme totale, par eux touchée, est supérieure de plus de cent millions à l'année précédente, parce qu'elle se chiffre à 998 millions de francs. Mais les proportions pour les divers degrés d'héritiers se maintiennent. Ainsi, les collatéraux au-delà du quatrième degré ont bénéficié de 96 millions.

Supposons qu'il y ait sous nos yeux un tableau à deux colonnes. Dans la première figurent les degrés de parenté collatérale et dans la seconde les sommes respectives qui leur ont été attribuées. Si l'on remplace dans la première colonne les catégories de collatéraux au-delà du quatrième degré par l'Etat, ce dernier devrait profiter, par exemple, en 1913, d'une valeur successorale de 96 millions.

Mais, nos illusions vont tomber tout de suite, si nous voulons regarder les choses telles qu'elles sont en réalité. Le chiffre de 96 millions comprend à la fois les successions *ab-intestat* et les successions testamentaires. Les recherches, faites à la fin du dix-neuvième siècle, nous permettent de dire que seulement un tiers des valeurs

successorales est dévolu *ab-intestat*, tandis que les 67 centièmes de la totalité reviennent aux parents par voie testamentaire. Ce petit calcul nous fait réduire le montant des successions, qui nous intéressent, à 32 millions.

Notre chiffre serait toujours bien exagéré, si nous nous arrêtons ici. Encore deux autres considérations interviennent. D'une part, le conjoint survivant, appelé seulement après le douzième degré collatéral, viendra maintenant à la succession de l'époux prédécédé, à la place du parent du cinquième degré. Il aura des chances beaucoup plus grandes de profiter du paragraphe premier de l'article 767 du Code civil.

D'autre part, lorsqu'une personne se sentira menacée par la mort, elle ne se fiera plus aux règles établies par le Code en matière successorale. Elle n'acceptera pas que ses biens soient attribués au fisc, qui leur fait perdre toute leur individualité. Elle recourra aux testaments et même aux donations entre vifs, qui, dans les dernières années, avaient perdu de leur ancienne importance.

Une question pourrait nous être posée. Pourquoi l'homme a-t-il en horreur l'Etat héritier ? C'est que nous avons, tous, une singulière conception, en ce qui concerne les droits patrimoniaux de l'Etat.

Expliquons-nous, pour être bien compris.

La soustraction frauduleuse de la chose d'autrui constitue un vol au point de vue juridique, qu'il soit commis

au préjudice d'un particulier ou au préjudice de l'Etat. Mais pour notre morale sociale, gaspiller le Trésor n'est pas un vol. Ceux qui volent le bien public ne sont pas frappés de l'*infamia* de la part du public. Le plus souvent, ils savent se tirer d'embarras par des comptes bien combinés, en donnant simplement satisfaction aux règles rigides de la comptabilité. Un filou, lui, pris en flagrant délit d'inspection des poches du voisin, est menacé non seulement des peines sévères édictées par le Code pénal, mais encore de la haine du public, manifestée souvent par des arguments contondants.

Voulez-vous voir la façon dont les fonctionnaires publics administrent les biens à eux confiés ? Placez, face à face, deux entreprises gérées, l'une par l'Etat et l'autre par des particuliers. La première, tout au plus, continuera à vivre, mais n'arrivera jamais à réaliser le même progrès, le même développement que celle confiée aux mains des particuliers.

Le fonctionnaire le plus parfait, mis à la tête d'une industrie d'Etat, ne la fera pas fructifier de la même façon que s'il était, lui-même, le propriétaire. Le plus souvent, fier de la souveraineté dont les lois l'ont investi et orgueilleux de sa respectable personne, il se bornera à appliquer toute la liasse de règlements administratifs et de lois, sans porter aucun intérêt au résultat de l'entreprise. De plus, la continuité, qui est si nécessaire pour une bonne administration, n'existe pas, parce que les

ficelles administratives sont tirées de tous les côtés par les hommes politiques.

Eh bien ! sachant à l'avance la destinée peu heureuse qui attend les biens ramassés durant notre vie, nous n'hésiterons pas à déshériter cet enfant prodigue, l'Etat, et nous ferons usage de la prérogative respectée par le législateur de 1917, nous choisirons, nous-mêmes, par testament, notre héritier.

Le nombre plus grand de cas où le conjoint survivant succédera à son époux prédécédé et l'augmentation considérable des libéralités entre vifs et testamentaires constituent les deux causes principales qui diminuent de beaucoup les 32 millions, recueillis avant la réforme de l'article 755 par les collatéraux au-delà du quatrième degré.

Il y a encore d'autres considérations, de moindre importance, qui, ajoutées aux deux principales, ne laisseront à l'Etat, annuellement, qu'un bénéfice net, maximum de quatre millions. Voilà ce qu'une affectation mal choisie a fait du total de 96 millions.

Cette somme finale de quatre millions, elle-même, ne correspond plus à la réalité, parce que le Sénat, en 1917, n'a pas admis comme dernier degré successible le quatrième, mais le sixième. Par cette modification, il a enlevé à notre réforme toute portée fiscale.

Si nous nous rapportons à une statistique antérieure à la loi du budget du 8 avril 1910, nous allons nous

rendre compte de la petite place qu'occupent les successions dévolues aux collatéraux au-delà du sixième degré dans l'échelle établie par le tableau statistique. Nous sommes obligés de choisir une année antérieure à 1910, parce que à partir de cette date la nouvelle loi ne distingue plus, quant au montant des impôts, entre les collatéraux des cinquième et sixième degré, d'une part, et les parents au-delà du sixième degré, de l'autre part.

Par hasard, nous sommes tombés sur une statistique dressée en 1897. Tous les collatéraux avaient touché la somme totale de 1.407 millions, dont 97 millions ont été attribués aux parents du cinquième et sixième degré et seulement 23 millions à tous les parents au-delà du sixième degré. Ces évaluations démontrent que les parents collatéraux de six derniers degrés ont eu le cinquième de ce qu'ont touché tous les parents au-delà du quatrième degré.

Si maintenant nous voulons transporter les proportions, ainsi obtenues, à l'année 1913, nous serons tout-à-fait déçus, si nous nous étions fait des illusions, en ce qui concerne le résultat fiscal de la réforme. L'Etat touchera seulement 800.000 francs.

Demandons-nous, après cette démonstration, s'il était nécessaire de modifier l'article 755 en vue d'augmenter les recettes du fisc ? On aurait pu donner à ces successions en déshérence une autre affectation beaucoup plus utile, croyons-nous.



La loi du budget sur l'exercice 1918, par son article 17, avait en vue — du moins l'exposé des motifs nous l'atteste — de contribuer aux nouvelles recettes, exigées par la pénurie du fisc. Nos développements font cependant la preuve que le but envisagé ne pouvait pas être réalisé, parce que la réduction de la successibilité au sixième degré n'offrirait au fisc que 800.000 francs. Or, que vaut cette somme dans un budget de presque huit milliards ? C'est une goutte d'eau dans la mer.

Nous croyons, bien que l'exposé des motifs et le rapport de la Commission fiscale restent muets sur ce point, que l'initiateur de la réforme avait pour principal but la modification, en elle-même, de l'article 755 du Code civil. Et, vraiment, dans l'exposé de M. Klotz, aucune évaluation n'est faite quant au résultat pécuniaire de la modification projetée. Plus loin, encore, lorsque la Commission fiscale constate, par des calculs statistiques, que le Trésor y puisera une ressource de très petite importance, elle persiste, tout de même, à soutenir la réforme. Elle y trouve « une question de principe et à laquelle la Commission est obligée de s'attacher. »

Alors, si le véritable but est autre que le but exposé, pourquoi n'ose-t-on pas le déclarer ? Parce que la voie directe pour légiférer est barrée ; des adversaires nombreux s'y sont assemblés pour ne pas laisser la réforme

M. Klotz, un ancien partisan de la réduction de la vocation héréditaire en ligne collatérale, ainsi que les autres adhérents à cette réforme, se sont vus obligés de recourir au système D — si cette expression nous est permise. Ils durent insérer leur proposition dans une loi financière.

En même temps, par la même loi, on augmente les impôts successoraux, d'autant plus fort que le montant des parts successorales est plus élevé et que l'héritier est un parent plus éloigné. Par cette disposition, le budget sera, sans doute, sensiblement enrichi. Mais, ici de nouveau, nous devons mettre les choses au point.

Le législateur de 1917 crée une taxe successorale globale, qui va pour les parents au-delà du quatrième degré jusqu'au chiffre de 24 pour cent, lorsque l'actif net de la succession dépasse 50 millions. Mais, il ne s'arrête pas ici. Après ce prélèvement, l'Etat vient demander encore, sous une autre étiquette — c'est vrai — les droits de mutation par décès. Ces droits pour les collatéraux de huit derniers degrés — nous nous occupons seulement de ces parents — varient entre 25 pour cent, le minimum, et 36 pour cent, quand la succession est évaluée à plus de 50 millions.

Les impôts, majorés dans de telles proportions, doivent-ils garder encore le nom de droits de mutation par décès ? L'Etat rend un service aux héritiers en leur assurant la transmission des biens du *de cujus* et, en échange, il a droit à une rémunération. Voilà les véri-

tables impôts. Mais lorsqu'il enlève aux parents collatéraux du cinquième degré la moitié de l'actif successoral, nous pouvons affirmer que nous ne nous trouvons plus en présence des droits de mutation.

Le législateur n'a pas donné franchement son assentiment à l'abolition de la vocation héréditaire au-delà du quatrième degré, mais il a admis, peut-être inconsciemment, que l'Etat devînt le troisième héritier réservataire à côté des descendants et des ascendants. On ne peut nier que, si l'Etat prend part à une succession pour un quart ou même pour la moitié, il profite simplement du jeu des impôts. Nous préférons le considérer comme un héritier réservataire plutôt que d'appeler cette opération une confiscation, comme le font certains parlementaires et financiers.

On pourrait imputer à notre manière de voir de n'être pas véridique, si quelques exemples n'intervenaient pour illustrer le bien-fondé de nos idées. Pour qu'aucune confusion n'ait lieu, nous rappelons que nous raisonnons comme si la loi de 1917 n'était pas modifiée par celle du 25 juin 1920, quand une nouvelle majoration a frappé les soi-disant droits de mutation par décès, ainsi que la taxe globale.

Supposons qu'une succession, dont l'actif net est de 400.000 francs, est dévolue à un héritier collatéral du cinquième degré. De telles successions sont très nombreuses, surtout aujourd'hui que la richesse individuel-

le atteint des proportions peu fréquentes avant la guerre. La taxe globale, qui devait, selon les intentions du législateur, remplacer les lois caducaires du temps d'Auguste, s'élève à la somme de 39.760 francs, parce que le défunt n'avait pas de descendants. Cette valeur prélevée, le patrimoine du défunt, avant d'entrer en la possession de l'héritier, doit supporter encore les droits de mutation, soit la respectable somme de 103.952 fr. Notre succession est dévolue, en réalité, à deux héritiers : le parent du cinquième degré touche deux tiers et l'Etat un tiers, quoique le Code civil continue à ne considérer comme héritier que le parent collatéral.

Les proportions se réduisent, respectivement, à $\frac{3}{4}$ et $\frac{1}{4}$, si le montant de la succession est, par exemple, de 45.000 francs, somme nullement exagérée. A la vérité, en 1905, du nombre total des successions déclarées, soit 385.019, nous avons eu 44.056 d'une valeur comprise entre 10.000 et 50.000 francs. En 1913, sur un total de 360.539, les mêmes successions ont atteint le chiffre de 47.668.

Si nous considérons une succession plus riche, par exemple de 1.200.000 francs, actif net, alors l'Etat prélève $\frac{2}{5}$ du total et l'issu de germain touche seulement le reste de $\frac{3}{5}$. Les 467.785 francs, dont hérite l'Etat, se partagent ainsi : 153.760 sous forme de taxe globale et 314.025 sous la dénomination de droits de mutation.

N'oublions pas de prendre un exemple parmi les for-

tunes de nouveaux riches. Dans ce cas, les deux parts successorales du parent au cinquième degré et de l'Etat s'égalisent.

Envisageons, d'abord, une succession de 15 millions, dettes déduites. La taxe globale et progressive fait entrer dans la bourse de l'Etat 2.921.760 francs. Si nous ajoutons les 4.030.765 francs de droits de mutation, l'addition nous permet de constater que le fisc vient dans la succession du défunt pour un total de 6.952.525. Voilà donc un heureux mortel qui passe aux yeux du monde pour avoir hérité 15 millions, mais qui, en réalité, ne touche que huit millions parce qu'un cohéritier occulte lui enlève presque la moitié.

Supposons, enfin, que nous avons à faire à un nabab, riche de 52 millions de francs. De telles successions ne se rencontraient pas souvent, autrefois, car une statistique pour les années 1905, 1910, 1912 et 1913, ne marque que 3 pour 1905 et une seule pour 1912. La guerre, certainement, les a rendues plus fréquentes. Un tel tableau, n'étant pas encore dressé, nous nous trouvons en impossibilité de contrôler notre affirmation.

Revenons aux calculs entrepris. La taxe globale s'élève, elle seule, à 11.101.760 et les droits de mutation offrent au fisc encore 14.117.765 francs. Cette immense fortune de 52 millions appartiendra par moitié à l'Etat et au parent du cinquième degré ; ou, pour préciser, le

premier aura droit à 25.219.525 francs et le second au reste de 26.780.475.

Qu'est-ce qu'il reste de la vocation héréditaire des collatéraux, que la Chambre des Députés et surtout le Sénat considéraient comme intangibles ? L'Etat aura, par voie d'impôts successoraux, tantôt le quart, tantôt les deux cinquièmes, tantôt même la moitié de la succession, que le Code civil continue à garantir aux parents des cinquième et sixième degré et même au-delà, pour les cas exceptionnels maintenus en 1917.

Cette extraordinaire majoration des impôts, en matière de successions, porte un coup beaucoup plus redoutable aux héritiers, plus haut mentionnés, que la modification de l'article 755, lui-même. S'il n'y avait que le nouvel article 755, les parents collatéraux seraient peu inquiets ; le droit de tester est respecté. Mais, avec les récents impôts successoraux, même s'ils ne tombent pas sous l'application de l'article 755, ils verront défiler des millions dont ils ne pourront s'approprier que trois quarts ou la moitié.

Le nouvel impôt va même plus loin. Il se présente dans les mêmes conditions douloureuses pour les parents du quatrième degré, pour les cousins germains, auxquels on associe comme héritier le fisc, presque dans les proportions plus haut notées. Si nous nous rapportons, dans nos exemples, aux mêmes valeurs successorales, nous constatons que dans une succession de

400.000 francs, l'Etat prélève 125.700, ce qui revient à dire que la proportion, d'un tiers pour le Trésor et deux tiers pour les impôts, dans les autres exemples étant sensiblement les mêmes, nous nous contentons de faire connaître qu'un cousin germain, appelé par le Code à une succession de 52 millions, ne touche que 28.812.200 francs, tandis que le reste revient à l'Etat.

Si l'on ne savait que le déficit du budget est pour beaucoup dans les impôts établis en 1917, on serait tenté de croire que, seules, les idées du parti avancé sont à la base de nos tarifs si majorés. On se rappelle que bon nombre de députés ne considèrent pas comme suffisante la suppression de la vocation héréditaire seulement au-delà du quatrième degré.

**

Après avoir examiné la technique de notre réforme, les voies détournées suivies par le législateur et les incohérences de la loi du budget du 31 décembre 1917, il nous reste à passer en revue les trois paragraphes qui, réunis, constituent l'article 17 de cette loi.

Le premier paragraphe est rédigé ainsi : « A partir du délai de six mois après la cessation des hostilités, le paragraphe premier de l'article 755 du Code civil sera ainsi modifié. » Nous rappelons que ni le projet présenté par le ministre des Finances, ni celui de M. Landry, ne comprenaient cette disposition. Un des députés a relevé

l'impossibilité où se trouvaient les habitants de la région envahie de prendre connaissance du nouveau régime successoral. Cette remarque aurait dû être faite même pour les autres lois à caractère permanent, votées pendant la guerre.

Dans un article publié, en 1918, par la *Revue trimestrielle de droit civil*, l'auteur est d'avis que l'initiateur de l'amendement « a singulièrement exagéré ou transformé la difficulté, en disant que si une succession s'ouvrait en pays envahi et qu'elle fût échue à des parents se trouvant les uns en pays envahi et les autres en pays non envahi, ces derniers pourraient demander que la succession fût dévolue suivant la loi votée depuis la guerre et les premiers suivant la loi ancienne. C'est au lieu où la succession s'ouvre, c'est-à-dire au lieu où était domicilié le défunt que l'on doit se placer, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper des héritiers, ni même du lieu où le décès s'est produit. »

Nous sommes du même avis que l'auteur de ces lignes, si nous regardons le problème seulement de ce côté. Mais, cependant, l'absence du premier paragraphe de l'article 17 aurait entraîné en France deux régimes successoraux, en même temps. Il est vrai que la succession d'un *de cujus*, domicilié en pays envahi, aurait été dévolue d'après l'article 755, que les héritiers habitent au-delà ou en-deça du front. Si le défunt avait habité, au contraire, le pays libre, la dévolution aurait eu lieu

d'après le nouvel article 755, qu'il s'agisse d'héritiers habitant l'une ou l'autre région. Mais, ce raisonnement n'aurait pas empêché que, du 1^{er} janvier 1918 jusqu'au jour de l'armistice, deux régimes différents n'aient coexisté. Comme aujourd'hui l'unité législative est une donnée bien établie en France, on aurait dû, après l'armistice, conformer au nouveau régime successoral toutes les successions ouvertes dans le délai mentionné de six mois. L'amendement adopté doit être considéré comme bienvenu, suivant notre opinion.

La réforme, accomplie en 1917, est entrée en application depuis le 24 avril 1920, parce que la loi, qui consacre la cessation des hostilités, a été promulguée, à peine, le 24 octobre 1919. Les journaux et revues juridiques, que nous avons consultés, ne signalent, jusqu'à présent, aucun jugement nous intéressant.



Le deuxième paragraphe de l'article 17, dont la rédaction définitive est ainsi qu'il suit : « Les parents collatéraux au-delà du sixième degré ne succèdent pas, à l'exception, toutefois, des descendants des frères et sœurs du défunt », nous fournit l'occasion de renouveler encore nos critiques quant à la manière actuelle de légiférer.

Le 31 décembre 1917, le Sénat était saisi, pour la seconde fois, de l'article 17. Il propose alors une transac-

tion à ses collègues plus jeunes, aux députés. Il remplace dans ce paragraphe le mot « quatrième » par « sixième ».

On comprend très bien qu'une exception pour les descendants des frères et sœurs du défunt soit établie, si la vocation héréditaire était limitée au quatrième degré. Mais l'exception devient une plaisanterie, assez drôle pour un législateur, si la limite est reportée au sixième degré. Pour qu'elle puisse trouver son application, il faut admettre qu'aujourd'hui Mathusalem a passé du domaine de la Bible dans celui de la réalité. La disposition finale de ce second paragraphe suppose que le *de cujus* a laissé comme héritier l'enfant d'un arrière-petit-neveu !

Notez bien que cette règle se trouve insérée dans le Code civil. Le législateur de 1804 doit être très flatté de la modification introduite par celui de 1917 !



L'article 17 a été gratifié, toujours par le Sénat, d'un troisième paragraphe : « Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré, lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale. » Cette exception, destinée à limiter de nouveau le champ d'application de la réforme principale contenue dans l'article 755 du Code civil, a été inspirée par l'incapacité de tester qui frappe certaines personnes. Nous n'insistons pas, pour le moment, sur

cette disposition, parce que nous allons revenir sur la même question dans notre quatrième chapitre.

SECTION IV. — *Les plus récentes lois financières*

Le dernier mot n'était pas prononcé par la loi du 31 décembre 1917, ni pour les impôts successoraux, ni pour la limitation de la successibilité en ligne collatérale. La guerre avait fini, le 11 novembre 1918, mais ses conséquences désastreuses devaient persister encore longtemps. Le monde, qui s'attendait au rétablissement instantané de l'état antérieur au 1^{er} août 1914, a été vite déçu, lorsqu'il s'est trouvé mis en présence d'une vie chaque jour plus chère, d'impôts toujours majorés. Le déficit du Trésor devait être comblé. Alors on a fait appel à de nouveaux impôts, on a augmenté les anciens.

Le ministre des Finances d'alors, M. Klotz, soucieux de la situation financière de son pays et désirant rétablir un équilibre complet entre les dépenses et les recettes, propose à la Chambre, le 27 mai 1919, une loi ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales (Documents parlementaires 1919, Chambre, Annexe numéro 6.191). Un mois plus tard, le 20 juin 1919 (Documents parlementaires 1919, Chambre, Annexe numéro 6.361), il renouvelle sa proposition de loi.

En ce qui concerne les parents collatéraux au-delà du quatrième degré, les droits de mutation par décès

devaient frapper de 53 0/0 une succession dont le montant était compris entre 1 million et 2 millions de francs, pour arriver à 80 0/0, s'il s'agissait d'une succession dépassant 50 millions.

Fidèle à son ancien projet, M. Klotz demande de nouveau aux députés de limiter au quatrième degré la vocation héréditaire des collatéraux, comme ils l'avaient déjà voté en 1917. Cette réforme, suivant les calculs du ministre des Finances, aurait dû donner au fisc une recette supplémentaire de six millions.

Le projet entier, soumis à un examen très minutieux de la Commission fiscale et de la Commission du budget, réunies, a donné lieu à deux rapports. Le premier, œuvre de M. Louis Serre (Doc. parl. 1919, Chambre, Annexe n° 6.769), conclut à la disjonction des articles relatifs aux droits de succession et à l'admission de la limitation au quatrième degré. Un rapport supplémentaire, fait par M. Louis Marin (Doc. parl. 1919, Chambre, annexe n° 7.110) se prononce dans le même sens.

A la veille de la démission du Gouvernement Clemenceau, M. Klotz revient à la charge pour déposer sur le bureau de la Chambre, le 13 janvier 1920 (Doc. parl. 1920, annexe n° 166) un troisième projet pour la création de nouvelles ressources fiscales. Après quelques rectifications de M. François-Marsal, le nouveau ministre des Finances, un rapport très détaillé est présenté

par le rapporteur, M. Charles Dumont, le 23 mars 1920. Une modification avait été apportée à la taxe globale successorale, ainsi qu'aux droits de mutation par décès, tandis que la limitation au quatrième degré était maintenue.

Au début d'avril, la Chambre est enfin prête pour s'occuper du projet qu'on lui avait soumis. Bien que le rapporteur de cette loi eût évalué à un million de recettes perdues par chaque heure passée, depuis le 1^{er} janvier 1920, les députés ainsi que plus tard leurs collègues du Luxembourg se sont perdus dans de telles discussions que la loi n'a pas pu être promulguée avant le 25 juin 1920. Inutile de dire que le vote définitif de nouveaux impôts a nécessité un renvoi, plusieurs fois renouvelé, d'une assemblée à l'autre.

Ne voulant pas dépasser le cadre de notre sujet, nous consacrons seulement deux mots aux impôts successoraux actuels. La taxe globale a été doublement modifiée. D'une part, on a majoré le taux et, d'autre part, on a divisé toute valeur successorale en 14 tranches au lieu de 12, comme cela était jusqu'à présent. Les droits de mutation ont subi, eux aussi, une augmentation, mais pas si forte que le ministre des Finances le désirait.

**

Demandons-nous maintenant quel a été le sort du projet de limitation de la vocation héréditaire au qua-

trième degré. Nous l'avons déjà dit, ce projet a donné lieu à des rapports favorables de la part des deux commissions parlementaires réunies. Mais, lorsqu'il fut présenté devant la Chambre entière — une autre assemblée que celle de 1917, parce qu'elle avait été élue de nouveau à la fin de l'année '919 — les débats à peine engagés laissèrent entrevoir que la chance avait tourné.

A ce résultat a contribué pour beaucoup le parti socialiste, qui a proposé un contre-projet, réduisant au troisième degré la successibilité en ligne collatérale. D'ailleurs, la modification en elle-même, regardée comme une nouvelle ressource fiscale, est vivement critiquée par M. Sibille. Il demande la disjonction de l'article et, en même temps, le renvoi du projet à la Commission de législation civile et criminelle, qui est compétente en pareille matière, et non pas à la Commission des finances, qui ne doit pas examiner un projet, tendant à modifier le Code civil.

M. François-Marsal, dans sa réplique, avoue qu'il n'a pas envisagé la question du même point de vue que la Chambre. Il se contente d'indiquer « qu'on est pressé, qu'il faut des ressources et que, pour cette raison, il croit qu'il serait opportun de passer outre à des objections de la nature de celles formulées. »

Mais la Chambre ne se laisse pas convaincre et elle fait connaître, par sa manière de voter, que le Gouvernement doit sacrifier cette réforme proposée. En vérité, elle ne

sort plus du Palais-Bourbon. Aucune trace ne se trouve dans les longs débats, qui vont suivre au Sénat pour l'adoption de ces nouvelles ressources fiscales.

**

Une remarque est encore nécessaire, relativement à l'augmentation si sensible des droits de succession, avant de finir cette brève section.

Le Parlement ne veut pas accepter qu'on lui parle de l'institution d'un nouvel héritier réservataire : l'Etat. Pourtant, comme nous l'avons démontré, cette réforme était déjà accomplie, en fait, en 1917. Lorsque M. Ernest Lafont propose que l'Etat soit admis, dans toute succession, à la portion réservataire d'un enfant légitime, ou quand son collègue, M. Bokanowski, se contente d'instituer l'Etat comme héritier réservataire, seulement si le défunt n'a pas laissé quatre descendants, les députés ne veulent pas admettre une disposition que tout à l'heure ils accepteront, après un simple changement d'étiquette.

Quelques exemples choisis, parmi les mêmes valeurs successorales que celles étudiées dans la section précédente, confirmeront notre affirmation. L'Etat a réussi à prélever, par les impôts, dans certaines successions dévolues à un cousin issu de germain, plus que l'héritier, lui-même, ne touche.

Commençons la série de nos hypothèses par une suc-

cession de 400.000 francs, actif net, qui doit revenir à un parent collatéral du cinquième degré. La taxe successorale et globale, elle seule, procure au fisc un bénéfice de 59.640 francs. Si nous ajoutons encore les droits de mutation, qui se montent au chiffre de 114.193, nous arrivons à constater que l'héritier touche à peu près la moitié, à savoir 226.167 francs. Et, qui peut soutenir que des successions de 400.000 francs sont rares aujourd'hui ? Le même héritier aura seulement la moitié dans une succession de 1.200.000 francs. Tous les droits de succession se chiffrent, dans ce cas, au total de 591.644, l'héritier n'ayant plus droit qu'à 608.316 francs.

La proportion est encore plus désavantageuse pour notre héritier, s'il est appelé à une succession de 15 millions. Il doit acquitter au fisc une taxe successorale de 4.282.640 francs et des droits de mutation de 5.157.800. Un rapide calcul lui fournira l'occasion de se rendre compte qu'il a trouvé, dans le Trésor, un cohéritier beaucoup plus avantage que lui. En vérité, il ne touche plus réellement que 1.559.550 francs.

Considérons, enfin, un patrimoine, laissé par le défunt, d'une valeur de 52 millions. Eh bien, le cousin issu de germain n'aura pas même droit au tiers de cette fortune. L'Etat s'attribuera 16.552.640 francs, comme taxe globale, et 18.759.300, comme droits de mutation, de sorte que l'héritier, appelé par le Code, ne s'appropriera que le reste de 16.688.050 francs. Les principes sont

sauvés, les parents du cinquième et du sixième degré font toujours partie de la catégorie des héritiers réguliers, mais, hélas ! ils doivent se contenter de ce titre presque fictif.

CHAPITRE IV

Notre conception de la modification à apporter à l'article 755 du Code civil

Nous avons dirigé nos critiques contre l'ancien article 755 du Code civil ; nous nous sommes montrés, ensuite, mécontents de la limitation de la vocation héréditaire au sixième degré, telle qu'elle fut accomplie, le 31 décembre 1917. Nos projectiles destructeurs ont été dispersés tantôt à gauche, tantôt à droite. Le terrain est bien déblayé de l'ancien édifice. Notre guerre terminée, il faut reconstruire. Voilà l'objet du présent chapitre.

SECTION PREMIÈRE. — *La vocation héréditaire en ligne directe*

Nous sommes tentés de nous occuper de la vocation héréditaire des parents en ligne directe, bien que ces développements dépassent les strictes limites de notre sujet. Mais aujourd'hui, plus que jamais, le droit de propriété et son prolongement nécessaire, le droit de

succession, sont soumis à un examen des plus sévères de la part des théoriciens.

Le communisme, le régime bolchevik — pour user de cette expression moderne — ne veut plus reconnaître l'héritage, ce vestige de l'ancienne société, de l'organisation capitaliste, qui a vécu sa vie. Une grande partie des théoriciens, les uns sincères et convaincus de leurs opinions, les autres pris par le courant ou désirant seulement être à la mode (car il y a une mode même en cette matière) n'épargnent pas dans leurs exposés cet appui de l'inégalité sociale : le droit de succession.

Cependant, nous aurons le courage de développer notre opinion. Elle semblera, peut-être, au premier abord le fait d'un esprit arriéré et conservateur. En réalité, nous ne désirons conserver de l'ancienne société que ses bonnes institutions. Nous voulons des réformes qui, passant du domaine des principes dans celui de la pratique ne permettent pas de considérer leurs initiateurs comme de simples utopistes.

Par la suppression de tout droit de succession, la société ne profitera que momentanément de patrimoines qui se trouveront ramassés au jour de la réforme. Mais, après sa réalisation, les conséquences seront tout à fait désastreuses.

L'homme se présente toujours avec le même caractère égoïste. Sa moindre action consciente a pour fondement

le but envisagé. *Cessante causa, cessat effectus*. Enlevez-lui ce but, il n'agira plus de la même façon.

Lorsqu'on commence à travailler, on pense d'abord à ramasser ce qu'il faut pour pouvoir vivre. Plus tard, lorsqu'on arrive à produire plus que la satisfaction de ses propres besoins, on use de toute l'énergie dont on dispose, pour économiser une petite fortune qui procurera une vie plus heureuse à ceux qu'on aime, à ses enfants et à ses autres proches parents, si les descendants font défaut.

Privez un homme du produit de son travail, dites-lui, lorsqu'il se met à l'œuvre, que la société seule a droit à ce qu'il a laborieusement économisé pour les siens. Vous verrez le résultat. La production générale, l'état économique de la société va se heurter à un obstacle qui non seulement empêchera tout progrès, mais qui la fera même reculer de quelques siècles. Si l'on met de côté ce merveilleux stimulant — le droit de propriété et de succession — l'homme se contentera de produire ce que ses besoins journaliers exigent. Il ne s'efforcera plus d'atteindre un état meilleur dont il aurait profité lui-même et dont plus tard, la société se serait trouvée enrichie à son tour.

Ici, une question surgit. Si notre stimulant est indispensable pour que l'homme travaille de son mieux, comment se fait-il que ceux qui n'ont pas d'héritiers, continuent, tout de même, à produire ? La réponse ne nous

embarrasse pas. Ceux-là ont eu, peut-être, des enfants morts avant eux ou ont d'autres proches parents qui les intéressent ou bien, animés de sentiments altruistes, ils ont en vue des œuvres d'utilité publique, ou, encore, ils veulent simplement dépenser tout ce qu'ils gagnent.

Mais, pourquoi les mêmes hommes ne s'intéresseront-ils plus aux œuvres altruistes dans une société nouvelle ? Pour le bon motif que ces œuvres ne peuvent même plus exister. C'est l'Etat ou plutôt la Communauté — parce que le nom d'Etat est en horreur parmi les communistes — qui doit tout organiser. L'initiative privée est morte. Les hommes sont des automates, qui doivent travailler, s'amuser et se reposer un nombre égal d'heures. Ce sont les fameuses « trois huit heures ». Ils seront heureux, dit-on !

La faiblesse de ces théories réside dans leur point de départ. On ne connaît pas le caractère humain ou on ne veut pas le connaître. L'espèce humaine est considérée comme une pâte susceptible de prendre toutes les formes qu'on désire lui donner. Si l'on change l'éducation des gens, si on les habitue petit à petit à des principes de parfaite égalité, à un travail continu et d'une durée déterminée, si on leur apprend à satisfaire seulement leurs besoins indispensables et à écarter toute dépense inutile et de luxe, la propriété et, son corollaire nécessaire, le droit de succession ne constitueront plus le stimulant si

nécessaire à la production. Et ces théoriciens s'imaginent que le caractère humain ne restera plus le même.

Admettons que cette transformation soit possible. Les partisans de ces idées ne croient-ils pas qu'ils doivent commencer par faire l'éducation et passer, seulement ensuite, à la réforme de la société ? De cette façon, ils verront si leurs principes réussissent dans la pratique et après coup, l'éducation étant faite, ils seront certains que tout le monde s'empressera d'y adhérer.

Nous croyons, cependant, que cette hypothèse restera toujours dans la sphère des hypothèses. Quel homme, lorsqu'il ne possède rien, n'incline pour le communisme ; quel homme, lorsqu'il est jeune et au début de sa vie, ne commence par être socialiste ? Mais, supposez qu'un pauvre diable, sans le sou, réussisse à ramasser une fortune. Osez seulement lui exposer les mêmes principes qu'il embrassait avec plaisir autrefois et voyez l'accueil dont vous serez honoré. Nombreux sont ces parlementaires qui ont commencé, dans leur jeunesse, d'étaler avec fierté leurs respectables personnes sur les bancs de l'extrême-gauche, pour finir par applaudir avec frénésie les discours d'un brave bourgeois.

Il ne faut, pourtant, pas se contenter de la société actuelle avec ses vices et ses défauts. Au contraire, il faut frapper tout ce qui est pourri et garder seulement les institutions, dont le temps a prouvé l'utilité.

Ecartez le machiavélisme politique, frappez sans pitié

les fainéants, emprisonnez les voleurs et les parasites, mais respectez le travail avec toutes ses conséquences, laissez le travail libre. Ne transformez pas l'homme en une simple machine automatique, cependant toujours animée. Ne faites pas de la pléiade des travailleurs, intellectuels ou manuels, des bataillons de mannequins, des troupes disciplinées, où toute individualité sombrerait. Tout le charme de la vie disparaîtrait aussi.

Que ces deux institutions : le droit de propriété et le droit des enfants à succéder aux biens laissés par leurs parents, soient considérées comme sacrées. N'y touchez pas, vous n'en profiterez point, au contraire !

Il y a d'ailleurs quelques griefs allégués contre l'héritage et qui, à première vue, paraissent très fondés. Certains hommes, grâce au droit de succession, naissent riches et par conséquent — dit-on — peuvent se dispenser de travailler. Voilà le nid de l'inégalité sociale.

Tâchons de présenter les choses sous leur vrai jour. Les successions, d'après leur valeur nette, peuvent être groupées en trois classes. La première comprend des successions dont l'actif varie entre 1 franc et 100.000 francs. S'il n'y avait que ces petits héritages, les socialistes, eux-mêmes, fermeraient les yeux. Or, si nous voulons appeler en témoignage des statistiques, qui classent les successions d'après l'importance de leur actif net, nous arrivons aux résultats suivants. En 1905, sur un total de 385.019 successions déclarées, il y a eu 377.419 apparte-

nant à notre classe ; en 1910, il y en a eu 352.140 sur 359.836 ; et enfin, en 1913, la proportion se maintient à 352.420 pour le total de 360.539. Ces chiffres si éloquents nous dispensent de tout commentaire.

La deuxième classe comprend les successions de 100.000 francs à un million et la troisième réunit les autres valeurs successorales, qui dépassent un million. Les mêmes tableaux statistiques nous indiquent, en 1905, 7.073 successions de la deuxième classe et 527 de la troisième ; en 1910, le rapport monte respectivement à 7.132 et 564 ; et, en 1913, à 7.571 et 548. Ce sont ces deux dernières hérédités qui font l'objet des griefs du parti de gauche.

Ces successions, peu nombreuses, trouvent-elles même un fondement très solide, puisé dans l'utilité de la société. Nombreuses sont les professions qui demandent de longues années d'études et, par là même, une réserve pécuniaire assez respectable. Il y a tout de même — vaut-on nous dire — des jeunes gens privés de toute fortune, qui embrassent ces professions libérales. C'est vrai. Mais les ressources leur sont procurées par des bourses et diverses œuvres, créations des Mécènes de nos jours. La société communiste, qui opère avec le niveau à la main, arrêtera tout progrès dans ces branches d'occupation. Une instruction rapide et superficielle, forcément, remplacera nos longues études. A Moscou, la faculté de médecine a aujourd'hui pour doyen le portier d'antan. Une

promotion de médecins capables va soigner la Sainte Russie !

Les mêmes successions, dépassant 100.000 francs, permettront à d'autres héritiers de se donner aux recherches désintéressées ou de se consacrer aux carrières artistiques.

Il y aura aussi, sans doute, des enfants qui se borneront à dépenser prodigieusement le riche patrimoine, que le travail de leurs parents leur a procuré. Mais ces fortunes vont être vite dissipées et les héritiers oisifs seront les premiers à subir le châtement.

Supposons enfin que ces descendants, sans être prodigues, renoncent à tout travail et se contentent de vivre des rentes procurées par leur héritage. Même dans ce cas, après quelques générations, le patrimoine hérité n'existera plus. Nombreux et variés sont les risques qui menacent les fortunes acquises. Pensez seulement aux impôts multipliés chaque année, aux expropriations radicales qui ont lieu, aujourd'hui, dans les divers pays. Sans le travail, une fortune, si princière soit-elle, ne peut se maintenir.

SECTION II. — *La vocation héréditaire des parents collatéraux*

Nous avons trop largement développé la question de la vocation héréditaire des parents en ligne collatérale, pour que nous puissions nous dispenser d'y insister de

nouveau. La famille d'aujourd'hui, à notre point de vue, s'arrête au quatrième degré. La famille, considérée comme un puissant stimulant au travail et à l'épargne, ne peut pas comprendre que les proches parents, les enfants, les père et mère, les frères et les sœurs, les oncles et les tantes et, tout au plus, les cousins germains. Ceux qui se trouvent à un degré de parenté plus éloigné, appartiennent à la grande famille qui s'appelle la société.

En ce moment même, nous nous rappelons une interruption provoquée à la Chambre, lors du vote des impôts en 1920 : « Nous sommes ici un certain nombre qui considérons les liens de famille beaucoup plus étendus. » Oui, monsieur le député, il y a de tels cas exceptionnels, mais n'oubliez pas, vous surtout, qu'un législateur dispose pour la majorité, que jamais, absolument jamais, une loi ne trouvera une application unanime, qu'elle ne pourra contenter tout le monde. D'ailleurs, dans notre cas, la minorité n'a pas à souffrir des suites de cette modification. Si, dans une famille, les rapports de parenté sont plus étendus que le nouvel article 755 n'en prévoit, alors, la personne, qui se croit à la veille de passer dans « l'au-delà », n'a qu'à prendre une feuille de papier et un stylographe. Le droit de tester est intégralement respecté.

La question, qui nous occupe principalement et dont l'exposition remplira les pages suivantes, est : l'utilisa-

tion des bénéfices retirés de ces successions en déshérence. Nous avons déjà dit que nous n'admettons pas comme héritier l'Etat, prodigue, mauvais administrateur et soumis à toutes les fluctuations politiques. Si nous enlevons à l'Etat cette maigre ressource fiscale, il ne perdra pas grand'chose. Dans un budget de 50 milliards, un million passe inaperçu.

Nous désirons faire de ces valeurs successorales un domaine à part, destiné à diverses œuvres d'utilité publique, suivant qu'il s'agit de biens immeubles ou de biens meubles. Une première conséquence heureuse de la réforme, envisagée de cette manière, sera la réduction notable des testaments, tandis que le fisc-héritier produit un résultat tout à fait opposé. On peut se rendre facilement compte de la cause de cette différence. Si la curiosité nous poussait à examiner quelques dispositions testamentaires, nous verrions que, dans la plupart des cas, le *de cujus* institue pour héritier les diverses œuvres de bienfaisance, que ce sont surtout les sentiments généreux qui dominent. Or, si la loi prévient les inclinations du défunt, il ne se donnera plus la peine de répéter par écrit les dispositions déjà prévues dans les articles du Code. En conséquence, les calculs que la réforme fiscale de 1917 nous a suggérés, ne sont plus exacts.

Pour que pleine confiance soit faite à nos affirmations, nous sommes obligés de faire retourner le lecteur sur l'aride terrain de la statistique. Le *Bulletin de statistique*

et de législation comparée de 1918 (vol. 83) consacre une vingtaine de pages à de très intéressants tableaux statistiques en matière successorale. C'est là que nous nous sommes fait la conviction que le total des valeurs successorales, déclarées chaque année, se divise, par parties presque égales, en biens meubles et en biens immeubles.

Nous voulons raisonner dans nos développements statistiques sur un exemple qui nous est déjà connu, sur les successions dévolues en 1913 aux parents collatéraux au-delà du quatrième degré. Ces successions, testamentaires et *ab-intestat*, étaient évaluées ensemble à 96 millions de francs. On y considérerait comme héritage *ab-intestat* seulement le tiers, c'est-à-dire 32 millions, le reste de 64 millions étant attribué à des héritiers institués par testament. Vu le but poursuivi par notre réforme, nous croyons que les données vont être renversées : il y aura 32 millions de succession testamentaire et les autres 64 millions seront dévolus conformément aux dispositions légales. Une sage prudence nous persuade d'indiquer que nous considérons la valeur d'avant la guerre, soit pour l'évaluation séparément des biens, soit pour l'évaluation des successions en entier. Aujourd'hui, toutes ces appréciations sont bouleversées.

Il y aurait donc, en 1913, 64 millions de francs de successions dévolues *ab-intestat* aux collatéraux au-delà du quatrième degré. Cette somme, comme nous l'avons dit plus haut, se compose, par parties presque égales :

1° de 32 millions de valeurs mobilières et 2° de 32 millions de biens immeubles. Ces derniers se divisent, toujours approximativement : en propriétés non-bâties, dans la proportion de deux tiers, c'est-à-dire 21 millions, et en constructions dans la proportion d'un tiers, 11 millions.

Nous avons fait cette triple distinction parce que l'affectation, que nous voulons donner aux successions en déshérence, varie suivant la nature des biens.

Avant d'aborder la question de l'affectation de ces biens, il faut se demander : entre les mains de quel organe administratif tomberont les successions enlevées par la loi aux parents collatéraux? C'est une question, il faut l'avouer, assez délicate. Si on en charge l'Etat ou, pour préciser, son personnel administratif, nous rencontrons justement les obstacles que nous désirons tant éviter. Si l'on veut faire du conseil municipal l'arbitre distributeur des héritages, on ajoute au désavantage des influences politiques, celui des relations locales d'amitié ou de parenté. Nous pensons, ainsi que l'avait fait M. Bigallet, dans sa thèse sur les successions collatérales, que la meilleure solution serait d'instituer un comité central, composé de spécialistes dans les questions sociales. Cette composition écartera les soupçons de partialité dans la distribution des biens.

Ce comité constituera un organe de contrôle, qui se prononcera en dernière instance, par rapport aux con-

seils municipaux dont on ne peut pas se priver. Les conseils municipaux seront chargés de dresser, chaque année, une liste avec les personnes pauvres de la localité. Ils choisiront de préférence les pauvres chargés de famille nombreuse. Cette liste pourra être réformée par le comité central, si des manœuvres malhonnêtes ont présidé à sa composition.

Les immeubles non-bâtis seront divisés en lots de cinq hectares. Ces lots seront attribués en pleine propriété, par le Comité central, à ceux qui figurent sur la liste dressée par le conseil municipal de la localité où les immeubles sont situés. Cependant, pour que le nouveau propriétaire ne se persuade pas qu'un simple jeu de loterie lui a attribué cette petite propriété, il sera obligé de payer, pendant 25 années, une annuité de 4 0/0 de la valeur du bien concédé. Une autre condition lui sera enfin imposée : l'occupation et l'exploitation par l'acquéreur lui-même.

L'attribution en pleine prospérité, d'une part, et l'obligation de payer une petite annuité, d'autre part, pousseront le bénéficiaire de cette réforme à se donner toute la peine nécessaire pour que son bien produise le plus possible, dans les meilleures conditions. L'Etat, à son tour, supportera une perte seulement momentanée, par le fait qu'il est privé des impôts successoraux les plus élevés, car à la longue il touchera presque tout ce qu'il

avait avancé. En vérité, il ne fait que des avances, sans demander aucun intérêt.

Les constructions, regardées de notre point de vue, se divisent en deux catégories différentes : les maisons d'habitation et les fabriques, usines, mines, etc. Les premières, si elles peuvent être divisées en plusieurs logements, sont attribuées, comme les propriétés terriennes, aux habitants pauvres de la localité où ces constructions sont sises.

La deuxième catégorie d'immeubles bâtis, composée de fabriques, usines, exploitations minières ou fonds de commerce, se présentera peu souvent dans la pratique. Toutes ces propriétés appartiennent à des personnes qui, si elles n'ont pas des parents en ligne directe ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré, n'oublieront pas d'exprimer leur volonté par testament. Admettons, pourtant, qu'une telle succession soit en déshérence. Alors, le Comité central, après avoir fait faire une enquête par un membre délégué et après avoir consulté les ouvriers intéressés, décidera si cet immeuble doit être vendu aux enchères ou transformé en société coopérative de production.

Les valeurs mobilières, composées de sommes héritées en espèce, de créances à recouvrer, de valeurs d'Etat, etc., seront déposées à la Caisse de dépôts et consignations, au nom du Comité central. Celui-ci, après avoir pris l'avis du conseil municipal et les indications du Gouver-

nement, affectera ces successions à la création ou à la subvention des œuvres d'utilité publique, nécessaires dans la localité ou le département (si la localité n'en a pas besoin) du domicile du défunt. Grâce à cette disposition, l'Etat pourra dégrever le budget d'une partie des dépenses, qui était destinée aux œuvres, dotées à présent par le Comité central.

Le profit qu'en retire la société sera double. D'une part, les villes ou les départements seront doués de ce dont ils avaient besoin et, ensuite, une répercussion aura lieu quant à la diminution des impôts. Ce dernier résultat n'aura des conséquences sensibles que si l'on envisage un budget d'avant la guerre ou le budget qui va venir après la liquidation des dettes, contractées pendant et à cause de la guerre.

Si nous envisageons, dans son ensemble, l'affectation que nous avons donnée aux successions enlevées aux parents collatéraux au-delà du quatrième degré, nous pouvons affirmer que : d'abord et spécialement, deux classes de citoyens — la classe des ouvriers et celle des salariés agricoles — en retireront un avantage, appréciable pour elles, et, ensuite, l'Etat ne perdra rien par le fait qu'il a été privé, pour un instant, de droits de succession qu'il aurait touchés.

L'exposition, faite jusqu'ici, nous permet — pensons-nous — de proposer que le premier paragraphe de l'article 755 du Code civil soit rédigé ainsi : « Les parents

collatéraux au-delà du quatrième degré ne succèdent pas ; une loi spéciale disposera de successions ainsi restées en déshérence. »

L'exception, qui se trouve établie dans ce premier paragraphe, doit être effacée. Les cas d'application sont très rares, même si la limite de la successibilité est fixée au quatrième degré au lieu du sixième. Le droit de tester, étant maintenu, pourra intervenir dans les cas visés par cette exception.

Le deuxième paragraphe, qui se rapporte aux personnes incapables de tester, doit être respecté, du moment que le droit de faire le testament n'a pas été touché. Seulement, il exige une rédaction plus claire et, en même temps, la modification d'un autre article du code, auquel il se trouve étroitement lié.

Notre réforme, accomplie dans les conditions indiquées, aura pour résultat d'abroger tacitement les articles du Code civil, se rapportant au droit de succession de l'Etat, si le législateur ne veut pas se donner cette peine.

SECTION III. — *Le droit de succession du conjoint survivant*

Tous les développements et les calculs faits jusqu'à présent ne correspondraient pas à la réalité, si nous nous arrêtons, quant à la réforme de l'article 755, seulement

à la limitation de la vocation héréditaire au quatrième degré et à la nouvelle affectation donnée aux successions en déshérence. Une surprise, provoquée par l'étude incomplète et peu approfondie de la question, surviendrait à notre grande désillusion. L'article 767 du Code civil, dans son premier paragraphe, appelle à la succession d'une personne morte, sans aucun héritier régulier, d'abord le conjoint survivant et, seulement à son défaut, l'Etat. Or, si, avant 1917, ce paragraphe avait peu de chances de trouver une application, la situation a bien changé depuis que le dernier parent successible s'arrête au sixième degré et elle changerait encore plus, si notre réforme était adoptée.

Un bref aperçu historique de la successibilité du conjoint survivant nous paraît intéressant. Nous distinguons la situation de l'époux survivant, avant la loi du 9 mars 1891 et après cette loi.

Le législateur de 1804 a été très injuste, même cruel, en ce qui concerne le droit de succession des époux entre eux. L'ancien article 767 décidait que le conjoint non divorcé et survivant aura droit à la succession de son époux prédécédé, si ce dernier « ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels. »

Les auteurs du Code civil avaient une conception assez singulière de la famille et des rapports de ses membres. Les enfants étaient considérés à juste titre comme les héritiers préférés de leur père et de leur mère. Mais les

époux, entre eux, étaient presque des étrangers, en ce qui concerne la vocation successorale, quoique, en réalité, le fondement de la famille se trouve dans la plus complète union de l'homme et de la femme. Pourquoi, alors, ces deux personnes, si intimes en fait, sont-elles considérées par la loi comme des parents du treizième degré ? L'explication nous est fournie par la tradition historique. Le principe de la conservation des biens dans la famille avait des racines si profondes, que même le puissant courant révolutionnaire de 1789 n'a pas réussi à l'anéantir.

Cette situation était non seulement injuste, mais, en même temps, illogique. Elle ne pouvait pas durer. A partir de 1849, le Parlement tâche d'y introduire une réforme équitable. Après des tâtonnements, qui se sont prolongés plus de quarante ans, une loi a été, enfin, voté le 9 mars 1891. Le nouvel article 767 a une ampleur peu connue par les autres articles du Code civil.

Si le défunt n'a pas laissé d'autres héritiers que des parents au-delà du sixième degré, le conjoint survivant non divorcé et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée, aura droit à toute la succession en pleine propriété. Si, au contraire, il y a des héritiers plus proches que les collatéraux au-delà du sixième degré, la vocation héréditaire du conjoint survivant se réduit à un droit d'usufruit. Il aura droit à un quart en usufruit, si le défunt laisse un

ou plusieurs enfants issus du mariage ; il aura droit à une part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un précédent mariage ; à la moitié dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers.

Malheureusement, ce droit du conjoint survivant, soit en pleine propriété, soit en usufruit, n'est pas garanti par une réserve (art. 767, alinéa 7). Si le mari prédécédé a disposé de ses biens par acte entre vifs, ou par testament, alors son conjoint survivant, pour pouvoir échapper à la plus complète misère — supposons qu'il n'a aucune fortune propre — fera usage de la disposition d'un autre article (l'article 205 du Code civil), lui-même modifié par la loi du 9 mars 1891. Cette heureuse, mais insuffisante mesure, empêchera qu'une veuve, qui aurait partagé les bons et les mauvais jours avec un mari très riche, ne soit obligé de recourir à la mendicité. Le nouveau code allemand de 1876 et le code civil italien ont été plus équitables, en consacrant dans la personne du conjoint un nouvel héritier réservataire.

Pour que l'article 755, dans la rédaction indiquée par nous, puisse donner des résultats pratiques — persuadés du fondement de la vocation héréditaire entre époux — nous sommes d'avis que l'article 767, modifié en 1891, doit supporter une double amélioration.

Le législateur, lorsqu'il appelle un époux à la succession de son conjoint prédécédé, désire que le survivant,

outre la douleur d'ordre moral, ne subisse aucun changement de situation matérielle. Il ne pense pas du tout aux parents du conjoint survivant qui, un jour, seront appelés à une succession qui leur est tout-à-fait étrangère. Justement, parce que ces parents ont un droit éventuel à un patrimoine inespéré, les législateurs de 1804 et de 1891 n'ont appelé le survivant des conjoints qu'après les parents légitimes les plus éloignés.

Nous croyons qu'aucune gêne matérielle ne serait portée à l'époux survivant, si on limitait son droit successoral à l'usufruit de tous les biens laissés par le mari mort, sans avoir aucun parent jusqu'au quatrième degré en ligne collatérale. A la mort du survivant, ces biens devraient revenir à l'Etat, plutôt qu'à des héritiers qui n'ont aucun titre pour les recueillir. Le premier paragraphe de l'article 767 devrait être modifié et complété ainsi qu'il suit : « Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en usufruit au conjoint non-divorcé qui lui survit et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée. Après la mort de ce dernier, la pleine propriété revient à l'Etat, conformément à l'article 755 du Code civil. »

Une autre modification nous paraît juste et serait, par conséquent, bien-venue. Elle est exigée par le septième alinéa du même article. Elle n'a aucun rapport avec

notre projet. L'analyse complète de l'article 767, elle seule, nous pousse à en dire quelques mots.

L'époux survivant, un des plus proches parents du défunt, plus proche peut-être que ses enfants (nos pensées se rapportent à un ménage uni), mérite d'être élevé au rang d'héritier réservataire. Cette mesure nous dispenserait d'assister à la misère d'un conjoint, provoquée par la négligence ou la mauvaise volonté de celui avec lequel il avait vécu de longues années.

En présence des enfants issus du mariage ou nés d'un précédent mariage, la réserve ou usufruit devrait être égale au quart ou à la part de l'enfant le moins prenant. Si, au contraire, les cohéritiers en pleine propriété sont les autres parents ou l'Etat, la réserve montera à la moitié en usufruit de toute la succession.

SECTION IV. — *Les cas exceptionnels où les parents succèdent jusqu'au douzième degré*

A l'occasion du vote définitif de la limitation de la vocation héréditaire des collatéraux au sixième degré, le Sénat a fait admettre l'addition d'un deuxième paragraphe à l'article 755. Cet alinéa devait établir une exception très logique. Le droit de tester était intégralement respecté, pour que le défunt puisse laisser ses biens à un parent, éloigné par la nouvelle disposition de 1917, si les liens de sa famille étaient plus étendus. Or, telle étant

l'intention du législateur, on ne pouvait pas priver une personne, en même temps, et du droit d'exprimer sa volonté par testament et de la disparition de l'ancien article 755.

Voilà ce que nous dit cet alinéa, dont la rédaction n'est d'ailleurs pas très claire : « Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré, lorsque le défunt n'était pas capable de tester et n'était pas frappé d'interdiction légale ».

Les personnes, déclarées par le Code civil incapables de disposer par testament, sont les suivantes : les mineurs, les interdits judiciaires, les condamnés à des peines afflictives perpétuelles et, d'après certaines opinions, les interdits légaux.

Les aliénés, pourvus d'un tuteur par le Tribunal, sont présumés n'avoir plus de moments lucides, tant que le jugement d'interdiction n'est pas écarté. Ils sont représentés en justice et dans les actes juridiques par leur tuteur. Le testament, cependant, fait partie de la catégorie des actes dans lesquels la représentation de l'incapable par son tuteur est impossible. Alors, on comprend très bien qu'on maintienne l'ancienne vocation héréditaire jusqu'au douzième degré.

La situation aurait été vite et facilement réglée, s'il n'y avait comme incapables que les aliénés interdits. Le législateur de 1804, par la manière dont il a rédigé l'article 901 du Code civil, a procuré l'occasion aux juristes

d'en tirer une exception à l'article 504, qui ne permet pas « qu'après la mort d'un individu, les actes par lui foits soient attaqués pour cause de démence. » Si une personne est morte après une longue maladie, ses parents tâcheront de prouver qu'elle n'était pas « saine d'esprit » et que, par conséquent, l'alinéa 2 de l'article 755 y trouve son application. L'autre intéressé, l'Etat, voudra faire la preuve contraire, pour s'emparer de la succession. D'où, des procès. Pourtant, l'exception doit être conservée.

Sont interdits légalement tous les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante. Un tuteur leur est donné, pendant la durée de leur peine. Ils ne doivent pas, cependant, être assimilés aux interdits judiciaires, quant au droit de tester, parce qu'ils ne sont pas privés de la raison. La Cour de cassation déclare valable le testament fait par ces condamnés. Quant à la vocation héréditaire de leurs parents, les interdits légaux ne tombent pas dans le domaine d'application du deuxième alinéa.

Outre la catégorie des interdits légaux, considérés comme capables de tester, il y en a encore d'autres condamnés qui autrefois étaient frappés de mort civile. La loi du 31 mai 1854, qui a aboli la mort civile, dispose par son article 3 que « les condamnés à une peine afflictive perpétuelle ne peut disposer de ses biens, en tout ou en partie, soit par donation entre vifs, soit par testament ».

La privation du droit de tester est une peine accessoire, dont l'utilité est douteuse. Il nous paraît que les auteurs de la loi du 31 décembre 1917 comprennent ces condamnés sous la dénomination générale « d'interdits légaux ». Par conséquent, ils ne sont pas visés par le dernier paragraphe de l'article 755.

L'ancien régime successoral continue de s'appliquer aux mineurs, qui sont incapables de tester pour le tout, s'ils n'ont pas 16 ans, et seulement partiellement, s'ils ont dépassé cet âge. M. Sibille, dans son discours fait à la Chambre des Députés, en 1920, y trouve « un nid à procès ».

Quel régime appliquera-t-on, si un jeune homme, âgé de plus de 16 ans et de moins de 21 ans, meurt *ab-intestato* ? Les parents soutiendront qu'il était incapable ; ils vont conclure à la vocation héréditaire jusqu'au douzième degré. Le fisc, au contraire, embrassera l'opinion opposée, qui lui est favorable. Nous croyons que ce nid à procès peut facilement disparaître, si l'on modifie le premier paragraphe de l'article 904 ainsi : « Le mineur parvenu à l'âge de seize ans ne pourra disposer que par testament. »

Nous ne voyons aucun inconvénient à ce changement, du moment que notre mineur peut disposer partiellement de ses biens. Les lois étrangères, le code civil allemand et le code civil suisse par exemple, reconnaissent au mineur qui a atteint un âge déterminé, le droit de

tester, comme s'il était majeur. Le législateur français, lui-même, a procédé de la même manière, le 28 octobre 1916. Il a ajouté deux nouveaux alinéas à l'article 904. Cette petite réforme ne regarde qu'un mineur âgé de plus de seize ans et « appelé sous les drapeaux pour une campagne de guerre ». La réforme, que nous proposons, n'est pas alors si difficile à accomplir. Elle abrogera, dans ce cas, les paragraphes ajoutés en 1916.

La rédaction matérielle du deuxième paragraphe de l'article 755 est peu claire, si l'on veut conserver les mêmes termes. Nous désirons rédiger ce paragraphe ainsi : « Toutefois, les parents collatéraux succèdent jusqu'au douzième degré, lorsque le défunt n'était pas capable de tester, à moins que son incapacité ne résulte de l'interdiction légale. »

CHAPITRE V

La Vocation héréditaire et sa limite dans les législations étrangères

Un coup d'œil jeté sur le régime successoral, tel qu'il existe dans les diverses législations étrangères, nous paraît intéressant et, en même temps, utile. Il y a eu de nouveaux codes civils, qui sont entrés en vigueur au commencement du vingtième siècle. Comme les codes sont les plus fidèles témoins de la civilisation à l'époque de leur adoption, nous pourrons, grâce à cette étude comparée, nous rendre compte de l'évolution des principes, accomplie de 1804 à 1900, en matière de vocation héréditaire. D'autre part, la tendance actuelle dans le droit international privé est de résoudre les conflits qui surgissent à la mort d'une personne dans un pays étranger, par les propres lois du *de cujus*. Il est vrai, cependant, que la théorie de la personnalité des lois n'est pas embrassée par les instances judiciaires de tous les pays.

Les lois de divers pays étrangers se groupent, sans difficulté, en ce qui concerne la vocation héréditaire, en trois classes : 1° les pays du régime des parentèles ; 2° les pays du régime des ordres successoraux et 3° les pays anglo-américains.

SECTION PREMIÈRE. — *Les pays du régime des parentèles*

Ce sont presque seulement les pays d'origine germanique qui appellent, à la succession d'une personne décédée, les héritiers d'après leurs parentèles. Ce régime existe en Allemagne, Suisse, Autriche, Suède, Norvège, Danemark et Serbie.

Allemagne. — Le Code civil allemand, terminé en 1896 et mis en application en 1900, est le résultat d'une longue et sérieuse préparation. Ses rédacteurs ont eu à choisir, quant à la vocation héréditaire, entre deux systèmes : le système romain des ordres successoraux et le système autrichien des parentèles. Ils se sont décidés pour le dernier qui est plus scientifique, parce qu'il suit, dans la dévolution des biens, à peu près exactement l'arbre généalogique.

Le premier ordre comprend les enfants et les descendants du défunt. Sont héritiers de la deuxième parentèle les père et mère du défunt et leurs descendants. Si seulement un des père et mère est mort, une moitié appartient à leurs descendants. S'il n'a pas des descendants,

le père ou la mère survivant, seul, hérite. Les héritiers appelés en troisième ordre sont les aïeux du défunt et et leurs descendants ; en quatrième ordre sont appelés les bisaïeux et leurs descendants. Sont, enfin, héritiers du cinquième ordre ou des ordres suivants, les parents plus éloignés du défunt et leurs descendants.

L'Etat n'est considéré comme héritier, d'après l'article 1.936 du Code civil allemand, que « si, à l'époque de la dévolution, il n'existe ni parents ni conjoint survivant ». Le successeur n'est pas le fisc impérial, mais le fisc de l'Etat confédéré auquel le défunt appartenait au moment de son décès.

On peut être étonné de trouver une successibilité si étendue dans un des codes les plus modernes européens, dont les auteurs étaient, sans doute, bien au courant des nouvelles idées sur la vocation héréditaire des collatéraux. Mais les travaux préparatoires nous prouvent que la deuxième commission avait présenté un projet, qui déniait le droit de succession à tous les parents compris dans une parentèle au-delà de la quatrième.

Cette modification n'a reçu, cependant, l'approbation ni de la Commission préparatoire du premier projet, ni de la Commission du Reichstag. Elle fut, à la fin, écartée pour deux motifs : 1° Si les liens de famille s'étaient relâchés, le législateur devait réagir. Le meilleur moyen n'était pas de reconnaître la famille telle qu'elle était devenue sous l'influence des mœurs modernes, mais, au

contraire, il fallait renforcer le lien de famille par le maintien de la successibilité de tous les parents du défunt ; 2° le deuxième motif fut suggéré au Reichstag par son hostilité contre les idées socialistes, qui attaquaient le principe même de l'hérédité.

Les besoins du fisc ont remis en discussion, en 1908, la question de la réduction de la successibilité. A cette date, le gouvernement allemand, pour équilibrer le budget, se vit obligé de créer de nouvelles ressources fiscales. Il proposa, alors, d'arrêter la vocation héréditaire aux héritiers de trois premières parentèles. Par cette réforme, le projet escomptait une recette annuelle de 26 millions de marks. Mais la Commission des finances du Reichstag, avant même de s'occuper des impôts eux-mêmes, rejeta, presque à l'unanimité, la disposition projetée.

Le législateur allemand, bien que conservateur relativement aux successions, s'est montré pour le conjoint survivant plus humain que les auteurs du Code civil français. Il lui a reconnu des droits beaucoup plus étendus. En présence de parents du premier ordre, l'époux survivant a droit à un quart en pleine propriété ; en présence de ceux du second ordre et d'aïeux, son droit s'élève à la moitié. Enfin, il a droit au patrimoine entier de son conjoint prédécédé, s'il n'y a ni parents de la première ou deuxième parentèle, ni d'aïeux.

Suisse. — Le Code civil le plus récent (car il n'est entré

en vigueur qu'en 1910) appartient à la République helvétique. L'objet de notre ouvrage rend indispensable la connaissance de la législation antérieure à 1910, ainsi que des phases préparatoires du Code.

Nous rencontrons en Suisse, antérieurement à l'unité réalisée par le Code de 1910, la même diversité législative qui existait en France, avant 1804. La vocation héréditaire variait suivant qu'on se trouvait dans les cantons d'origine latine ou dans ceux de race allemande. Les deux systèmes des parentèles et des ordres d'héritiers coexistaient donc.

Les cantons, qui avaient adopté le régime du Code français, ne présentent pas, cependant, une parfaite identité avec le Code Napoléon, en ce qui concerne le dernier parent successible. La vocation héréditaire, fixée jusqu'au douzième degré par l'article 755 du Code civil français, était édictée identiquement seulement par les trois cantons de Fribourg, Thurgovie et Neuchâtel. Les autres avaient inscrit dans leurs lois une limite très variable. Tantôt les derniers parents successibles s'arrêtaient au dixième degré, comme dans les cantons de Saint-Gall, de Tessin et de Vaud ; tantôt au huitième, comme à Genève et au Valais. Le canton de Bâle-Ville était encore plus restrictif : il écartait tout parent collatéral au-delà du cinquième degré.

Les cantons, où avait prévalu le système des parentèles, présentaient la même diversité. Il y avait des can-

tons, où aucune limite n'était fixée à la successibilité des parents du défunt. Il y en avait, au contraire, d'autres qui appelaient l'Etat à la succession du *de cujus*, lorsqu'il n'avait pas laissé d'héritiers appartenant aux trois premières parentèles, comme en Soleure. Zurich et Bâle-Campagne considéraient comme héritiers légitimes même les arrière-grands-parents, à l'exclusion de leurs descendants.

La majorité des cantons ne donnait aucune affectation spéciale aux successions en déshérence. Lucerne, Genève et Schaffhouse décidaient pourtant que leur profit irait aux hôpitaux, à la caisse des écoles de la commune du domicile ou à un fonds cantonal spécial pour les pauvres.

L'uniformité devait remplacer cette mosaïque législative, grâce au nouveau Code civil. Le premier avant-projet de 1895 fut l'œuvre complète du professeur suisse, M. Huber. L'article 401 distinguait trois classes d'héritiers légitimes : les parents, le conjoint survivant et l'Etat. La vocation héréditaire des parents devait s'arrêter à la troisième parentèle. Si l'Etat se trouvait en présence des descendants ou du conjoint, il n'avait aucun droit. S'il avait pour cohéritiers les parents du défunt de la deuxième parentèle, son droit était fixé à un dixième de la succession. Il s'élevait à un quart, dans le cas où le défunt laissait des grands-parents ou leurs des-

cendants. L'Etat héritait tout, faute d'héritiers de trois premières parentèles et de conjoint.

Le bénéficiaire de ces successions était le canton du dernier domicile du défunt. Ce canton était tenu de consacrer ces biens à l'assistance, à l'enseignement et à l'hygiène publique.

Le projet de M. Huber fut vivement critiqué pour plusieurs motifs : 1° il présentait un caractère socialiste ; 2° l'ordre constitutionnel n'était pas respecté ; 3° l'œuvre d'unification du droit privé aurait pu échouer si l'on avait maintenu cet avant-projet.

L'année 1900 vit un nouvel avant-projet, qui limitait toujours la vocation héréditaire à la troisième parentèle, mais il n'accordait plus à l'Etat un droit de succession, en présence des parents de la deuxième ou de la troisième parentèle. Le bénéficiaire est le canton du dernier domicile du défunt ou la commune désignée par la législation cantonale. Ni l'un ni l'autre ne sont plus, cependant, obligés de consacrer à l'assistance, à l'enseignement ou à l'hygiène publique, les biens hérités.

Autriche. — Le Code civil autrichien, mis en application, le 1^{er} juin 1811, a embrassé le système des parentèles. Les parents les plus éloignés sont préférés à l'Etat. Seulement dans le cas où il n'y a d'héritiers ni légitimes, ni testamentaires, ni contractuels, le fisc s'empare de la succession.

Le régime des parentèles admet, dans ce pays si ca-

tholique, une dérogation pour les ecclésiastiques. Lorsqu'un prêtre, attaché à une église d'une façon permanente, meurt, un tiers de sa succession appartient à la dite église, un second tiers aux pauvres et le troisième à la famille.

Pays Scandinaves. — Dans ces pays du nord, on trouve les plus anciennes lois civiles. Le roi Christian V avait doté le Danemark avec un recueil de lois, le 15 avril 1683, et la Norvège, quatre ans plus tard, le 15 avril 1687. Le code suédois fut promulgué par le roi Frédéric I^{er}, en 1736.

Le régime successoral, qui y fut adopté, est celui des parentèles. Aucune différence n'existe dans ces trois Etats, en ce qui concerne les deux premières classes d'héritiers. A partir de la troisième parentèle, il faut distinguer. Le Danemark et la Norvège sont restés fidèles aux parentèles, tandis que la Suède, par une loi de 1845, a combiné les deux systèmes successoraux.

Aucune limite n'est apportée à la successibilité des parents. Faute de parents, l'Etat hérite.

Serbie. — Le législateur serbe a imité, en 1844, en grande partie, les principes posés dans le Code civil autrichien. Par conséquent, le système des parentèles y a triomphé. Cependant, une particularité remarquable s'y trouve, par le fait que dans l'ordre des descendants, les filles sont exclues au profit des fils, et dans les autres ordres le sexe masculin a partout la priorité. A quelle

cause doit-on cette innovation serbe ? Il faut écarter, sans doute, un motif analogue au privilège de masculinité, si cher à l'Angleterre. Nous croyons trouver la vraie cause dans la supériorité qu'on accorde, chez les peuples guerriers, aux hommes vis-à-vis des femmes.

Les ordres d'héritiers sont au nombre de six. Les premiers appelés à la succession sont les descendants, ou plutôt les fils et les petits-fils, si les fils sont prédécédés. La fille a le droit, dans les villages, de demander à ses frères l'argent nécessaire pour son entretien. Si elle se marie, les frères ne sont plus tenus que de lui fournir le trousseau. Les jeunes filles, habitant les villes, sont mieux protégées, lorsqu'elles se marient. Les frères doivent leur constituer une dot, proportionnée à la succession qu'ils ont touchée.

Au deuxième ordre appartiennent les ascendants privilégiés et les collatéraux privilégiés ; au troisième ordre, l'aïeul paternel et ses descendants ; au quatrième, le bisaïeul paternel et ses descendants ; au cinquième, le trisaïeul paternel et ses descendants ; et enfin la sixième classe est formée par le père du trisaïeul paternel et ses descendants.

Si les héritiers, compris dans ces six ordres, manquent, la succession est attribuée à la branche maternelle de la même manière que pour la ligne paternelle. S'il n'y a pas d'héritiers ni dans la ligne paternelle, ni dans la ligne maternelle, le conjoint survivant est appe-

lé à succéder. L'Etat, lui-même, n'est pas oublié ; il vient après le conjoint survivant.

Cette législation, si dure pour le sexe féminin, continuait à présenter le même caractère relativement aux droits successoraux de l'époux survivant. Avant la décision législative du 21 octobre 1850, le mari seul succédait ; la veuve n'avait pas le même droit. La loi de 1850 a fait disparaître cette inégalité.

Le Code serbe ne met aucune limite à la successibilité des parents d'un défunt.

SECTION II. — *Les pays du régime des ordres successoraux*

Le prototype des législations, ayant adopté comme régime successoral les ordres du droit romain, se trouve dans le Code civil français. Ce Code a été reproduit, plus ou moins fidèlement, par tous les pays européens d'origine latine.

La Belgique a conservé le Code civil français, dans toute son intégralité. Un avant-projet avait été préparé par Laurent, mais il a été abandonné. Bien que préparé, en 1882, ce projet limitait la vocation héréditaire des parents collatéraux au sixième degré.

L'Espagne est restée longtemps sous la domination des coutumes locales. Une tentative de codification, faite en 1846, a échoué. Plus tard, en 1889, grâce à l'adresse

du ministre de la Justice d'alors, M. Alonso Martinez, l'Espagne réussit à avoir un code. Ce code s'est beaucoup inspiré de la législation civile française. Il n'a pas abouti, cependant, à l'unité législative, parce que les coutumes ont été maintenues partout où le fuero existait.

Les héritiers, appelés à la succession du défunt, sont classés en cinq ordres : 1° Il y a, d'abord, les descendants qui succèdent de leur propre chef ou par représentation ; 2° les ascendants viennent, à défaut des descendants ; 3° la troisième classe est une création du législateur espagnol. Elle comprend les enfants naturels reconnus et les enfants légitimés par concession royale ; 4° le quatrième ordre comprend concurremment les frères et sœurs ou neveux et nièces et le conjoint survivant. Ce dernier, en concours avec les frères et sœurs ou neveux et nièces, a droit à la moitié de la succession en usufruit. Il a droit à la succession entière, en pleine propriété, si les parents de trois premiers degrés manquent ; 5° après le conjoint survivant, sont appelés les parents collatéraux du quatrième au sixième degré. Leur vocation héréditaire s'arrête au sixième degré.

S'il n'y a pas d'héritiers, appartenant aux cinq ordres exposés, l'Etat hérite. Ces successions ne tombent pas dans la bourse du fisc. Elles sont affectées aux établissements de bienfaisance et d'instruction publique.

La Hollande a été dotée d'un code civil en 1838. Il aurait dû entrer en vigueur, en 1831 ; mais la révolu-

tion belge éclata en 1830 et elle sépara le royaume en deux pays. Le code néerlandais contient les mêmes règles que le Code Napoléon, en matière successorale. Les parents sont appelés à la succession du défunt jusqu'au douzième degré. A leur défaut, se présentent d'abord le conjoint survivant et, ensuite, l'Etat.

L'Italie a eu son code civil général, le 1^{er} janvier 1866. En lignes générales, sa législation successorale est la même qu'en France. La successibilité des parents en ligne collatérale s'arrêtait au dixième degré. Cette disposition a donné lieu en Italie, comme en France, à une volumineuse littérature juridique.

M. Salvioli demandait la réduction de la vocation héréditaire au quatrième degré. Il se basait sur la relation du sang, qui est de $1/10^{\circ}$ au quatrième degré, de $1/64^{\circ}$ au sixième degré et de $1/256^{\circ}$ au huitième.

M. Cimbali veut concilier les droits de la société et des parents collatéraux d'une autre manière. S'il y a comme héritiers seulement les collatéraux du cinquième ou du sixième degré, la succession se partagera, par moitié, entre l'Etat et ces héritiers. L'Etat aura droit à deux tiers et les parents à un tiers, si ces derniers sont compris entre le 6^e et le 10^e degré. Au-delà du dixième degré, l'Etat seul héritera.

M. Vadalà Papale incline pour le sixième degré, comme dernière limite successible. Tous ces juristes veulent affecter ces successions aux œuvres de bienfaisance.

Le résultat de ce mouvement juridique fut la modification du code civil italien. Un décret du 16 novembre 1916 a réduit la successibilité des parents collatéraux au sixième degré. A leur défaut, le fisc est appelé à succéder.

Le Portugal. — Le code civil portugais a été promulgué, le 1^{er} janvier 1867, et mis en vigueur le 1^{er} janvier 1868. Il a adopté les règles du droit romain. Les successions sont déferées, d'après l'article 1.969, dans l'ordre suivant : 1° aux descendants ; 2° aux ascendants ; 3° aux frères et sœurs et à leurs descendants ; 4° au conjoint survivant ; 5° aux collatéraux jusqu'au dixième degré. Si toutes ces personnes manquent, le fisc est investi du droit de succéder.

En Roumanie, le législateur de 1864 a adopté la législation civile française, en traduisant le Code Napoléon presque mot à mot. Il y a les mêmes classes d'héritiers : 1° les descendants ; 2° les frères et sœurs ou leurs descendants ; 3° les ascendants privilégiés ; 4° les ascendants ordinaires et 5° les collatéraux ordinaires.

Une innovation heureuse a été introduite par le législateur roumain. Le principe d'après lequel la succession se divise en deux parts : une pour la ligne paternelle et l'autre pour la ligne maternelle, a été repoussé. Une exception, pourtant, doit être notée. Lorsqu'on appelle à la succession du *de cujus* les frères et les sœurs, nés de différents mariages, le principe de la fente y est conservé.

La vocation héréditaire en Roumanie est aussi étendue qu'en France. Fidèle au texte français, l'article 676 du code civil roumain s'exprime en ces termes : « Les parents succèdent jusqu'au douzième degré inclusif. »

Si l'on jette un coup d'œil sur la législation antérieure des principautés roumaines, on constate qu'en Moldavie, le code Callimach ne met aucune limite à la successibilité, tandis qu'en Valachie, le code Caragea arrête la vocation héréditaire au huitième degré. Par conséquent, l'article 676 du code civil ne trouve pas son inspiration ni dans le code Callimach, ni dans le code Caragea. Il est, comme nous avons déjà dit, importé de France.

Cet article est aujourd'hui assez critiqué en Roumanie. Une réforme du code civil, proposée depuis quelque temps et exigée actuellement par le rattachement à la patrie-mère des territoires habités par des Roumains, tiendra compte, sans doute, de la composition moderne de la famille. M. Den Alexandresco, doyen de la Faculté juridique de Jassy, embrasse, dans son traité de *droit civil roumain*, la limitation au sixième degré, établie dans l'avant-projet belge.

A défaut d'héritiers jusqu'au douzième degré et d'enfants naturels, la succession du défunt passe au conjoint survivant et non-divorcé, conformément à l'article 679 du code civil roumain, reproduction de l'ancien article 767 du Code civil français. Le code civil roumain n'a pas subi de réforme analogue à celle que le législateur

français a introduite par la loi du 9 mars 1891. Cette modification n'était pas trop pressante en Roumanie, parce que l'article 684 du code civil roumain accordait déjà à la veuve pauvre (mais non pas au veuf pauvre) un certain droit de succession. Si la veuve pauvre est appelée à la succession de son mari défunt, en même temps que les descendants, elle a droit à une part virile en usufruit, qui, d'ailleurs, ne peut jamais dépasser le tiers. Si, au contraire, elle est en concours avec n'importe quel autre héritier, elle a droit à un quart en pleine propriété.

Cette disposition favorable à la veuve pauvre a été imposée au législateur roumain de 1864 par les anciens établissements législatifs, unanimes pour reconnaître à l'époux survivant un droit successoral.

La jurisprudence roumaine (très riche d'ailleurs en toute cette matière) considère que la pauvreté de la veuve est relative. Il faut considérer la fortune laissée par le mari prédécédé. Une épouse, ayant même une dot, si cette dot est insignifiante à côté des biens du défunt, a droit de se prévaloir de la disposition de faveur de l'article 684 du code civil.

SECTION III. — *Les pays anglo-américains*

Angleterre. — Les successions en Angleterre, ainsi que toutes les autres institutions juridiques, ont à leur

base de très anciennes lois. Ces lois se caractérisent par la reconnaissance de liens de famille les plus étendus et par les deux privilèges d'aînesse et de masculinité. L'organisation féodale n'a pas disparu complètement en Angleterre.

La dévolution des immeubles est organisée par une loi de 1833. Ces héritages sont déférés aux descendants du purchaser, à l'infini. Le purchaser est le dernier parent, qui a acquis l'immeuble autrement que par succession *ab-intestat*. Dans cette dévolution on tient compte des privilèges de masculinité et d'aînesse.

Si le purchaser n'a plus du tout de parents, l'immeuble passe à la famille du dernier possesseur, appartenant à l'autre ligne. L'Etat n'a donc pas souvent la chance d'hériter des fiefs.

Les deux privilèges nobiliaires disparaissent en matière de successions mobilières. Elles sont régies par deux lois du XVII^e siècle, dénommées *Statutes of distribution*. Si le défunt a laissé une veuve et des descendants, la veuve prend le tiers des meubles. A défaut de descendants, la veuve prend la moitié de l'actif net. Le mari survivant est plus favorisé. Il a droit à la succession entière. Enfin, les autres parents, même les plus éloignés, sont appelés plutôt que l'Etat.

Les dernières lois fiscales ont fait, cependant de l'Etat un cohéritier invisible. Les impôts successoraux ont atteint un chiffre très élevé.

Aux Etats-Unis, l'unité de législation n'existe pas. Pourtant, les lois successorales présentent entre elles de grandes analogies.

Longtemps, l'Amérique du Nord a eu pour lois les règles du droit commun anglais. Une distinction y était faite, entre les biens mobiliers et les immeubles. Cette différence n'existe plus aujourd'hui, sauf dans neuf Etats orientaux.

Les meubles et, dans la majorité des Etats, les immeubles sont régis par les *Statutes of distribution* de Charles II. Aucune limite n'est apportée à la successibilité des parents du défunt.

CONCLUSIONS

Nous sommes arrivés à la fin du travail entrepris. Nous avons déjà fait connaître notre manière de voir ; nous nous permettrons d'exprimer nos conclusions dans ces simples propositions.

1° La vocation héréditaire des parents collatéraux doit être limitée au quatrième degré, en l'état actuel des relations de famille.

2° Les successions, ainsi restées en déshérence, auront une affectation spéciale ; elles ne constitueront plus une ressource budgétaire.

3° Le conjoint survivant gardera, autant que possible, la situation matérielle qu'il avait à l'époque du mariage. Son droit de succession, toujours en usufruit, sera garanti par une réserve.

4° L'ancienne successibilité jusqu'au douzième degré sera maintenue pour les personnes incapables de tester, du moment qu'aucune modification n'aura été apportée au droit de faire son testament.

La riche littérature juridique ainsi que la série respectable

des projets de modification de l'article 755 du Code civil et la réforme accomplie en 1917 nous ont permis de nous reporter à quelques années en arrière. Nous nous rappelons les moments où nous nous plaisions dans l'étude des œuvres d'HORACE. Un de ses beaux vers synthétise, à merveille, les travaux préparatoires de notre réforme et la façon dont la loi du 31 décembre 1917 l'a réalisée.

Parturient montes : nascetur ridiculus mus.

Vu par le Président de la Thèse :

R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPEL.

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDRESCO, D. L'explication théorique et pratique du Droit civil roumain (Texte en roumain).
- ARON, G. Etude sur les lois successorales de la Révolution. Publiée dans la *Nouvelle Revue Historique de Droit français et étranger*, 1901 et 1903.
- AUBRY et RAU. Cours de Droit civil français, T. IX. Mis au courant par M. Etienne MARTIN.
- BARRE, E. Le Code civil allemand et le Code civil français comparés.
- BAUDRY-LACANTINIERE et A. WAHL. Traité théorique et pratique de Droit civil. Des successions, Vol. I.
- BIGALLET, H. De l'hérédité collatérale. Thèse 1898, Lyon.
- CASSIN. La conception des droits de l'Etat en matière successorale dans les projets du Code civil suisse. Thèse 1914, Paris.
- CAUWÈS, P. Cours d'économie politique, T. III.
- COLIN et CAPITANT. Cours élémentaire de Droit civil français, T. III.

- COLIN, A. Le droit de succession dans le Code civil; *Livre du Centenaire*, T. I.
- COLSON, C. Cours d'économie politique, T. III.
- COSENTINI, FR. La réforme de la législation civile.
- CUG, Ed. Manuel des institutions juridiques des Romains.
- DELEUZE-LAUCIXOLLE, Eug. Des réformes apportées dans le régime successoral romain pour augmenter les droits de la famille. Thèse 1894, Paris.
- DESLINIÈRES, L. Projet de Code socialiste, T. II.
- FÉNET. Travaux préparatoires du Code civil, T. XII.
- GEORGE, A. Essai sur l'hérédité collatérale, principalement en droit révolutionnaire. Thèse 1913, Paris.
- GIDE, Ch. Cours d'économie politique.
- GIRARD, P.-F. Manuel élémentaire de Droit romain.
- GLASSON, E. Eléments du Droit français, T. I.
- RAOUL DE LA GRASSERIE. Le Code civil allemand.
- HITIER. Cours de science financière, 1920.
- HUC, Th. Commentaire théorique et pratique du Code civil, T. V.
- JUTEAU, J. L'abolition de la succession collatérale.
- LABRY, Raoul. Une législation communiste.
- LAURENT. Principes de Droit civil, T. IX.
- L'avant-projet de révision du Code civil, T. III.
- LEFEBVRE, Ch. Histoire du Droit civil français. L'ancien Droit des successions.

LEHR, Er. Eléments de Droit civil anglais.

— Le Droit civil scandinave.

— Traité élémentaire de Droit civil germanique, T. II.

— Eléments de Droit civil espagnol.

— Le Droit civil des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

LEPELLETIER. Le Code civil portugais.

LEROY-BEAULIEU, P. Traité de la science des finances, T. I.

MAZURIÉ, Fr. La succession en ligne collatérale, Thèse 1912,
Paris.

NORDAU, Max. Les mensonges conventionnels.

PERREAU, C. Cours d'économie politique, II.

PIERRE, Eug. De l'influence du Droit prétorien et du christia-
nisme sur les successions *ab intestat*, Thèse 1892,
Paris.

PLANIOL, M. Traité élémentaire de Droit civil, III.

ROGUIN, Er. Traité de Droit civil comparé. Les successions,
T. II.

TODOROVITCH, G. Les successions *ab intestat* dans le Droit
serbe, Thèse 1911, Paris.

TURGEON, Ch. Le socialisme et le droit d'hérédité.

VALLIER, Er. Le fondement du droit successoral en droit fran-
çais. Thèse 1902.

VIOLET, P. Histoire du Droit civil français.

WORMS, René. Natalité et régime successoral.



L'Annuaire de Législation Française, 1917.

Le Bulletin de statistique et de législation comparée. Année
1917 (Vol. 81) et année 1918 (Vol. 83).

Les Journaux Officiels, déjà cités.

Les Lois nouvelles. Années 1901, 1902 et 1910.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — La vocation héréditaire chez les	
Romains et en France avant le Code civil de 1804	9
Section 1 ^{re} : La vocation héréditaire chez les Romains	9
Section 2 ^e : La vocation héréditaire dans l'ancien droit	
français	12
Section 3 ^e : La vocation héréditaire dans le droit inter-	
médiaire	17
CHAPITRE II. — Le Code civil de 1804 et les projets de	
lois présentés avant 1917	21
Section 1 ^{re} : La vocation héréditaire réduite par le	
Code civil au douzième degré	21
Section 2 ^e : La critique et la défense de l'article 755	
du Code civil	25
Section 3 ^e : Les projets présentés au Parlement avant	
1917	45
CHAPITRE III. — La réduction de la successibilité colla-	
térale au sixième degré	71
Section 1 ^{re} : La première atteinte portée indirectement	
à la vocation héréditaire des collatéraux	71

Section 2 ^e : La vocation héréditaire des collatéraux est réduite au sixième degré par la loi du 31 décembre 1917	79
Section 3 ^e : L'examen de la réforme accomplie le 31 décembre 1917	98
Section 4 ^e : Les plus récentes lois financières	118
CHAPITRE IV. — Notre conception de la modification à apporter à l'article 755 du Code civil	125
Section 1 ^{re} : La vocation héréditaire en ligne directe	125
Section 2 ^e : La vocation héréditaire des parents collatéraux	132
Section 3 ^e : Le droit de succession du conjoint survivant	140
Section 4 ^e : Les cas exceptionnels où les parents succèdent jusqu'au douzième degré	145
CHAPITRE V. — La vocation héréditaire et sa limite dans les législations étrangères	151
Section 1 ^{re} : Le pays du régime des parentèles	152
Section 2 ^e : Les pays du régime des ordres successoraux	160
Section 3 ^e : Les pays anglo-américains	165
CONCLUSIONS	169
BIBLIOGRAPHIE	171



